

LA FORMULE EXÉCUTOIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 mars 1942, à 14 heures

PAR

Jean-Maurice CAZAUX

Licencié ès Lettres

Jury...	}	Président :	M. MESTRE, professeur.
		Suffragants ..	{ MM. WALINE, professeur. LAMPUE, professeur.

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, rue Soufflot - PARIS (5^e)

1942

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(A)

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA FORMULE EXÉCUTOIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 mars 1942, à 14 heures

PAR

Jean-Maurice CAZAUX

Licencié ès Lettres

Jury... }	Président : M. MESTRE, professeur.
	Suffragants.. { MM. WALINE, professeur. LAMPUE, professeur.

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, rue Soufflot - PARIS (5^e)

1942

LA FORMULE EXÉCUTOIRE

« Dans l'acte de l'autorité administrative qui, sollicitée
» de faire agir la force publique pour exécuter la sentence
» du juge, prend une décision..., nous ne voyons qu'une
» manifestation du pouvoir d'administrer, lequel consiste à
» assurer la vie générale du pays, en faisant des moyens
» d'action dont l'autorité dispose, l'emploi le plus conforme
» à une saine appréciation des intérêts en présence et des
» exigences que chacun de ces intérêts peut légitimement
» comporter. »

Conclusions de M. le Commissaire du
Gouvernement Rivet pour l'affaire
Coutéas. (Sirey, 1923.3.57.)

INTRODUCTION

Le 10 juillet 1940, une loi constitutionnelle donnait personnellement au Maréchal Pétain le pouvoir constituant et confondait en sa personne les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Le 16 juillet, conformément à une tradition juridique qui remonte à la Constitution de 1791, le nom du Chef de l'Etat ayant changé, une loi relative à la formule exécutoire était publiée au *Journal officiel* et formulée en ces termes :

LOI RELATIVE A LA FORMULE EXECUTOIRE

(*Journal officiel* du 17 juillet 1940, p. 4533.)

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,
Le Conseil des ministres entendu,
Décrétons :

Article premier. — Les expéditions des arrêts, jugements, mandats de justice, ainsi que les grosses et expéditions des contrats et de tous autres actes susceptibles d'exécution forcée, seront intitulées ainsi qu'il suit :

« République française

« Au nom du peuple français »,

et terminées par la formule suivante :

« En conséquence, le Maréchal de France, chef de l'Etat
» français, mande et ordonne à tous huissiers sur ce requis
» de mettre le dit arrêt (ou le dit jugement, etc.) à exécution,

» aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près les tribunaux de première instance d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique de prêter mainforte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi le présent arrêt (ou jugement, etc.) a été signé par... »

Art. 2. — Les porteurs des grosses et expéditions d'actes revêtus de la formule prescrite par le décret du 2 septembre 1871 pourront les faire mettre à exécution sans faire ajouter la formule ci-dessus indiquée.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 16 juillet 1940.

Ph. PETAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le Garde des Sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la Justice,
Raphaël ALIBERT.

Un des principes fondamentaux des Etats modernes est la division des fonctions de l'Etat entre plusieurs organes. Le système de la séparation des pouvoirs que Montesquieu a étudié dans des pages célèbres de l'*Esprit des lois* (liv. XI, chap. VI), peut se résumer ainsi : il y a dans l'Etat trois fonctions distinctes : les fonctions législative, administrative et juridictionnelle.

Trois groupes d'organes sont créés et chacun d'eux, investi d'une de ces fonctions, devient un pouvoir. Les pouvoirs législatif, administratif et judiciaire sont ainsi spécialisés en ce sens que chacun est concentré dans l'exercice de sa fonction et qu'en outre, si l'on applique les con-

séquences logiques du principe, les pouvoirs ne peuvent agir les uns sur les autres, même au moyen de l'exercice de leur propre fonction.

Mais ceci est une vue de l'esprit ; lorsque l'on veut appliquer cette conception et la faire vivre, il est nécessaire de l'assouplir : des atténuations à la séparation des pouvoirs devaient se produire dans les domaines les plus différents et pour les causes les plus diverses : il en est ainsi, en particulier, pour la formule exécutoire.

En effet, le pouvoir judiciaire se distingue des autres parties de la puissance publique, par les caractères qui lui sont propres : l'autorité judiciaire sert d'arbitre et n'intervient que pour appliquer la loi dans les contestations qui sont soumises à son appréciation. En deuxième lieu, elle ne décide que sur des espèces, des cas particuliers. Elle n'agit, et c'est là son troisième caractère, qu'après avoir été saisie par une action. Enfin, elle ne peut s'exercer que par les tribunaux chargés de la rendre : mais cette délégation n'est pas complète et, dans la formule exécutoire qui termine les arrêts et jugements, on voit intervenir le pouvoir exécutif, car les pouvoirs sont interdépendants : l'action de l'un, comme dans tous les actes de la vie organique, réagit nécessairement sur les autres. Au bas de toutes les sentences, il est, en effet, mandé et ordonné « à tous huissiers » sur ce requis, de mettre le dit arrêt (ou jugement) à » exécution, aux procureurs généraux et aux procureurs de » la République près les tribunaux de première instance, » d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la » force publique, de prêter main forte lorsqu'ils en seront » légalement requis. »

Le titre ainsi revêtu de cette formule, peut donc être mis à exécution : celui en faveur de qui il a été délivré peut se présenter chez son débiteur et obtenir que la sentence rendue soit exécutée, qu'il s'agisse du paiement d'une

somme d'argent ou d'une action de faire ou de ne pas faire. Si son débiteur refuse d'obtempérer, il suffit alors au créancier de requérir un huissier qui, seul ou avec le concours des commandants et officiers de la force publique, lui fera obtenir satisfaction. C'est parce que l'acte peut être exécuté lorsqu'il est revêtu de cette formule, qu'on l'appelait autrefois titre « paré », *paratus ad executionem*.

C'est l'apposition de la formule, de ces paroles en quelque sorte sacramentelles, qui donne au possesseur du titre paré, le droit d'obtenir justice. Et, en effet, le Code de procédure civile déclare en son article 545 :

« Nul jugement, ni acte, ne pourront être mis à exécution » s'ils ne portent le même intitulé que les lois et ne sont terminés par un mandement aux officiers de justice ainsi » qu'il est dit à l'article 146. »

Quels sont donc les progrès de la théorie de la formule exécutoire, fruit d'une lente évolution de notre droit et quelle est la place de cette formule dans notre législation actuelle ? C'est ce qui constituera la partie historique de cette étude.

Nous examinerons ensuite quelle est la mission des agents mentionnés par la formule dans l'exécution des jugements.

Enfin, nous essaierons de déterminer quelle est la responsabilité de l'Etat dans les cas où son intervention ralentit, restreint ou annule l'effet des décisions de la justice et restreint la portée de la formule exécutoire.



PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION

Un Etat policé a, comme préoccupations essentielles, la sauvegarde de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques. Il exige donc qu'un créancier ne se fasse pas justice à lui-même, que n'importe qui ne puisse — par la seule affirmation d'un droit — requérir la force publique pour faire admettre ses prétentions. Et, cependant, il faut à celui qui a obtenu gain de cause par un jugement régulièrement rendu, la possibilité de jouir de son succès : le jugement doit être terminé par un mandement permettant de le faire exécuter dans toute l'étendue d'un territoire déterminé.

Etudier succinctement les progrès et les variations de la formule exécutoire dans l'ancien droit, le droit intermédiaire et le droit moderne, c'est étudier l'extension de son application dans l'espace et dans le temps, en ce qui concerne notre pays. C'est ce qui fera l'objet de notre première partie.

CHAPITRE PREMIER

ANCIEN DROIT

§ 1. *Formation de la notion de l'acte exécutoire.*

Il est très difficile, en l'absence des textes, d'étudier l'état du droit et des institutions de la Gaule, en ce qui concerne notre sujet, avant la conquête de Jules César. Il semble vraiment qu'à l'origine, les peuples gaulois, même les plus civilisés d'entre eux, comme les Arvernes et les Eduens, connurent l'exécution privée, chacun se faisant justice à soi-même, chaque partie lésée, si elle en avait la possibilité, prenant de sa propre autorité possession d'un gage.

Pendant la période gallo-romaine, l'application du droit romain généralisa la procédure des actions de la loi — *per sacramentum, pignoris capio, manus injectio* — tout se passait devant le magistrat qui, présidant à toutes les phases du procès, faisait exécuter sa décision, soit par la force *manu militari*, soit, quand l'action directe n'était pas possible, par des procédés de contrainte administratifs.

Mais il n'existait pas de théorie de l'acte exécutoire.

Le Bréviaire d'Alaric, l'édit de Théodoric nous apprennent qu'à l'époque des invasions barbares chez les Wisigoths, les Ostrogoths et les Burgondes l'influence de la civilisation romaine a persisté : le créancier n'a pas le droit de se substituer au juge qui, ayant rendu la sentence, doit en

réaliser l'exécution *capiendorum pro suo arbitrio pignorum unicuique denegamus*¹.

Avec la domination des Francs, la loi Salique complique et allonge la procédure, mais n'en modifie pas les lignes essentielles. Le créancier ayant, par deux fois, revendiqué ce que lui doit son débiteur, assigne celui-ci devant le *judex*. Après certains délais rituels, il recommence ses sommations. Le *Judex*, en présence de sept *rachimbourgs*, chargés de conserver, avec la tradition orale, le souvenir des jugements, envoie alors le créancier en possession de la partie des biens du débiteur correspondant au montant de la créance, augmenté d'une composition pour frais de justice (*fredum*)².

Mais l'exécution n'est pas uniquement confiée à l'autorité publique. L'intervention personnelle du créancier est réduite, mais non écartée. L'autorisation préalable du juge est nécessaire, mais celui-ci n'a pas un monopole dans l'exécution, et le créancier, une fois envoyé en possession, peut fort bien se saisir, par la force, des biens qui lui ont été dévolus.

A cette même époque, les actes suivent les mêmes règles que les jugements et sont exécutoires. Dans les cas spéciaux de gage (*pignum*, *obpignoratio*, *wadium*), le créancier est même dispensé d'observer les formes indiquées plus haut : le débiteur qui ne s'acquitte pas dans les délais voulus perd, sans intervention du juge, la propriété de l'objet qu'il a remis comme garantie.

Charlemagne, par deux innovations, annonce notre système actuel : il remet aux *missi dominici* le pouvoir d'exécuter les jugements, il crée les *judices cartularii* qui, de

1. *Histoire du Droit*, cours de 1^{re} année de M. le Professeur Olivier-Martin, Paris, 1936-37.

2. Pardessus, *Loi salique. Dissertation de la procédure chez les Francs*.

même que nos notaires modernes, reçoivent et constatent les conventions¹.

Mais ces progrès devaient être éphémères. Trois siècles plus tard, par une ordonnance de 1134, Louis le Gros accorde aux habitants de Paris le droit de saisie privée; Louis VII en 1145, Louis VIII en 1224, font aux habitants de Bourges la même faveur.

Cependant, l'autorité royale se ressaisit peu à peu, les Capétiens étendant leur domaine, accroissent leur puissance qui, après la guerre de Cent Ans, se trouve fortifiée. Et, le 30 janvier 1466 à Bourges, Louis XI combattant les prétentions des féodaux, rend une ordonnance pour que les arrêts des cours de Parlement soient exécutés au besoin à main armée, et déclare dans la dernière partie de son ordonnance :

« Scavoir faisons que nous, ce considéré, que ne voulons
» telles rébellions et desobeysances estre souffertes ne
» tolerées en nostre royaume, ains bonne justice estre
» faicte et administrée à un chascun et les arrestz et juge-
» mens de nostre dicte cour exécutés entièrement à ce que
» nos subjects puissent vivre ensemble en paix, union et
» tranquillité, sy avons, pour ces causes et consideracions,
» et par l'avis et déliberacion des gens de nostre grand
» conseil, vouloir et ordonner, voulons et ordonnons par ces
» présentes que les appointements, arrestz et jugemens de
» nostre dicte cour de Parlement, faicts et à faire, soyent
» dores en avant exécutés par force et main armée toutefois
» que besoin sera et que nostre dicte cour l'ordonnera, de
» point en point, selon leur forme et teneur, nonobstant
» quelsconques lectres ou mandemens à ce contraire, les-
» quels au dict cas voulons estre de nul effet et valeur. »
(Isambert, X, 528^a.)

1. Michot, *Origines du notarial*.

2. « Anciennes lois françaises », *Recueil Isambert*.

Et Isambert d'ajouter en note de cette ordonnance que « c'est de là que dérive aujourd'hui la formule exécutoire : » mandons et ordonnons à nos procureurs généraux et à » tous commandants de la force armée de prêter main- » forte ». C'est la première fois qu'avec cette ordonnance de Louis XI, un texte législatif proclame le droit pour un particulier de demander le concours de la force armée, afin de faire exécuter un jugement ou arrêt rendu en sa faveur.

Mais il faut, pour cela, se soumettre à certaines règles. Le Droit n'est qu'affirmé conditionnellement.

§ 2. *Extension du domaine d'application de l'acte exécutoire.*

Pothier, dans sa *Procédure civile*, indique (IV^e partie, chap. II, art. 1) les formalités nécessaires pour arriver à l'exécution d'un jugement : l'expédition doit en être signée par le greffier, scellée et écrite sur parchemin timbré. Mais déjà, au milieu du XVIII^e siècle, il nous dit « qu'il n'est » plus d'usage d'apposer un sceau aux jugements... il suffit, » pour pouvoir exécuter en vertu de ces actes, que le droit » de sceau ait été acquitté et qu'il en soit fait mention sur » l'expédition de l'acte en vertu duquel on agit... »

Mais cela ne suffisait pas toujours. De même qu'à Rome où les magistrats ne pouvaient veiller à l'exécution de leurs sentences que dans l'étendue de leur juridiction — si l'exécution devait avoir lieu dans un autre ressort, il fallait recourir à de nouvelles formalités — de même au moyen âge, avec la multitude des souverainetés locales, les seigneurs rivaux les uns des autres, soucieux de leurs prérogatives, exigeaient qu'on sollicitât leur autorisation expresse pour exécuter sur leurs terres les jugements rendus par d'autres seigneurs...

Lorsque, peu à peu, les juridictions royales furent créées, elles existèrent avec les tribunaux seigneuriaux et ecclésiastiques.

tiques, qu'elles devaient ultérieurement supplanter. Elles prirent une importance croissante, mais toutefois, pendant longtemps, l'influence des traditions médiévales persista. On admit donc tout naturellement qu'il faudrait des formalités pour exécuter, dans le ressort d'une juridiction royale, une sentence qui n'y aurait pas été rendue, même si elle provenait d'un autre tribunal royal.

Il importait de remédier à cet état de choses qui entraînait des retards et des abus dans l'exécution des jugements et était la cause de frais inutiles pour les intéressés. La lutte pour la suppression de ces formalités, pour l'exécution dans tout le royaume des jugements, sentences et actes nantis de la formule, devait demander à la royauté cinq siècles d'efforts pour triompher de toutes les oppositions.

De nombreux édits et ordonnances furent, en effet, enregistrés par les parlements : presque tous font mention de cet enregistrement ; mais le respect des traditions antiques et la généralisation du système de la vénalité des charges, empêchèrent l'exécution des décisions royales. Et chaque roi essayera, mais sans être plus heureux que ses prédécesseurs, de rappeler et de confirmer leurs interdictions répétées.

Philippe le Bel, dans une ordonnance du 23 mars 1302 « Sur la Réformation du Royaume » décida que les jugements revêtus du scel royal seraient exécutoires par toute la France et que les « Prélats et Barons qui ont Haute Justice auraient la connaissance de l'exécution ». (Isambert, II, 764.)

Le 2 septembre 1474, Louis XI, dans l'édit de Puiseaux confirmant et précisant son ordonnance de 1466, décidait que les arrêts du Parlement de Paris seraient exécutoires dans tout le royaume sans *parealis* et prononçait des peines contre ceux qui retarderaient ou paralyseraient cette exécution. (Isambert X, 687.)

Afin d'étendre le domaine de la force exécutoire du sceau de la Chancellerie royale, François I^{er}, dans une ordonnance de 1539, décrète que « les lettres obligatoires faictes et » passées sous le scel royal seraient exécutoires par tout » le royaume ». Plus loin, traitant des autres sceaux, il indique au contraire que l'exécution peut en avoir lieu à la condition que les obligés « au temps de l'obligation soient » demeurans au-dedans du distraict et juridiction où les- » dits sceaux sont authentiques ». (Isambert, XII, 613.)

Un édit d'Henri II reprend cette question en 1555. Il mentionne les efforts de François I^{er} pour assurer la prédominance du Grand Sceau et pour obtenir, en sa faveur, la suppression du *parealis* et des frais y afférant. L'édit décide que, « dans tout le royaume, les arrêts, décrets, commissions » et jugemens rendus au nom du Roi, seront exécutoires, » sans que parties ou huissiers soient tenus de demander » quoi que ce soit aux parlements. » (Isambert, XIII, 459.)

Un nouvel édit de François II, en 1560, reproduit celui de son père et abolit toutes formalités de *parealis* ou de visa pour l'exécution des jugements.

En 1579, Henri III, dans l'ordonnance de Blois, essaye à son tour, mais en vain, de faire exécuter les décisions de son prédécesseur. (Isambert, XIV, 320.)

Louis XIII, dans le Code Michaud, adopte une solution plus nuancée. Il s'occupe des seigneurs ayant le droit de haute justice et ses prescriptions, parce que plus limitées en la matière, seront définitives : Les seigneurs n'ont, ni à accorder leur permission pour l'exécution des jugements royaux dans le ressort de leur juridiction, ni à s'opposer à cette exécution. En contre-partie de cette défense, les juges royaux doivent, sans frais et sans examen des causes, délivrer des *parealis* aux officiers des seigneurs. (Isambert, XVI, 223.)

Comme son père, Louis XIV, dans l'ordonnance de 1667,

ne supprima pas radicalement les *pareatis*. Il cherche à vaincre la résistance des parlements et s'inspire des solutions et compromis préconisés par le Code Michaud. Il affirme l'autorité du grand sceau, déclaré exécutoire dans tout le royaume, mais les intéressés, qui veulent éviter des frais et gagner du temps, peuvent éviter de recourir au grand sceau et ont, en effet, le droit de demander soit des *pareatis* aux parlements, soit des visas ou autorisations aux juges. Mais, en ce cas, ni les parlements, ni les juges n'ont le droit de connaître des jugements et d'examiner les causes : la pratique de l'autorisation est devenue une formalité.

§ 3. *Les jugements consulaires, les actes des notaires et les jugements étrangers.*

Créées en 1563, par un édit de Charles IX, les juridictions consulaires s'opposèrent presque aussitôt aux juridictions de droit commun et le prétexte fut la connaissance de l'exécution de leurs jugements. Les consuls refusèrent d'admettre les décisions de la doctrine et les prétentions des juges ordinaires qui, comme Le Châtelet, soutenant qu'ils devaient sceller les sentences consulaires, se reconnaissaient le droit de les examiner au préalable et de défendre aux huissiers de procéder à l'exécution de celles qu'ils n'avaient pas munies de leur *pareatis*.

La publication du Code Savarit en 1666 et l'arrêt du Parlement de Paris rendu en 1698, sur les conclusions de l'avocat du roi d'Aguesseau, devaient donner raison aux consuls, qui possédaient un sceau particulier depuis 1696.

*
* *

Le droit de passer les actes fut longtemps confondu avec celui de rendre la justice. C'est, en effet, de la *confessio in*

jure romaine que paraissent procéder les conventions établies par les notaires : le juge recevait à l'origine des aveux judiciaires et leur donnait ainsi force exécutoire puisqu'il prononçait par avance une condamnation.

Dans les coutumes du Beauvaisis, au chapitre XXXV, Beaumanoir traitant des « lectres qui constatent les contrats » les considère successivement au point de vue de la preuve et de l'exécution. Il en donne la formule qui, presque toujours semblable, était rédigée en ces termes :

« A tous ceux que ces présentes verront et orront,
 » Phélippes de Beaumanoir, Bailli de Clermont, Salut.
 » Sacent que, en nostre présence, por ce establis, Pierre de
 » tel liu reconnut qu'il devait à Jehan de tel liu, tèle somme
 » d'argent pour tèle coze... et pour que ce soit ferme coze
 » et estacle, j'ai, en ces présentes, mis sous le scel de la
 » Baillie de Clermont. »

Peu à peu, les juges devaient remettre à leurs clercs ou notaires, le soin de dresser les contrats. Bientôt, « les lectres constatant les conventions » furent rédigées hors de la présence du juge. Mais Loyseau indique que, par une fiction, le juge était censé avoir reçu les actes et le débiteur s'engageait toujours à se soumettre, comme s'il avait été régulièrement condamné par une sentence réellement rendue.

« Nous avons pris l'habitude », écrit Loyseau (Offices LII, chap. V, n° 51), « d'expédier nos contrats hors de la présence » du juge ; mais, quoi qu'il en soit, c'est toujours le juge qui » parle en iceux, et y est intitulé, ainsi qu'aux sentences, et » en plusieurs provinces le style de contrats porte : *que les* » *parlies sont comparues devant le notaire comme en droit et* » *en jugement*, et encore en quelques lieux il porte : *qu'elles* » *sont jugées et condamnées de leur consentement, à entretenir* » *tout ce qui est contenu au contrat* : qui est aussi la cause » pourquoi les contrats en France ont exécution parée ainsi » que les sentences. »

Puis l'évolution reçoit la sanction du pouvoir et est ainsi consacrée : en 1270, Louis IX crée, dans le ressort de la Prévôté de Paris, soixante notaires destinés à recevoir les conventions au même titre que les baillis. Peu à peu, l'usage devait s'en répandre dans toute la France et, en mars 1302, une ordonnance de Philippe le Bel créait un grand nombre de ces offices.

Cependant, le notaire ne recevait que l'aveu. Il restait sous la dépendance du magistrat qui, seul, pouvait, au nom du roi, réclamer l'accomplissement de l'obligation comme si elle avait été « faicte sous le scel de Baillie » (Bouteiller). Le juge devait délivrer des lettres d'exécution.

Cette formalité coûteuse, source de lenteurs, devait bientôt disparaître et le notaire se vit conférer le droit de délivrer un titre paré.

Mais alors, il remplit le rôle d'un véritable juge. La coutume du Poitou (1514), conforme à beaucoup d'autres du x^{ve} siècle, décide que le notaire peut juger et condamner les parties, après avoir reçu l'aveu. Pierre de la Vergne en 1516 et Boëri nous apprennent que la clause exécutoire est connue de tous les notaires français.

Les juges pouvaient encore recevoir des actes concurremment avec les notaires : le droit leur fut retiré par une ordonnance de François I^{er} en 1542 qui prononce la nullité de l'acte ainsi établi et frappe de peines sévères les contrevenants. Le monopole de la rédaction des contrats était donc conféré aux notaires.

Le Trésor Royal était souvent en difficultés. Comme les créations de charges nouvelles rapportaient de gros revenus, la même ordonnance de François I^{er} généralisa un usage compliqué confirmé par une ordonnance de Charles VII en 1433 (usage que Philippe le Bel avait déjà essayé d'abolir) : les notaires rédigeaient les conventions, mais les « tabellions » étaient chargés d'en délivrer des grosses ou

des expéditions. Seuls, à Paris, les notaires cumulaient les deux fonctions.

Henri III, par un édit de mars 1575, créa même des « garde-notes », sorte de conservateurs des archives notariales qui avaient les mêmes attributions que les tabellions. Henri IV, qui devait ultérieurement par la Paulette imposer les offices existants, décida sagement d'en réduire le nombre et de conférer aux notaires les fonctions de tabellion et de garde-notes.

De même que pour les jugements, l'apposition du sceau était indispensable pour exécuter les obligations. Une théorie en vogue au xvi^e siècle prétendait que le sceau était le siège même de la force exécutoire des titres parés. La persistance de la mention de la formule exécutoire démontre l'erreur de cette thèse. En effet, seules les lettres passées sous le sceau du Chancelier de France étaient exécutoires dans le royaume tout entier, la force exécutoire des autres sceaux n'avait de valeur que dans le ressort de la juridiction dont ils émanaient. Pour éviter aux parties de recourir au grand sceau et d'engager ainsi des frais supplémentaires, on créa, au xvi^e siècle, auprès de chaque parlement, des fonctions de garde-scels spéciaux qui scellaient les contrats au nom du roi avec « le petit scel » et étaient ainsi de véritables délégués provinciaux du Garde des Sceaux, chargés de percevoir le droit fiscal d'apposition, véritable droit de timbre. L'apposition perdit son importance : il suffisait d'acquitter le droit de sceau et de faire mention du paiement. Le 24 août 1706, un édit réunissait la fonction de garde-scel à celle de notaire qui, devenant le représentant du pouvoir exécutif, pouvait « mander et ordonner à tous » commandants et officiers de la force publique, de mettre » ledit jugement ou arrêt à exécution... »

*
* *

Le Code Michaud (ordonnance de 1627) décide que les

jugements étrangers rendus contre des Français pouvaient être portés devant les juridictions françaises pour que l'affaire soit instruite à nouveau. Il n'était pas possible, en effet, vu les difficultés d'exécution qui existaient en France pour les jugements français, la méfiance que l'on avait vis-à-vis des tribunaux étrangers et l'ignorance où l'on était de leurs lois, de donner un caractère exécutoire aux jugements étrangers sans avoir procédé à un nouvel examen des causes.

§ 4. *L'état de choses existant en 1789.*

A la veille de la Révolution, Pothier résume ainsi l'état de choses existant (Pothier, *Œuvres* 1786, t. VII, *Traité de la Procédure civile*, chap. II, § 3 : « Où les actes sont-ils exécutoires ? »).

« Les actes pardevant notaires même pardevant les » subalternes, c'est-à-dire les notaires des seigneurs, sont » exécutoires par tout le royaume; l'ordonnance de 1539, » art. 6, met néanmoins cette restriction à l'égard des » subalternes, *pourvu qu'au temps de l'obligation, la partie » qui s'est obligée soit demeurante au lieu de la juridiction*¹. »

« Il est évident que les jugements sont exécutoires dans » tout le ressort ou juridiction qui les a rendus; mais, *pour » qu'un arrêt ou jugement soit exécutoire hors du ressort du » Parlement ou juridiction où il a été rendu, il faut qu'il soit » accompagné d'un pareatis du Grand Sceau qui le rend » exécutoire dans tout le royaume.* »

« On appelle pareatis du Grand Sceau, des lettres obte- » nues en la Chancellerie, par lesquelles le Roi mande au » premier huissier ou sergent sur ce requis, de mettre tel » arrêt ou tel jugement à exécution; à défaut de pareatis » du Grand Sceau, il faut un pareatis pris en la chancellerie

1. En italique dans le texte.

» du Parlement dans le ressort duquel on veut le faire exécuter ; ce pareatis le rend exécutoire par tout le ressort. »

« Il suffit même, lorsqu'on ne veut faire exécuter le jugement que dans un seul lieu, de prendre une simple permission du juge du lieu au bas d'une requête. »

» Suivant l'édit de Charles IX de 1564 et la déclaration de 1666, les sentences consulaires s'exécutent par tout le royaume sans visa ni pareatis.

» Il en est de même des jugements rendus par la conservation de Lyon suivant l'article 9 de l'édit du mois de juillet 1669.

» Mais, quoique suivant l'article 44 de l'édit de 1695, les jugements rendus par les juges d'Eglise soient exécutoires sans qu'il soit besoin de prendre un pareatis des juges royaux ou de ceux des seigneurs, néanmoins la jurisprudence des arrêts a interprété cet article en ce sens que les jugements et décrets des juges d'Eglise emportent seulement une exécution personnelle, et non pas à l'égard du possessoire, du séquestre ou d'une saisie d'exécution ; c'est ce qui a été jugé par arrêt de la Grand Chambre du 1^{er} décembre 1744, qui a déclaré nulle la saisie exécutoire et la vente des meubles d'un curé faite en vertu d'une sentence de condamnation rendue par un official, avec défenses à tous huissiers de mettre à exécution les sentences du juge d'église, sans permission préalable du juge laïque.

» Les jugements rendus et les actes de notaires passés en pays étrangers, ne peuvent être exécutés dans le royaume. Nous ne connaissons en France d'autre autorité que celle émanant du roi : celle des juges et notaires étrangers, n'émanant pas du roi, ne peut donner à leurs actes la vertu et le droit d'exécution.

» Ces actes ne forment que des engagements privés et de simples promesses suivant l'article 121 de l'ordonnance de 1629. »

CHAPITRE II.

DROIT INTERMÉDIAIRE

La Révolution continue l'œuvre de la Royauté et apporte sa contribution à la théorie de la formule exécutoire : la suppression des privilèges, l'instauration d'un régime centralisateur devaient, en effet, avoir de très importantes conséquences.

La loi des 6-11 septembre 1790 supprima « les chanceleries établies près les cours supérieures et les présidiaux, ensemble l'usage des lettres royaux qui s'y expédient. »

La constitution de 1791 donne le texte d'une formule exécutoire qui, sans les formalités de pareatis — désormais supprimées — est applicable dans tout le royaume :

« Les expéditions exécutoires des jugements des tribunaux seront conçues ainsi qu'il suit :

« L(*le nom du Roi*) par la Grâce de Dieu et la loi constitutionnelle de l'Etat, Roi des Français, à tous présents et à venir, salut. Le tribunal de... a rendu le jugement suivant :

(Copie du jugement avec mention du nom des juges)
» mandons et ordonnons à tous huissiers sur ce requis, de mettre ledit jugement à exécution, à nos commissaires auprès des tribunaux d'y tenir la main; et à tous commandants et officiers de la force publique, de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi

» de quoi le présent jugement a été signé par le président du tribunal et par le greffier. »

Par un décret du 29 septembre-6 octobre 1790 la Constituante organisant le notariat décide dans les articles 3, 14 et 15 du titre 1^{er} :

« Les actes des notaires publics seront exécutoires dans tout le royaume nonobstant l'inscription de faux, jusqu'à jugement définitif.

« A cet effet, leurs grosses ou expéditions exécutoires seront intitulées de la formule suivante : (*le nom du roi*) par la Grâce de Dieu et la loi constitutionnelle de l'Etat, roi des Français, salut.

» Scavoir faisons que pardevant...

« et elles seront terminées immédiatement avant la date par cette autre formule : « mandons et ordonnons que les présentes soient mises à exécution par qui il appartiendra.

» Et néanmoins, lorsque ces actes devront être mis à exécution hors du département dans lequel ils auront été passés, les grosses ou expéditions seront, en outre, légalisées par l'un des juges du tribunal d'immatriculation du notaire public qui les aura délivrées, sans qu'il soit besoin d'aucun autre scel ni visa... »

Selon qu'il s'agit de jugement ou d'actes, il existe donc deux rédactions de la formule, mais, c'est au nom du pouvoir exécutif que ses représentants, les juges et les notaires délivrent l'une ou l'autre. *Ce qui implique qu'à tout changement de la forme du Gouvernement correspond une modification de la formule, puisqu'elle comporte la désignation de l'autorité au nom de qui elle est rendue.*

Le décret du 15 août 1792 modifie l'intitulé de la formule et porte qu'elle commencera en ces termes : « Au nom de la Nation... »

Avec le décret du 21 septembre 1792, la royauté étant abolie en France, la jurisprudence décida que tout titre

délivré au nom du roi resterait exécutoire même après le changement de régime, sans qu'il soit nécessaire de remplacer l'ancienne formule par celle en vigueur (arrêt de la Cour de Paris, 1^{er} messidor an XIII).

La loi du 25 ventôse, an XI, devait s'occuper à nouveau de la question : elle décide que « tous les actes notariés » feront foi en justice et seront exécutoires dans toute « l'étendue de la République » (art. 19) et que « les actes » notariés seront légalisés — savoir ceux des notaires à la « résidence des tribunaux — lorsqu'on s'en servira hors de » leur département. »

La législation que le tribunal d'exécution peut exiger quand on lui demande l'exécution d'actes notariés passés hors du département ou hors du ressort de la Cour d'appel, n'a rien de commun avec les anciens preautis. En effet, elle a pour fondement la nécessité d'affirmer l'authenticité de la signature et de garantir les huissiers et les officiers requis de faire exécuter l'acte. Et, d'autre part, la légalisation n'émane pas de l'autorité siégeant au lieu de l'exécution, mais du juge de la résidence du notaire.

Avec le Consulat, la formule devait subir une nouvelle modification, bientôt changée sous l'Empire par le sénatus-consulte du 28 floréal an XII dont l'article 141 décide que « les expéditions exécutoires des jugemens seront rédigées » ainsi qu'il suit : Napoléon par la Grâce de Dieu et les « constitutions de la République, Empereur des Français, » à tous présens et à venir, Salut. La cour de (*ou le tribunal de*) a rendu le jugement suivant :

(*Copie de l'arrêt ou du jugement.*)

« Mandons et ordonnons à tous huissiers sur ce requis, de » mettre ledit jugement à exécution, à nos procureurs » généraux et à nos procureurs près les tribunaux de pre- » mière instance d'y tenir la main, à tous commandants » et officiers de la force publique, de prêter main forte » lorsqu'ils en seront légalement requis. »

» En foi de quoi le présent jugement a été signé par le
» Président de la Cour (*ou du Tribunal*) et par le Greffier. »

Le Conseil d'Etat par son avis du IV^e jour complémentaire de l'an XIII décide, conformément à l'arrêt précité de la Cour de Paris du 1^{er} messidor an XIII que « les grosses de » contrats délivrées avant le sénatus-consulte du 28 floréal » an XII peuvent être mises à exécution sous la formule » exécutoire dont elles ont été revêtues au moment de leur » confection, sans qu'il soit besoin d'y ajouter une nouvelle » formule. »

Cette décision, remarquable de tolérance, nous paraît justifiée par plusieurs arguments.

1. — Le texte du sénatus-consulte du 28 floréal an XII mentionne expressément « les constitutions de la République ». On sait en effet que, pendant les premières années de l'Empire, les monnaies et les actes officiels portaient, en exergue, l'indication « République française, Napoléon Empereur ». Napoléon était dans la nécessité de reconnaître la légalité des gouvernements qui l'avaient précédé pour que le sien ne fût pas discuté. Il conserva donc aux différentes formules qui rappellent les gouvernements issus des « constitutions de la République » leur vertu exécutoire d'antan.

2. — Il est utile, dans une période où les changements de gouvernements furent si fréquents, de ne pas rendre les justiciables victimes des lenteurs dues aux adjonctions successives d'une ou plusieurs nouvelles rédactions de la formule. Pour justifier ce besoin pratique, le Conseil d'Etat considère qu'un peuple ne peut vivre en état d'anarchie et rester sans gouvernement : l'exercice de la souveraineté est indivisible et indépendant du gouvernement. Par conséquent, quelle que soit la date de l'acte, l'exécution doit avoir lieu au moyen de la formule en usage au moment de la délivrance de la grosse et cela même si un nouveau gouver-

nement s'est substitué à celui au nom duquel l'exécution est ordonnée.

La jurisprudence, par nécessité, jugea ainsi jusqu'en 1815. Ainsi, le 25 juin 1807, la Cour de Bruxelles décidait qu'on ne pouvait déclarer un titre non exécutoire pour le seul fait que, muni d'une formule exécutoire antérieure à celle du 6 octobre 1791, rien n'y avait été changé.

Après l'abdication de Napoléon à Fontainebleau, un arrêté du 7 avril 1815, puis un nouvel arrêté du 26 juin 1815 pendant les Cent jours, devaient amener d'éphémères modifications à la rédaction de la formule exécutoire.

CHAPITRE III

DROIT MODERNE

Dans le droit moderne, le caractère de la formule exécutoire fixé par une évolution de huit siècles ne subit plus de modifications. Congue et rédigée au nom du pouvoir exécutif, la formule consiste en un mandement d'exécution que le Chef de l'Etat adresse à ses agents.

Sous la Restauration, la France devait connaître une époque de paix intérieure et extérieure qui, coïncidant avec une période de prospérité agricole, industrielle et commerciale, lui permit de réparer l'épuisement dû à vingt-cinq années de guerres et de se relever rapidement après une défaite accablante. Ce régime, un des plus heureux que connût notre pays, réalisa une synthèse harmonieuse des traditions de l'ancien régime avec les innovations de la période révolutionnaire.

Il posa les fondements de l'organisation moderne, administrative et financière de notre pays, et quand il ne les créa pas, marqua de son empreinte les institutions et les doctrines qu'il conserva.

Une ordonnance du 30 août 1815 devait avoir d'importantes conséquences sur le sujet de cette étude puisqu'elle inspire encore le législateur actuel dans la loi du 16 juillet 1940.

Elle est ainsi conçue :

« Louis par la Grâce de Dieu... les actes ou jugemens

» expédiés pendant notre absence l'ont été au nom de ceux
» qui se sont successivement emparés de l'autorité. On con-
» tinue de s'en servir et les exécutions et poursuites judi-
» ciaires sont la plupart du temps fondées sur des actes qui
» rappellent un pouvoir illégitime et retracent aux Français
» des souvenirs odieux et affligeants. Il nous a paru urgent
» de faire cesser un tel état de choses et d'imprimer aux
» titres dont mes sujets sont dans le cas de faire usage, un
» caractère de légitimité qui ne peut émaner que de nous :

« A ces causes, sur le rapport du Garde des Sceaux de
» France, Ministre Secrétaire d'Etat de la Justice;

» Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« *Article premier.* — Du jour de la publication de la
» présente ordonnance, il ne pourra plus être remis en exé-
» cution, dans l'étendue de notre royaume, aucun acte,
» arrêt ou jugement, qui ne sera pas revêtu de la formule
» royale à peine de nullité.

» *Arl. 2.* — Les porteurs de grosses et expéditions des
» actes ou jugements délivrés pendant notre absence au
» nom d'un pouvoir illégitime, seront tenus de s'en procurer
» de nouvelles. Ils auront cependant la liberté de se servir
» de celles qu'ils possèdent en les présentant préalablement
» à un greffier de nos cours ou tribunaux, pour les arrêts
» ou jugements, ou à un notaire royal, pour les actes publiés
» aux fins d'en faire rectifier la formule.

» *Arl. 3.* — Le greffier ou le notaire bâtonnera la for-
» mule existante, soit au commencement de l'acte, soit à
» la fin et y substituera, par interligne ou à la marge, la
» formule royale : il datera et signera cette rectification qui
» sera faite sans frais.

» *Arl. 4.* — Les grosses nouvelles seront aux frais de
» ceux qui les demanderont; elles seront considérées

» comme premières grosses : l'obtention n'en sera soumise
» à aucune autorisation, le notaire en fera seulement men-
» tion dans l'expédition.

» *Art. 5.* — Les procédures commencées en vertu de
» grosses portant l'ancienne formule et antérieurement à la
» présente ordonnance, seront continuées.

» *Art. 6.* — Le ministre de la Justice est chargé de l'exé-
» cution de la présente ordonnance. »

Il existe un contraste frappant entre la tolérance de l'avis du Conseil d'Etat du quatrième jour complémentaire de l'an XIII et l'intransigeance de Louis XVIII dans cette ordonnance du 30 août 1815.

Le roi refuse l'exécution aux actes et jugements revêtus de la formule exécutoire, conçue et rédigée au nom des gouvernements intérimaires, annule toutes les poursuites faites en vertu d'une ancienne formule — à l'exception des procédures déjà commencées — et exige que les nouveaux termes de la formule soient opposés aux anciennes grosses.

Deux sortes de raison permettent de comprendre la nécessité de cette ordonnance :

1. — Louis XVIII accable de son mépris des gouvernements qu'il considère comme illégitimes, il a conscience d'avoir été spolié d'un pouvoir qu'il ne tenait pas du peuple, mais de Dieu. De même qu'il n'a pas voulu d'une constitution, mais a octroyé la charte de 1814, de même il juge indispensable de rectifier les jugements, actes et arrêts expédiés « pendant l'absence de Sa Majesté » et de leur conférer une vertu exécutoire émanant du légitime Chef de l'Etat.

2. — Par cette ordonnance Louis XVIII consacre la théorie qui prescrit l'adoption d'une formule nouvelle quand la forme du Gouvernement vient à changer : puisque le mandement est au nom d'un pouvoir exécutif qui n'existe

plus, on ne voit pas comment des agents du pouvoir actuel pourraient recevoir des ordres d'un Chef d'Etat renversé. Et Louis XVIII pose la règle que, *seul, le Gouvernement en vigueur a le droit d'ordonner l'exécution forcée.*

Ce système est celui adopté depuis 1815 en France, en vertu de l'ordonnance du 30 Août. La jurisprudence annula les exécutions faites en violation de cette règle et alla même jusqu'à déclarer irrégulières et nulles les poursuites accomplies en vertu d'un acte notarié dont l'intitulé avait bien été rectifié, mais dont le mandement n'avait pas été bâtonné et remplacé par la formule royale (Metz, 31 décembre 1819, Villeneuve et Carette, C, 6-2-176).

Le 5 août 1830, une ordonnance modifiant l'intitulé de la formule décidait qu'il serait ainsi rédigé :

« Nous, Louis-Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, lieutenant général du Royaume. Sur le rapport du Commissaire provisoire du département de la Justice, et notre Conseil entendu, avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

» Les arrêts, jugemens, mandats de justice, contrats et tous actes seront intitulés ainsi qu'il suit, jusqu'à ce qu'une loi fixe définitivement la formule exécutoire :

» Louis-Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, lieutenant-général du Royaume, à tous présens et à venir, salut.

» La cour (*ou le tribunal*) de... a rendu

(*Copie de l'arrêt ou du jugement*).

» Mandons et ordonnons...

» Le Commissaire provisoire du département de la Justice est chargé de l'exécution de la présente ordonnance... »

Le 16 août 1830, cette formule devenait définitive, l'intitulé étant ainsi modifié : « Louis-Philippe I^{er} roi de France à tous présens et à venir, salut. »

Une circulaire du ministre de la Justice rappelant, le 20 décembre 1830, la règle posée par l'avis du Conseil d'Etat de l'an XIII, on a conclu, comme le prétendait ce

ministre, que le principe affirmé par l'ordonnance du 30 août 1815 avait été abandonné. Il nous paraît qu'il y a là une erreur.

Parlementaire comme celui de Louis XVIII, le gouvernement de Louis-Philippe n'en est pas plus démocratique, et bien qu'une fraction du peuple l'ait tendu au roi (alors que la charte de 1814 avait été octroyée par Louis XVIII), le texte de la charte de 1830 ne diffère guère de celui de la précédente. La substitution de la branche d'Orléans à la branche aînée des Bourbons, n'empêchait pas qu'il y eût continuité dans le pouvoir royal : ce fait nouveau en France n'était pas sans précédent dans l'histoire des dynasties européennes : en Angleterre, par exemple, sans remonter aux premiers successeurs de Guillaume le Conquérant (deux fois la branche légitime fut dépossédée au profit de branches cadettes) la dynastie de Hanovre n'a-t-elle pas succédé aux Stuart sans que l'on jugeât que le gouvernement était changé ? Enfin, la « Révolution manquée » de 1830 avait si peu modifié les choses que, seul l'intitulé devait être rectifié, le mandement restant indemne.

Avec la République de 1848, un arrêté du 13 mars 1848 venait confirmer la solution de l'ordonnance de 1815 :

« Au nom du peuple français,

» Le membre du gouvernement provisoire, ministre de la Justice délégué, arrête : »

» *Article premier.* — A partir de la publication du présent arrêté, les expéditions des arrêts, jugements, mandats de justice, ainsi que les grosses et expéditions des contrats et de tous actes susceptibles d'exécution sont intitulés ainsi qu'il suit :

» République française

» Au nom du peuple français...

» Pour les arrêts et jugements :

» La Cour d'appel ou le Tribunal de... a rendu
(*Copie de l'arrêt ou du jugement*)

» Pour les actes notariés ou autres, transcrire la teneur de
» l'acte,

» Les dits arrêts, jugements, mandats de justice et
» autres actes seront terminés ainsi :

» En conséquence, la République mande et ordonne à
» tous huissiers, sur ce requis, de mettre ledit jugement ou
» arrêt à exécution ; aux procureurs généraux et aux com-
» missaires du gouvernement près les tribunaux de 1^{re} ins-
» tance, d'y tenir la main ; à tous commandants et officiers
» de la force publique, de prêter main forte lorsqu'ils seront
» légalement requis.

» En foi de quoi le présent jugement ou arrêt a été
» signé par...

» *Art. 2.* — Les porteurs des expéditions des jugements
» et arrêts et des grosses et expéditions des actes délivrés
» avant l'ère républicaine, qui voudraient les faire mettre
» à exécution, devront préalablement les présenter aux
» greffiers des cours et des tribunaux pour les arrêts et
» jugements, ou à un notaire pour les actes, afin d'ajouter
» la formule ci-dessus indiquée à celles dont elles étaient
» préalablement revêtues.

» *Art. 3.* — Ces additions seront faites sans frais.

» Pour le membre du gouvernement provisoire : le
membre provisoire ministre de la Guerre.

« A. CREMIEUX. »

Aussi intransigeant que l'ordonnance de 1815, cet arrêté n'en diffère que par le fait qu'il ne prononce pas la nullité d'une exécution accomplie en vertu de la formule royale. En cela, il s'inspire de la solution adoptée par le ministre de la Justice qui, en 1830, rappelait à tort l'avis du Conseil d'Etat de l'an XIII.

Beaucoup de jugements estimèrent que les poursuites commencées en vertu de la formule royale, devaient être interrompues en cas d'opposition jusqu'à ce que les actes incriminés fussent revêtus de la nouvelle formule, mais d'autres décident que cette adjonction n'étant pas une formalité substantielle, il n'y avait pas lieu de surseoir à l'exécution : cette position présageait un revirement dans la jurisprudence et un retour à la solution préconisée par le Conseil d'Etat.

En 1852, le décret du 13 mars venait modifier à nouveau la formule exécutoire.

L'article premier indique qu'à partir du 29 mars 1852, l'intitulé sera ainsi conçu : «

« Louis-Napoléon, Président de la République française,
» à tous, présents et à venir, salut. »

L'article II indique la nouvelle rédaction du mandement :

« Mandons et ordonnons, à tous huissiers sur ce requis,
» de mettre ledit arrêt (ou jugement) à exécution, aux
» procureurs généraux et aux procureurs de la République
» d'y tenir la main ; à tous commandants et officiers de la
» force publique d'y prêter main forte, lorsqu'ils en seront
» légalement requis. »

L'article III traite des actes revêtus d'une ancienne formule :

» Les porteurs des expéditions des arrêts et jugements
» et des grosses et expéditions des actes délivrés avant le
» 29 de ce mois, qui voudraient les faire mettre à exécution,
» devront préalablement se présenter soit aux greffiers des
» cours et tribunaux, s'il s'agit d'expéditions d'arrêts et de
» jugements, soit à un notaire s'il s'agit d'expédition d'actes
» notariés, et ce, afin que la formule indiquée ci-dessus
» soit ajoutée à celles dont elles étaient revêtues précé-
» demment. »

Un décret du 2 décembre 1852, modifie légèrement celui du 29 mars, l'intitulé étant désormais :

« Napoléon, par la Grâce de Dieu et la volonté nationale, » empereur des Français, à tous présents et à venir, salut. »

Le mandement reste inchangé, la dénomination « nos procureurs généraux et nos procureurs près le tribunal de première instance », remplaçant « les procureurs généraux et le Procureur de la République ».

Les justiciables ne pouvaient, par suite des changements de gouvernement, être tenus de faire modifier les grosses qu'ils détenaient, puisqu'en cinq ans la rédaction de la formule exécutoire avait été modifiée quatre fois. Aussi la jurisprudence revint, pour un temps, à la règle adoptée par le Conseil d'Etat en l'an XIII. L'arrêt de la Cour de Toulouse du 29 juin 1854 confirmant une décision du tribunal de Saint-Gaudens devait être adopté jusqu'en 1870; il s'exprime en ces termes :

» Attendu, sur la nullité du commandement prise de ce » que le titre dont l'exécution est provisoire, n'est pas » revêtu d'une formule exécutoire régulière, que cette formule est conforme aux principes de la loi sous l'empire de » laquelle la grosse a été délivrée; qu'il importe peu qu'un » nouveau règne ait succédé à celui qui existait à l'époque » de la délivrance de cette première expédition; que le » changement de règne n'a pas détruit les effets des actes » réguliers et valables du précédent,

» Attendu que le décret du 2 décembre 1852 a maintenu » la force et les effets de la première formule exécutoire et » qu'il s'est contenté d'ordonner l'adjonction de la formule » dérivant du nouvel état de choses; que cet acte de sou- » mission et de respect envers le souverain n'a pas été pres- » crit à peine de nullité et qu'il laisse subsister le premier » mandement dans toute sa force et sa régularité,

» ...par ces motifs, le Tribunal, sans s'arrêter aux moyens
» de nullité proposés, et les rejetant, valide ce commande-
» ment. »

En 1870, le législateur et la jurisprudence reviennent à nouveau à la théorie de 1815. Le décret du 6 décembre 1870 décide, en effet, que :

« Les porteurs des expéditions des jugements et arrêts et
» des grosses et expéditions des actes délivrés avant l'ère
» républicaine, qui voudraient les faire mettre à exécution,
» devront, préalablement, se présenter aux greffiers des
» cours et tribunaux pour les arrêts ou jugements, ou à un
» notaire pour les actes, afin d'ajouter la formalité ci-
» dessus indiquée à celles dont elles étaient précédemment
» revêtues. »

L'intitulé était, en effet, modifié et portait :

« République française,
« Au nom du peuple français. »

Le mandement débutait en ces termes : « En conséquence, la République mande et ordonne... »

Le décret du 2 septembre 1871, modifie le mandement dans son article 2 : « En conséquence, le Président de la « République mande et ordonne... »

L'article 3 prescrit que :

« Les grosses et expéditions délivrées avant le 6 septem-
» bre 1870 devront, avant toute exécution, être préalable-
» ment présentées aux greffiers des cours et tribunaux pour
» les arrêts et jugements, aux notaires pour les autres
» actes, afin d'ajouter la formule prescrite par le présent
» décret. »

Il est en outre décidé que :

« Les porteurs de grosses et expéditions d'actes revêtus
» de la formule prescrite par le décret du 6 septembre 1870
» pourront les faire mettre à exécution sans faire ajouter
» la formule ci-dessus indiquée. »

Cette exception provient de ce que la forme du gouvernement n'a pas changé entre le 6 septembre 1870 et le 2 septembre 1871.

La Cour de Toulouse a jugé aussi le 16 mars 1877 (S. 77.2. 80) que la formule exécutoire n'a besoin d'être changée après une révolution, que si le nouveau gouvernement y a apporté quelque modification; qu'en conséquence, les grosses et expéditions délivrées du 24 février 1848 au 13 mars 1852, peuvent être mises à exécution aujourd'hui sans nouvelle formule exécutoire, la formule actuelle étant identique à celle qui était en vigueur à l'époque.

Le revirement de la jurisprudence qui adopta le point de vue du législateur, sans le modifier par la suite, provient de ce que la France devait connaître un régime plus durable que les précédents. La règle posée alors par la Restauration, put alors s'appliquer sans que l'on craignît pour les détenus de grosses de nouvelles lenteurs dues à la nécessité de nouvelles modifications ou à des oppositions en nullité... Seul, le gouvernement en vigueur a le droit d'ordonner l'exécution.

La loi du 17 juillet 1940 porte dans son article que le mandement sera ainsi rectifié :

« En conséquence, le Maréchal de France, Chef de l'Etat » français mande et ordonne... ».

L'article 2 s'occupe de la question des grosses anciennes et dispose qu'elles seront mises à exécution sans que la formule nouvelle soit ajoutée. Doit-on en conclure que la théorie, formulée par le Conseil d'Etat, dans son avis de l'an XIII, prévaut à nouveau ? Il ne nous semble pas que le législateur de 1940 ait abandonné la règle traditionnelle. La loi constitutionnelle du 10 juillet 1940 donne tout pouvoir au gouvernement de la République sous l'autorité et la signature du Maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle constitution de l'Etat

Français. Jusque-là, le régime reste d'essence républicaine et la loi du 16 juillet qui ne modifie que le nom de l'actuel Chef de l'Etat, nous l'affirme. Dans un avenir prochain, la formule recevra une nouvelle modification qui la mettra en harmonie avec les nouveaux textes constitutionnels. C'est alors seulement que la question pourra se poser. Et la loi du 16 juillet 1940, dans les prescriptions de son article 2, évite de commettre la confusion du ministre de la Justice de la Monarchie de Juillet dans sa circulaire du 20 décembre 1830. La forme de l'Etat n'ayant pas changé, les grosses anciennes ne sauraient être modifiées et il est inutile de se prévaloir de l'avis du Conseil d'Etat de l'an XIII.

Par contre, un acte resté en minute jusqu'au 17 juillet et expédié depuis, doit être régulièrement revêtu de la nouvelle formule exécutoire prescrite par la loi en vigueur (Besançon, 13 mars 1813, D. *Répertoire*, « Contrainte par corps », n° 734).

Conclusion

Telle est donc l'évolution de la théorie de la formule exécutoire dans notre pays. Nous avons essayé d'en résumer les différentes phases : la notion d'exécution forcée complétant, pour la réaliser, la décision du juge ; la lutte menée par les rois pour que les actes, jugements et arrêts soient exécutoires dans tout le royaume, même en dehors du ressort de la juridiction dont ils émanent ; puis les deux théories opposées tour à tour appliquées :

— pendant les époques troublées, l'on admet que les formules exécutoires même désuètes, aient la même vertu que celle en cours ;

— la théorie des époques de stabilité et d'ordre : seul le gouvernement en vigueur a le droit d'ordonner l'exécution.

Aujourd'hui, tout acte¹ revêtu de la formule émanant du chef du pouvoir exécutif actuel peut être exécuté dans tout le territoire métropolitain et colonial, sans qu'aucune opposition puisse être admise désormais. La justice s'est prononcée, les agents de l'exécutif sont requis de faire respecter sa décision et de concourir à sa réalisation dans le cadre des lois en vigueur. La formule, dans son mandement, nomme successivement huissiers, procureurs généraux, commandants et officiers de la force publique. Il convient d'étudier tour à tour, dans une deuxième partie, leur mission, leurs prérogatives et leur responsabilité particulières.

1. Voir en annexe : « Les différents titres exécutoires ».

DEUXIÈME PARTIE

INTRODUCTION

Si, dans les législations primitives, l'exécution privée est le seul moyen de justifier ses prétentions, il est posé un principe dans tout droit organisé que « nul ne peut se faire justice à soi-même », les parties lésées s'adressent aux organes juridictionnels établis par l'Etat pour rendre en son nom des jugements qui assurent la reconnaissance et la protection de leurs droits.

Certaines législations ne s'en tiennent pas là. Ainsi le droit romain décidait que, par l'*actio judiciali*, le créancier devait à nouveau se présenter devant le juge pour solliciter son concours à l'exécution forcée.

Au contraire, en France, lorsqu'un tribunal a rendu un jugement, son rôle actif est, en principe, terminé. Sous la haute surveillance du Procureur de la République, va se dérouler une procédure judiciaire, l'exécution privée, à laquelle vont participer le créancier et le débiteur, avec le concours d'un agent d'exécution : l'huissier.

Officier ministériel, l'huissier est tenu d'observer les lois dans l'accomplissement de sa mission ; de par sa position, il est étranger à la contestation et il procède avec plus de modération que ne le ferait normalement le créancier au bénéfice duquel il exécute une décision judiciaire : sa présence empêche assez souvent toute tentative d'obstruction de la part du débiteur. Cependant, s'il rencontre des

résistances, il peut, soit requérir le concours des « commandants et officiers de la force publique », chargés de lui prêter « main forte », soit, plus particulièrement en cas de refus d'assistance motivé du commissaire de police — inviter le Procureur de la République chargé de « tenir la main », à l'exécution des jugements — à mettre en mouvement la force publique.

Nous considérerons donc, successivement, la mission et le pouvoir de l'huissier, son droit de « réquisition et, enfin, sa responsabilité.

CHAPITRE PREMIER

L'HUISSIER

§ 1. *Mission et pouvoirs généraux de l'huissier.*

Les huissiers sont, aux termes de l'article 24 du décret du 14 juin 1813, « des officiers ministériels institués auprès de » chaque tribunal civil, chargés de faire tous actes et exploits » nécessaires pour l'exécution des ordonnances de justice, » jugements et arrêts... »

L'article 556 du Code de procédure civile décide « que la » remise de l'acte de jugement à l'huissier, vaudra pouvoir » pour toutes exécutions autres que la saisie immobilière et » l'emprisonnement, pour lesquels il a besoin d'un pouvoir » spécial ».

L'acte lui ayant été remis, l'huissier a qualité pour rédiger et signifier le commandement, puis accomplir sa mission. Il reste toujours au débiteur la possibilité de faire opposition en prétendant, soit que la dette n'existe plus, soit que le titre est irrégulier, ou bien que les formalités légales de procédure ont été négligées. Le plus souvent, cette opposition ne suspend pas l'exécution forcée que le créancier peut continuer sous sa propre responsabilité. Mais le tribunal saisi, ou le président, jugeant en référé, peuvent suspendre ou légitimer les actes d'exécution, et la situation dans laquelle se trouve le créancier ressemble singulièrement à celle du créancier romain ayant intenté *l'actio judicati*.

I. *Assistance de témoins.*

L'article 585 du Code de procédure civile, ainsi modifié par la loi du 13 janvier 1913, décide que : « l'huissier pourra » se faire assister d'un ou de deux témoins français, majeurs, » non parents ni alliés des parties ou de l'huissier, jusqu'au » degré de cousin issu de germain inclusivement, ni leurs » domestiques. Il énoncera en ce cas sur le procès-verbal, » leurs noms, profession et demeure : les témoins signeront » l'original et les copies. »

La jurisprudence a admis, dans de nombreuses espèces, que ces témoins peuvent être les clercs de l'huissier qui instrumente. Par leur présence, ces témoins apportent ainsi une garantie supplémentaire que les formalités prescrites par la loi seront observées et, dans le but d'éviter toute violence et toutes contestations, le législateur indique que « la partie poursuivante ne pourra être présente à la saisie ».

II. *L'huissier sur les lieux.*

Si l'on considère le cas particulier d'une saisie exécutoire, il est possible d'envisager plusieurs hypothèses :

a) L'huissier se présente chez le débiteur, le débiteur y consentant, l'huissier accomplit librement sa mission,

b) « Les portes du bâtiment qui renferme les meubles à » saisir se trouvent ouvertes ou quelqu'un les ouvre à la » demande de l'huissier, que la personne saisie soit présente » ou non (D. P. 51.1.138); la porte close « s'ouvre par un » loquet extérieur » (S. 1833.2.204) ou par une clef restée » extérieurement dans la serrure. L'huissier peut alors » procéder.

c) L'article 587 du Code de procédure civile envisage le refus du débiteur d'obéir aux injonctions de l'huissier :

« Si les portes sont fermées ou si l'ouverture en est

» refusée, l'huissier pourra établir gardien aux portes pour
» empêcher le divertissement; il se retirera, sur-le-champ,
» sans assignation, devant le juge de paix ou, à son défaut,
» devant le commissaire de police et dans les communes où
» il n'y en a pas, devant le maire, et à son défaut, devant
» l'adjoint, en présence desquels l'ouverture des portes,
» même celles des portes fermant, sera faite au fur et à
» mesure de la saisie. L'officier qui se présentera ne dressera^a
» point de procès-verbal; mais il signera celui de l'huissier,
» lequel pourra ne dresser du tout qu'un seul et même
» procès-verbal. »

L'huissier, qui n'a pas le droit de violer le domicile des particuliers, doit observer les formalités que prescrit le Code.

d) Mais, s'il doit être procédé à une expulsion, il en va autrement : si un locataire, ou un occupant, reste dans une maison bien que le juge ait, à la demande du propriétaire, reconnu qu'il n'en a pas le droit, l'huissier peut requérir « un homme de l'art » et lui faire ouvrir de force la porte de l'appartement ou de l'immeuble occupé. Il est même admis que, pour forcer un locataire récalcitrant à déménager à l'expiration du congé qui lui a été légalement signifié, le propriétaire peut requérir un huissier pour qu'en sa présence les portes et les fenêtres soient enlevées.

III. *La protection des huissiers.*

La mission de l'huissier, toujours délicate, le place parfois dans des circonstances fort pénibles : désordres, injures ou résistances par la violence. Aussi, la loi confère-t-elle à cet officier ministériel des droits étendus et punit de peines sévères tout outrage à sa personne. Il convient de citer le Code pénal :

Art. 209, modifié par la loi du 28 février 1933 :

« »
 » Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de
 » fait envers les *officiers ministériels*, les gardes champêtres
 » ou forestiers, la force publique, les préposés à la perception
 » des taxes et contributions, les porteurs de contraintes,
 » les préposés aux douanes, les séquestres, les officiers ou
 » agents de la police administrative ou judiciaire, agissant
 » pour l'exécution des *lois*, des *ordres* ou *ordonnances* de
 » l'autorité publique, des *mandats de justice* ou *jugements*,
 » est qualifiée, selon les circonstances, crime ou délit de
 » rébellion. »

Et aussi l'article 224, modifié par la loi du 13 mai 1863 :

« L'outrage fait par paroles, gestes ou menaces à *tout*
 » *officier ministériel* ou agent dépositaire de la force publi-
 » que, et à tout citoyen chargé d'un ministère de service
 » public dans l'exercice de ses fonctions, sera puni d'un
 » emprisonnement de quinze jours à trois mois et pourra
 » l'être aussi d'une amende de seize francs à cinq cents
 » francs. »

La jurisprudence a encore renforcé la protection que la loi accordait aux huissiers. MM. Toulemon et Blin¹ rapportent que : « les menaces jointes au fait de s'armer d'un
 » fusil et de coucher en joue un huissier dans l'exercice de
 » ses fonctions, constituent le délit de rébellion. Constitue
 » également le délit de rébellion sans arme et avec arme,
 » le fait d'enlever par violence une bouteille saisie par un
 » huissier et de le menacer d'un revolver. Les menaces
 » avec geste de frapper un huissier procédant à une saisie,
 » constituent l'outrage prévu par l'article 224 du Code
 » pénal. Il en est de même du fait de traiter un huissier
 » procédant à son ministère de « voyou », « menteur »,
 » propre à rien ». Il y a encore outrage, au sens de l'arti-

1. *Le respect de la chose jugée et la crise*, p. 76 et 77.

» cle 224, quand celui-ci se produit au moment où l'huissier
» relève des informations nécessaires à la modification d'un
» exploit. Il n'est pas nécessaire que les outrages aient été
» proférés en présence de l'huissier, il suffit qu'ils aient pu
» être entendus par l'huissier ou qu'ils aient été proférés
» dans l'intention qu'ils lui soient rapportés. Le fait par
» des individus, au domicile de l'un desquels un huissier
» s'est présenté pour signifier un acte de son ministère, de
» l'avoir séquestré pendant une heure et demie, constitue
» le délit puni par l'article 343 du Code pénal (détention
» arbitraire). »

Enfin, la Cour de cassation (D. 09.1.440), par une extension remarquable des intentions du législateur, a décidé que la protection accordée aux huissiers était indépendante de la valeur légale de l'acte qu'ils accomplissaient. Toute violence, tout outrage qui leur sont faits pendant l'exercice de leur fonction, constitue, en tout état de cause, un délit. Ils ont alors le droit de dresser procès-verbal en vertu de l'article 555 du Code de procédure civile :

« L'officier insulté dans l'exercice de ses fonctions, dressera procès-verbal de rébellion, et il sera procédé suivant les règles établies par le Code d'instruction criminelle. »

Ils deviennent, en conséquence, officiers de police judiciaire et peuvent user de l'article 25 du Code d'instruction criminelle :

« Les procureurs de la République et *tous autres officiers de police judiciaire* auront, dans l'exercice de leurs fonctions, le droit de requérir directement la force publique. »

§ 2. *Pouvoirs spéciaux de l'huissier.*

IV. *Droit de réquisition.*

Nous avons vu que, dans le cours des saisies auxquelles il procède, l'huissier peut trouver des résistances matérielles.

C'est alors qu'il aura recours à la force publique. Il peut encore en avoir besoin, par exemple, pour obtenir l'expulsion de locaux indûment occupés. Et, enfin, nous venons d'envisager le cas où il serait insulté et violenté dans l'exercice de sa fonction.

De nombreuses lois, en effet, s'accordent à conférer à l'huissier un droit de réquisition. Ce sont : a) la loi du 28 germinal an VI dans son article 133 « les brigades de la » gendarmerie nationale *prêteront main forte* lorsqu'elle leur » sera légalement demandée, savoir... *par les officiers et » autres exécuteurs des mandements de justice* ».

b) Le décret du 18 juin 1811 : « Enjoignons aux agents » de la force publique et de la police de *prêter aide et main » forte aux huissiers* toutes et quantes fois qu'ils en seront » par ceux requis, et sans pouvoir en exiger aucune rétribution, à peine d'être poursuivis et punis suivant l'exigence » du cas. »

c) L'article 785 du Code de procédure civile :

« En cas de rébellion, l'huissier pourra établir garnison » aux portes pour empêcher l'évasion *et requérir la force » armée*; et le débiteur sera poursuivi conformément aux » dispositions du Code d'instruction criminelle. »

d) Les articles 555 du Code de procédure civile et 25 du Code pénal — déjà cités.

e) L'article 673, modifié par le décret-loi du 17 juin 1938 :

« Pour parvenir à la vente sur saisie d'un immeuble, le » créancier fait signifier un commandement à la personne » ou au domicile du débiteur...*Pour recueillir les renseigne- » ments nécessaires à la rédaction du dit commandement,* » *l'huissier pourra pénétrer dans les lieux et, si besoin est,* » *avec l'assistance du commissaire de police et de la force » publique.* »

f) Enfin, l'article 146 du Code de procédure civile, modifié par la loi du 16 juillet 1940, et qui traite du mandement

de la formule exécutoire : « Les expéditions des jugements » seront intitulées et terminées au nom du Président de la » République, conformément à l'article 48 de la Charte » constitutionnelle (décret de septembre 1871). »

D'après cette loi de 1940, les huissiers sont tenus, en vertu du mandement du Chef de l'Etat, « de mettre le dit arrêt. (ou jugement) à *exécution* » et « les commandants et officiers de la force publique » doivent « prêter main forte, lorsqu'ils en seront *légalement requis* ».

Or, cette réquisition légale peut émaner de l'huissier qui, dans une expédition d'un jugement rendu au nom du peuple français, leur mande de prêter main forte.

V. La jurisprudence et le droit de réquisition.

On conçoit que les tribunaux n'aient pas eu à se prononcer sur le droit de réquisition que tant de textes législatifs d'apparence incontestable confèrent aux huissiers.

Cependant, le 2 mars 1938¹, la Cour de Colmar, dans les attendus d'un jugement, décidait que :

« En droit : attendu que la formule exécutoire qui oblige » un huissier à prêter son concours en vue de l'exécution » d'une décision passée de force de chose jugée, ne l'autorise » à exercer aucune violence inutile ou intempestive de » nature à troubler, le cas échéant, l'ordre public, ni à requé- » rir directement et personnellement la force publique, » en cas de résistance, le *droit de disposer* de la force publi- » que n'appartenant, en effet, qu'aux autorités compéten- » tes, dépositaires de la force publique et plus spécialement » au Procureur de la République » Loi des 16-24 août 1790, titre VIII, art. 5).

Une première remarque s'impose. Cet arrêt méconnaît les dispositions de tous les textes que nous avons cités. Il se

1. D. P. 1940.2.14.

réfère cependant à la loi des 16-24 août 1790, titre VIII, article 5, pour refuser à l'huissier le pouvoir de « requérir directement et personnellement à la force publique », et il motive son refus par le fait que le droit de disposition appartiendrait « aux autorités compétentes dépositaires de la » force publique, et plus spécialement au Procureur de la » République ». Or, cette loi de 1790 décide que le procureur pourra requérir main forte lorsqu'elle sera nécessaire, mais ne refuse nullement ce pouvoir aux huissiers.

Il apparaît que la Cour de Colmar a donc commis une erreur au sujet de la compétence des huissiers.

De plus, elle a confondu le pouvoir de réquisition et le droit de disposition.

La force publique ne peut intervenir *proprio motu*, pour assurer l'exécution des titres parés : il faut qu'elle soit, au préalable, « requise » par les autorités civiles qualifiées et auxquelles la loi confère la mission d'exécuter les jugements (huissiers), de tenir la main à cette exécution (procureurs de la République).

D'autre part, l'article premier, paragraphe 5, de l'acte constitutionnel n° 2 du 11 juillet 1940 (reproduisant l'art. 3, § 3, de la loi constit. du 25 février 1875), décide que le Chef de l'Etat français « dispose de la force armée ». Le Procureur de la République, dans la loi du 16-24 août 1790, cité par l'arrêt de la Cour de Colmar n'a que le pouvoir de réquisition et il ne semble pas qu'aucun texte lui confère le droit de disposition.

La jurisprudence n'a pas adopté les motifs de l'arrêt du 2 mars 1938. Quelques mois plus tard, le Conseil d'Etat, le 3 juin, dans l'affaire *Cartonnerie et imprimerie de Saint-Charles*, n'a pas contesté le droit de l'huissier qui s'était rendu auprès du préfet des Bouches-du-Rhône, pour obtenir le concours de la force publique.

§ 3. Responsabilité de l'huissier.

Nous avons donc étudié quels sont les pouvoirs de l'huissier dans l'accomplissement de sa mission. Jusqu'à la circulaire du 12 janvier 1932, les circulaires ministérielles, peu nombreuses, précisent le rôle des huissiers qui « doivent » observer scrupuleusement toutes les prescriptions légales » et notamment celles qui protègent l'inviolabilité du » domicile... concilier leurs devoirs envers les créanciers » dont ils sont les mandataires avec la modération qui » convient à leur caractère public et avec les égards qui sont » dus aux débiteurs malheureux... qui peuvent requérir » directement la force publique et au refus de l'officier qui » le commande, doivent s'adresser au Procureur de la » République¹... »

Très souvent, le débiteur récalcitrant se rendait compte de l'inutilité d'une résistance qui serait brisée tôt ou tard et préférerait exécuter ou laisser exécuter le titre aux moindres frais. Et, en particulier, la crainte de l'huissier donnait d'excellents résultats dans le recouvrement des créances de loyers impayés.

Mais, pour cela, l'huissier doit accomplir son ministère et se présenter chez le débiteur. Or, de nombreuses circulaires, et en particulier celle du 6 juin 1936, disposent que « ...les magistrats du Parquet devront donc, par une » liaison étroite et constante avec les officiers ministériels » de leur ressort, se tenir au courant de toute procédure » d'exécution et intervenir à l'occasion de chaque cas » d'espèce, soit en vue d'aboutir, par un rapprochement » entre les parties, à un règlement amiable de la situation, » soit dans le cas où un accord s'avérerait impossible, afin

1. Rapport de M. le Bâtonnier F. Payen, Congrès de Besançon. *Bulletin de l'Association Nationale des Avocats*, juillet-août-septembre 1937, p. 202 et suiv.

» de prescrire, dans l'esprit le plus libéral, toutes les mesures
» de temporisation jugées opportunes. »

Dès cette époque, beaucoup d'huissiers obéissant aux circulaires de la Chancellerie, dont le texte leur est transmis par le Parquet, ne procèdent aux ventes sur saisies et aux expulsions, sans avoir été au préalable autorisés par le Procureur de la République. Or, l'autorisation est souvent refusée, ou doit être attendue pendant longtemps.

Mais, en vertu de l'article 42 du décret du 14 juin 1813, « les huissiers sont tenus d'exercer leur ministère toutes les fois qu'ils en seront requis. L'article 85 du décret du 18 juin 1811 » — prévoyant la destitution et le paiement des dommages-intérêts — « doit être exécuté contre tout huissier qui, sans motif valable, refuserait d'instrumenter à l'égard d'un particulier. »

Il se pose donc la question de savoir si l'obéissance aux circulaires ministérielles constitue une excuse valable.

Deux arrêts de la Cour de cassation (17 novembre 1913 et 16 novembre 1916) ont répondu par la négative en décidant qu'un officier ministériel (en l'espèce un notaire) ne pouvait être poursuivi disciplinairement pour avoir enfreint une circulaire ministérielle illégale ou tout au moins contraire aux obligations que la loi lui impose.

Dans une espèce analogue, le 26 février 1921, le tribunal de Montpellier se rangeait à cet avis. Il s'agissait de savoir si l'huissier requis par son client de faire exécuter un acte, pouvait s'y refuser en excipant les instructions qui lui auraient été données par le Procureur de la République sur la base d'une circulaire du Garde des Sceaux.

Le tribunal a décidé que « si le Ministère public a le devoir
» de rechercher et poursuivre les fautes que les huissiers
» peuvent commettre, *il n'a pas qualité pour leur adresser*
» *des injonctions ou défenses au sujet des actes de leur minis-*
» *tère qui doivent être accomplis en vertu des lois en vigueur,*

» qu'en admettant donc que Me... eût reçu l'ordre de ne pas
 » instrumenter contre A... *il était libre de ne tenir aucun*
 » *compte de cet ordre*, puisqu'il ne pouvait ignorer, qu'agis-
 » sant dans la limite de ses attributions, il n'encourait
 » aucune sanction disciplinaire, pour ces motifs, dit et juge
 » que Me... *était et est tenu de remplir le mandat à lui confié*
 » et par lui accepté; dit et juge qu'en ne le remplissant pas,
 » *il a commis une faute qui engage sa responsabilité*; dit et
 » juge que, faute par lui de le remplir dans le délai de
 » quinze jours à dater de la signification du présent, *il sera*
 » *fait droit sur les dommages-intérêts par lui encourus*. Le
 » condamne aux dépens » (inédit, Toulemon et Blin, *op. cit.*,
 p. 91).

Cependant, par son arrêt du 2 mars 1938, le tribunal de Colmar (voir *supra*) exprimait une opinion différente :
 « Attendu que le tribunal a considéré en substance que
 » Me A... en n'exécutant pas le mandat qu'il avait cepen-
 » pendant accepté, n'avait fait que se conformer à une
 » instruction ministérielle et plus spécialement aux instruc-
 » tions qu'il avait reçues de M. le Procureur de la Répu-
 » blique; qu'aucune faute professionnelle n'avait, de ce
 » fait, été commise par lui...; attendu qu'il suit que Me A...
 » qui n'a fait que se conformer strictement aux instructions
 » reçues du Parquet et qui, après avoir accepté le mandat
 » d'exécution de Richert, s'est heurté à une impossibilité
 » morale et professionnelle d'exécuter à l'encontre de l'au-
 » torité de surveillance, dont il a informé son mandant, n'a
 » commis ni faute professionnelle, ni une faute susceptible
 » d'engager soit sa responsabilité contractuelle, soit sa res-
 » ponsabilité délictuelle...

« Par ces motifs, rejette l'appel comme mal fondé. »

Cet arrêt s'oppose à une jurisprudence constante. En effet, le 18 août 1936, à la suite d'une requête adressée au président du tribunal civil de Marseille et lui indiquant que

l'huissier se refusait, pour différents motifs, à exécuter une ordonnance d'expulsion, le magistrat s'exprimait en ces termes : « Enjoignons à Me C..., huissier, l'ordre de mettre » à exécution l'ordonnance de référé en date du 18 juillet » 1936 et, faute par lui de ce faire, disons qu'il sera pour- » suivi en destitution (*Cartonnerie et imprimerie de Saint-Charles*). »

Il résulte de cette étude des décisions de la jurisprudence que, à une seule exception près, une circulaire du ministère de la Justice ne saurait avoir pour effet de dégager un officier ministériel de ses obligations légales et de la responsabilité qu'il aurait au cas où il ne s'y conformerait pas.

Nous relevons la même quasi-unanimité en doctrine.

« Les circulaires ministérielles, si elles sont obligatoires » pour les agents de l'administration, ne le sont pas pour » les citoyens qui n'ont pas à les connaître et qui, s'ils les » connaissent, ne sont pas obligés d'en tenir compte. » (Berthélemy, *Traité de droit administratif*, p. 113.)

Les circulaires du Garde des Sceaux, recommandant aux officiers ministériels d'attendre les instructions du Parquet avant de procéder à aucune exécution, « ont la même valeur » juridique que les circulaires adressées aux magistrats » touchant l'interprétation d'une loi. Cela signifie, comme le » déclare la Cour de cassation, qu'elles n'ont aucune force » obligatoire. » (Jèze, *Les principes généraux du droit administratif*, t. III, p. 85, note.)

« Même émanant des ministres, elles n'ont aucune » valeur juridique » (Duguit, *Traité de droit constitutionnel*, t. II, p. 358).

Même interprétation dans une note de M. A. Mestre, (Exécution forcée des jugements et circulaires ministérielles, *Dalloz périodique*, 1941).

Seul, M. J. Appleton penche pour la thèse contraire dans la note commentant l'arrêt de la Cour de Colmar du 2 mars 1938 (D. P., 1940.2.14).

« Dans l'espèce, que devait faire l'huissier pour être à l'abri de tout reproche ?

» On ne peut lui faire grief d'avoir consulté le Procureur de la République : il connaissait les instructions ministérielles, prescrivant aux huissiers d'avoir à consulter le chef du Parquet avant toute exécution forcée. *Ces instructions ne pouvaient être considérées comme entachées d'illégalité flagrante; car on conçoit qu'aux époques de trouble économique et social, les pouvoirs publics puissent légitimement conseiller, ou même, dans une certaine mesure, imposer certains ménagements temporaires envers les débiteurs malheureux et de bonne foi, pourvu qu'ils n'aillent pas jusqu'à supprimer arbitrairement et d'une façon générale les exécutions forcées.*

» Peut-on reprocher à l'huissier de s'être arrêté devant les instructions du Parquet ? Sans doute, il eût pu passer outre, et requérir directement le commissaire de police de l'assister dans l'exécution. Mais il est plus vraisemblable que cet officier de police judiciaire s'y fût refusé, les instructions ministérielles recommandant aux agents de la force publique de ne pas prêter main forte aux huissiers sans l'agrément du Parquet. Il n'est pas rare d'ailleurs, que la police leur ait refusé son concours, même lorsque le Procureur de la République ne faisait aucune opposition à l'exécution. »

La note de M. Appleton se comprend car si, en droit, elle paraît méconnaître une quasi-unanimité, elle met en valeur la situation très délicate de l'huissier. Cet officier ministériel, dont MM. Toulemon et Blin disent qu'il doit désobéir au Parquet qui « n'a pas qualité pour lui adresser des injonctions ou défenses au sujet des actes de son ministère qui doivent être accomplis en vertu des lois en vigueur », dépend, d'autre part, du Procureur de la République en ce qui concerne sa nomination, sa destitution et l'exercice de l'action disciplinaire.

Et si l'huissier est « un fonctionnaire chargé d'un service public », n'est-il pas, de ce fait, obligé de déférer aux prescriptions des circulaires ministérielles ? La solution de la Cour de Colmar ne reçoit-elle pas ainsi une confirmation indirecte ?

En tout état de cause l'huissier — et tout le monde est d'accord à ce sujet —, qui s'est heurté à un refus de collaboration de la force publique, soit directement, soit indirectement par le refus du Procureur de la République de donner son concours à l'exécution d'une décision de justice et n'a pas, en conséquence, rempli sa fonction, ne commet aucune faute de nature à engager sa responsabilité.

Les décisions des Cours de Montpellier et de Colmar se placent toutes les deux sur le plan du mandat contractuel, conféré à l'huissier par la partie. Or, l'huissier chargé d'exécuter une décision judiciaire est, en qualité d'officier ministériel, « un agent public » (Jèze, *op. cit.*), « un fonctionnaire chargé d'un service public » (Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*). Sa responsabilité n'étant pas régie par l'article 1992 du Code civil, mais par les principes du droit public, ne pourra être engagée que s'il commet une faute personnelle et non lorsque l'inexécution résulte d'un fait de service (voir annexe II).

CHAPITRE II

LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

Introduction.

Ainsi donc, une brève étude de la mission, des prérogatives et de la responsabilité de l'huissier, conduit à mentionner la surveillance diligente des magistrats du ministère public et même, dans certains cas, leur intervention. Il convient donc de préciser leur rôle et d'en définir la portée dans le cadre de notre sujet.

L'article 46 de la loi du 20 avril 1910 indique que « en » matière civile, le ministère public agit d'office dans les » cas spécifiés par la loi et surveille l'exécution des lois, » arrêts et jugements. Il poursuit d'office cette exécution » dans les dispositions qui intéressent l'ordre public. »

En vertu de ces dispositions légales, la loi du 16 juillet 1940 ordonne dans son mandement « aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près les tribunaux de première instance », de « tenir la main à l'exécution des jugements ».

Tenir la main implique pour les magistrats du Parquet, agents du pouvoir exécutif, une double série d'actes :

- a) Ecarter les obstacles de fait qui pourraient s'opposer à l'exécution des jugements et actes posés par l'exercice du droit de réquisition et cela de deux façons :

1° *Indirectement*, le Procureur de la République peut donner son avis favorable à la tentative de réquisition,

faite par l'huissier lorsqu'elle s'est révélée inopérante, soit qu'il y ait eu refus d'obtempérer, soit que la police, ayant déféré à l'ordre reçu, les moyens mis en œuvre se révèlent insuffisants. Et cet avis favorable doit être donné par le Procureur *sans qu'il puisse normalement « apprécier les faits »* ni « suggérer des mesures de temporisation », dès lors que le droit du justiciable se fonde sur une décision régulière en la forme (argument a contrario tiré du texte des circulaires ministérielles, v. Appendice).

2° *Directement*, par une intervention active et l'exercice, après une décision personnelle et non sollicitée, du droit de réquisition. En principe, cela n'est pas nécessaire — nous l'avons vu dans l'affaire *Carltonnerie et Imprimerie de Saint-Charles* — mais depuis, certaines décisions récentes, datant d'une dizaine d'années et émanant du Garde des Sceaux (voir Annexe), l'huissier est *contraint en fait* soit de solliciter l'intervention personnelle du Procureur de la République, soit d'obtenir son autorisation pour entamer la procédure d'exécution du titre paré.

- b) S'assurer par la surveillance constante des huissiers que sont respectés les droits, tant des détenteurs des actes exécutoires que des parties adverses tout en veillant au maintien de l'ordre public.

Toutes les circulaires ministérielles se réfèrent à cet alinéa de la loi de 1810 lorsqu'elles prescrivent aux magistrats du Parquet de ne pas tenir la main, car ceux-ci doivent, dans l'application et des actes parés, éviter tout ce qui serait de nature à troubler profondément l'harmonie sociale, l'ordre intérieur.

« Vous prescrivez aux huissiers de votre arrondissement, » de n'entreprendre aucune de ces mesures sans en avoir » référé et attendu vos instructions qui seront précédées » des miennes », décide une circulaire du 16 janvier 1932,

adressée aux procureurs de la République et prise en application d'une autre circulaire de la chancellerie du 12 janvier 1932.

Et comment ne pas citer, à nouveau, un texte célèbre :

« Les magistrats devront donc, par une liaison étroite et »
» constante avec les officiers ministériels de leur ressort,
» se tenir au courant de toute procédure d'exécution et
» intervenir à l'occasion dans chaque cas d'espèce soit en
» vue d'aboutir, par un rapprochement entre les parties, à
» un règlement amiable de la situation, soit, dans le cas où
» un accord s'avèrerait impossible, afin de prescrire, dans
» l'esprit le plus libéral, toutes les mesures de temporisation
» jugées opportunes », recommande la circulaire du Garde
des Sceaux, en date du 6 juin 1936.

Conformément aux instructions du Garde des Sceaux, non seulement les procureurs opposent de nombreux refus de tenir la main à l'exécution des jugements lorsque les huissiers leur en font la demande, mais encore ils interdisent à ces officiers ministériels d'en poursuivre l'exécution.

Ils sont donc, aux yeux du justiciable bénéficiaire du titre paré, responsables de l'échec de la procédure d'exécution (v. Annexe).

Or, tout magistrat qui a commis une faute peut être attaqué par la voie de la « prise à partie ». Quelle est cette procédure ? En quoi consiste-t-elle ? Tel sera le premier point de notre étude.

Ce refus de tenir la main autorise-t-il, *ipso facto*, l'emploi de cette procédure par le justiciable lésé dans ses droits ? Tel sera notre deuxième point.

Nous examinerons ensuite si l'ordre du Garde des Sceaux est une cause d'irresponsabilité pour le Procureur.

§ 1. *La prise à partie et le refus de tenir la main.*

Il semble — cela a déjà été indiqué dans notre étude de la responsabilité de l'huissier — puisque les magistrats du ministère public sont des fonctionnaires, que l'on devrait distinguer la faute personnelle de la faute de service et n'appliquer les articles 1382 et 1383 que dans le cas où l'examen des faits permettrait de reconnaître la faute détachable du service où « l'homme apparaît avec ses faiblesses, ses passions, ses imprudences » (Laferrière).

Mais la loi va plus loin et pose tout d'abord en principe qu'il y a irresponsabilité pour tous les actes comportant l'exercice de la fonction juridictionnelle ou concourant à l'exercice de cette fonction. Et, dans quelques cas — il y en a quatre — où la responsabilité du magistrat est retenue, il faut une permission préalable pour intenter l'action de prise à partie, et des règles exceptionnelles de compétence et de procédure sont instituées.

Le Code de procédure civile, article 505 et suivants, reproduisant les ordonnances de 1540, 1579 et 1667 décide que :

Article 505 (modifié par la loi du 7 février 1933) : « Les » juges ne pourront être pris à partie que dans les cas suivants :

« 1^o S'il y a vol, fraude, concussion ou faute *lourde professionnelle* qu'on prétendrait avoir été commis, soit dans » le cours de l'instruction, soit lors des jugements ;

» 2^o Si la prise à partie est expressément prononcée par » la loi ;

» 3^o Si la loi déclare les juges responsables, à peine de » dommages-intérêts ;

» 4^o S'il y a déni de justice ;

» L'Etat est civilement responsable des condamnations » en dommages-intérêts qui seront prononcées à raison de

» ces faits, contre les magistrats, sauf son recours contre
» ces derniers. »

L'article 505 ne mentionnait que les juges. On s'est demandé s'il pouvait être appliqué aux magistrats du ministère public. Par analogie avec les dispositions de l'article 479 du Code d'instruction criminelle, la Cour de cassation, dans un arrêt du 14 juin 1876 (S. 77.1.193) a étendu les dispositions de l'article 505 et a décidé conformément à l'article 112 du Code d'instruction criminelle, que la prise à partie était aussi le seul moyen de poursuivre les magistrats du ministère public et officiers de police judiciaire, à raison de leur fonction.

Par application du paragraphe 4 ou du paragraphe premier de l'article 505 du Code de procédure civile, si, malgré l'ordre du Chef de l'Etat auquel il doit obéissance, un magistrat ne tient pas la main à l'exécution d'un jugement, parce qu'il refuse, soit d'appliquer la réquisition de la force publique faite directement par l'huissier, soit de requérir lui-même la force publique nécessaire, ne peut-il être pris à partie pour déni de justice ou faute lourde professionnelle entraînant sa condamnation à des dommages-intérêts?

a) *Déni de justice.*

Une réponse partielle nous est donnée par le Code en son article 506, qui définit le déni de justice. Il n'y a déni de justice que « lorsque les juges refusent de répondre aux » requêtes ou négligent de juger les affaires en état ou en » tour d'être jugées. »

L'article 507, en ce cas, institue une procédure spéciale de prise à partie et applicable aux seuls juges. De ces textes, comme des décisions de la jurisprudence (cassation, Chambre civile, 9 déc. 1919, S. 1920.1.101), il résulte qu'il n'est pas possible de prendre à partie, pour déni de justice,

un procureur de la République, qui refuse de prêter main forte au justiciable possédant un acte exécutoire.

C'est ainsi que, récemment, en décidait encore le premier président du tribunal de Limoges dans une ordonnance rendue sur requête présentée par le sieur Plainemaison (Limoges, 20 avril 1937, G. P. 1937.2.242) :

« Attendu que l'alinéa 4 de l'article 505 du Code de procédure civile, sur lequel s'appuie la requête du sieur Plainemaison, vise le déni de justice, mais qu'il est de jurisprudence constante, que ce cas de prise à partie ne concerne que les juges proprement dits, à l'exclusion des magistrats du ministère public. »

b) *Faute lourde professionnelle.*

La prise à partie n'avait qu'une application pratique : cela était si patent, que M. Vernadeau, dans une thèse de 1907 (Paris) sur la *Responsabilité des fonctionnaires de l'ordre judiciaire*, rapportait le qualificatif de « procédure mythe » qu'on lui donnait et ajoutait qu'il ne connaissait pas d'exemple depuis le Code de procédure qu'un magistrat, pris à partie, ait été condamné à des dommages-intérêts.

La loi du 7 février 1933, dont le rapporteur fut M. le professeur Rolland, modifie l'article 505 du Code de procédure et ajoute un nouveau cas de prise à partie : la *faute lourde professionnelle*; en simplifiant la procédure de l'action, elle ne définit pas cette « *lourde faute professionnelle* » dont l'appréciation est réservée aux tribunaux pour chaque espèce qui leur est soumise. Et, au préalable, toutes les fois que sera présentée aux premiers présidents des cours d'appel une « requête » aux fins d'autorisation de prendre à partie « M. le Procureur de la République pour refus de tenir la main en application de l'article 505 du Code de procédure civile, alinéa 1^{er} », les magistrats devront, au préalable, examiner si, d'après leur conscience,

le fait de ne pas tenir la main à l'exécution de l'acte en question, est ou non une faute lourde professionnelle.

La faute lourde ne doit pas être confondue avec le dol. Bien que la jurisprudence eût toujours refusé cette extension, certains auteurs l'admettaient à tort. La loi du 7 février 1933 est venue, par l'adjonction d'un nouveau cas de prise à partie à l'alinéa 1^{er} de l'article 505, confirmer la solution jurisprudentielle et opposer le dol à la faute lourde professionnelle¹.

« La faute lourde est de même nature que la faute légère dont elle est seulement séparée par une différence de gravité », précise M. Mazeaud, dans le *Dalloz hebdomadaire* (Chronique 1933, p. 53) et la Cour de Riom, par un arrêt (D. P. 1932.2.93), confirme implicitement cette définition, puisqu'elle décide qu'il n'est pas possible de prendre à partie, pour faute lourde professionnelle, un juge de paix qui décide de surseoir à l'enquête jusqu'à ce que soient arrivées toutes les pièces nécessaires pour la mener à bonne fin.

§ 2. *Le refus de « tenir la main ».*

Le refus peut être catégorique ou nuancé.

A) *Refus catégorique.*

Le Procureur de la République qui se refuserait de tenir la main à l'exécution d'un jugement, contreviendrait délibérément aux prescriptions de la loi de 1810 et au mandement contenu dans le mandement de la formule exécutoire dont la loi de 1940, en rappelant les termes inchangés, indique que la volonté du législateur de 1940 confirme bien celle du législateur de 1810.

En effet, les commandant et officiers de la force publique

1. Voir Annexe III.

sont « tenus de prêter main forte lorsqu'ils sont légalement requis ». Si la réquisition émanant de l'huissier peut être contestée, l'intervention du Procureur de la République a, le plus souvent, un effet décisif. De toute façon, le sentiment unanime des auteurs et de la jurisprudence, semble être que, pour dégager *leur responsabilité*, les magistrats du Parquet doivent requérir la force publique (qui, si elle refuse, encourt les peines prévues par l'article 234 du Code pénal).

Dans le cas d'un refus catégorique, il apparaît donc que l'on pourrait se prévaloir de l'article 505 alinéa 1^{er} pour déposer une requête de prise à partie.

Le cas ne s'est, à notre connaissance, jamais présenté. Les magistrats du Parquet n'ont jamais décidé que de surseoir à l'exécution.

B) *Sursis motivé à l'exécution.*

Nous avons déjà vu qu'un arrêt de la Cour de Riom décide que le sursis momentané ne saurait constituer une faute lourde professionnelle. Le sursis prolongé constitue-t-il un manquement grave aux devoirs professionnels des Procureurs de la République ?

La loi n'a pas fixé de délai; il convient de rappeler l'alinéa 46 *in fine* de la loi de 1810, qui leur prescrit de veiller à l'ordre public. Ils ont donc toute possibilité de choisir le moment le plus opportun pour permettre l'exécution des titres parés. Pour autant que le sursis est valablement motivé, par une raison d'ordre public, les magistrats du ministère public accomplissent leur devoir et ne sauraient être poursuivis, par la voie de prise à partie. Dans le cas contraire, ils commettraient une faute lourde professionnelle.

§ 3. *L'ordre du Garde des Sceaux.*

L'ordre du Garde des Sceaux permet-il de motiver un sursis à l'exécution et constitue-t-il une cause d'irresponsabilité pour le Procureur ?

Certains auteurs répondent par la négative. MM. Toulemon et Blin estiment¹ « que l'ordre du supérieur hiérarchique » que n'est pas une cause d'irresponsabilité dès que les » trois conditions suivantes sont réunies :

- » 1^o L'ordre doit être franchement illégal;
- » 2^o Le fonctionnaire ne doit pas être tenu à « obéissance passive » ;
- » 3^o En raison de son degré d'instruction et d'intelligence, » le fonctionnaire doit être à même de percevoir l'illégalité » de l'acte que son chef lui demande d'accomplir. »

Examinant le point qui retient notre attention, ils déclarent retrouver ces trois conditions, et concluent que « le » magistrat du Parquet qui refuse de tenir la main à l'exécution d'une ordonnance de justice, bien que la procédure » d'exécution ait été suivie conformément à la loi, *commet* » *une faute lourde professionnelle*, donnant ouverture à prise » à partie, *même s'il agit sur l'ordre du Garde des Sceaux*, cet » ordre n'étant pas une cause d'irresponsabilité ».

A l'appui de leur thèse, ils indiquent que de nombreuses requêtes aux fins de prise à partie ont été présentées plus particulièrement dans le ressort des cours d'appel de Paris et de Bordeaux dont le simple dépôt a suffi pour vaincre la résistance du ministère public.

La thèse de l'irresponsabilité a de très nombreux partisans. Elle souligne tout d'abord l'*indépendance du ministère public* (agent du pouvoir exécutif), à l'égard du tribunal

1. *Op. cit.*, p. 120 et suiv.

auprès duquel il siège. C'est ainsi que l'on peut citer un arrêt de la Chambre des requêtes du 12 juin 1938 (G. P. 38.2.553) cassant pour excès de pouvoir un arrêt de la Cour de Dijon déclarant « qu'il est des plus regrettable de » constater que le ministère public qui doit veiller à l'exécution des décisions de justice, croit devoir les paralyser » par le refus apporté par lui d'autoriser une « exception ». Ainsi les tribunaux ne peuvent formuler de blâme dans leurs jugements vis-à-vis du ministère public.

Et elle apporte un certain nombre d'arguments de valeur s'opposant à la deuxième condition reconnue par M. Toulemon et Blin : le décret des 16-24 août 1790 (titre VIII, art. 1), décide que les « officiers du ministère public sont » agents du pouvoir exécutif auprès des tribunaux. En » conséquence, ils forment un corps hiérarchiquement » organisé ». Et M. Cuhe d'ajouter « qu'ils dépendent tous, » étroitement, du Garde des Sceaux ».

« Ils doivent obéissance aux instructions qui leur sont » adressées », précise M. Bonnard. La doctrine est à peu près unanime. Si la circulaire du Garde des Sceaux a pour eux un « caractère obligatoire » bien qu'elle ne s'impose pas aux « particuliers » (M. Bonnard), les magistrats du ministère public ne peuvent donc être tenus pour responsables des conséquences résultant de l'application des ordres du Garde des Sceaux.

C'est ainsi qu'en a décidé le premier président de la Cour de Limoges dans une ordonnance du 30 avril 1937 (G. P. 37.2.140).

« Attendu, d'autre part, qu'il est établi que l'inexécution » du jugement d'expulsion dont se plaint le sieur Plaine-nemaison, n'est en rien imputable à la faute du Procureur » de la République qui a fait tout ce qui était en son » pouvoir pour parvenir à l'exécution, notamment en sollici- » tant de la Chancellerie, eu égard à la situation de chômeur

» du sieur Breuil, les instructions nécessaires conformément
» aux circulaires applicables à la matière, que les dernières
» instructions de M. le ministre de la Justice du 14 avril
» 1937, transmises au Procureur de la République à Limoges, par le Procureur général, ont prescrit de surseoir provisoirement à l'expulsion du sieur Breuil, cette mesure d'exécution devant d'ailleurs être ultérieurement suivie, après accord avec l'autorité administrative; que, dans cette situation, le Procureur de la République, magistrat du ministère public, et, à ce titre, agent du pouvoir exécutif, aux instructions duquel il est tenu de déférer, n'a commis aucune faute professionnelle rentrant dans les termes de l'article 505 du Code de procédure civile, modifié dans son article premier par la loi du 7 février 1933 et pouvant engager sa responsabilité civile et donner ouverture contre lui à la procédure de prise à partie, d'où il suit que l'autorisation sollicitée à cette fin par le sieur Plainemaison, ne saurait lui être accordée. »

M. J. Appleton, dans une note commentant le jugement rendu par la Cour de Colmar, le 2 mars 1938, fait raison des arguments donnés par MM. Toulemon et Blin (*V. supra* « Huissier »), les circulaires ne pouvaient être considérées comme entachées d'illégalité flagrante, vu l'époque troublée pendant laquelle elles furent en vigueur.

CHAPITRE III

LA FORCE PUBLIQUE

La formule exécutoire mentionne trois catégories d'agents dont les actions concourent au même tout : l'exécution d'un jugement.

En étudiant le rôle de l'huissier prépondérant en la matière, nous avons été amenés à mentionner le pouvoir de surveillance du ministère public. Huissier et Procureur de la République peuvent se trouver gênés et empêchés, le premier de réaliser l'exécution forcée, le deuxième d'y « tenir la main ». Ils sont donc contraints de requérir légalement la force publique qui aplanira toutes les difficultés matérielles s'opposant à l'accomplissement de leur mission.

La constitution de 1791 (titre IV, art. 12), disait de la force publique qu'elle est « essentiellement obéissante ». Le Code pénal dans son article 234 confirme cette définition en sanctionnant tout refus d'obéissance que pourrait opposer un commandant ou officier de la force publique aux réquisitions régulières de l'autorité civile qualifiée (huissier, ministère public, en ce qui concerne notre sujet).

Art. 234. — « Tout commandant d'armes ou de subdivision légalement saisi d'une réquisition de l'autorité civile » qui aura refusé ou se sera abstenu de faire agir les forces » sous ses ordres, sera puni de destitution et d'un emprisonnement d'un an à deux ans ou d'une de ces deux » peines seulement. »

La Chambre criminelle de la Cour de cassation a appliqué le texte dans un arrêt du 17 juillet 1840 (*Bull. crim.* 203) : un capitaine de gendarmerie requis par un huissier, puis par le Procureur de la République, d'avoir à prêter son concours à l'exécution d'un jugement s'y était refusé pour obéir à un ordre de son général. Comme il ne pouvait se prévaloir, ni de l'article 64 du Code pénal (contrainte par une force à laquelle on ne peut résister) ni de l'article 190 du même Code (obéissance à un ordre de l'autorité hiérarchique supérieure dont on dépend pour les objets du ressort de cette autorité) puisque l'état de siège n'avait pas été décrété, la Cour condamna ce capitaine à quinze jours de prison.

En étudiant les prérogatives de l'huissier, le pouvoir de réquisition qui lui appartient — ainsi qu'au ministère public — a été opposé au droit souverain de disposition possédé par le seul Chef de l'Etat, en vertu de la loi constitutionnelle, et dont, en ses lieu et place, ses représentants, principalement les préfets, ont l'exercice exclusif.

Lorsque « la justice sans la force est impuissante » et que, pour conduire à bonne fin une procédure d'exécution forcée soit l'huissier, soit le Procureur de la République, soit ces deux agents à la fois, requièrent l'aide de la force publique, les autorités civiles interviennent et permettent ou refusent « que ce qui est juste soit fort ».

Nous avons étudié les difficultés soulevées par le refus de décerner la réquisition. Mais, lorsque la réquisition a été dûment décernée, la disposition peut être refusée.

Le bénéficiaire du titre paré, auquel la force publique refuse en conséquence de prêter main forte, malgré une réquisition définitivement décernée, peut donc se prévaloir de l'article 234 pour obtenir l'allocation de dommages-intérêts. Pour faire rejeter la demande du détenteur du titre, l'officier de la force publique produit l'ordre qu'il a

reçu de ne pas déférer à la réquisition. Cet ordre émane des autorités civiles en vertu de leur droit de disposition.

Or, l'exécution rigoureuse et intégrale des jugements est indispensable, car elle permet la stabilité du Droit. Si les jugements et arrêtés demeurent des titres vains, et qu'après de longs délais ceux qui les détiennent se voient opposer un veto de l'administration, la justice perd son prestige, et l'ordre public ne peut être maintenu.

Mais l'inaction de l'huissier, du Procureur de la République, des commandants et officiers de la force publique peut, dans un certain nombre de cas, ne pas constituer de faute personnelle engageant leur responsabilité. Les pouvoirs publics, nous l'avons vu, peuvent, par une action « temporisatrice », modifier l'impatience et la brutalité de certains créanciers; ils ont la possibilité de choisir le moment opportun pour mettre à exécution les décisions de la justice. Mais il ne leur est pas possible de se refuser toujours à prêter la main à l'exécution : ils engagent la responsabilité de l'Etat et les justiciables peuvent instituer un recours devant le Conseil d'Etat.

La responsabilité de l'Etat, en cette matière, fera l'objet de la dernière partie de cette étude.

TROISIÈME PARTIE

RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

INTRODUCTION

Saisi d'une réquisition émanant de l'huissier ou du Procureur de la République et désirant déférer, de par la nature de sa fonction, au mandement du Chef de l'Etat, un officier de la force publique peut, nous venons de l'indiquer, se trouver empêché de prêter main forte en vertu d'un ordre de l'autorité administrative à laquelle il est soumis.

Le bénéficiaire de l'acte paré est donc dans l'impossibilité d'obtenir satisfaction : une contradiction étrange des lois, un véritable conflit entre l'application des termes de la formule exécutoire et le veto opposé par l'administration (préfet, résident général...) « disposant de la force armée » en vertu de la loi constitutionnelle, aboutit à un déni de justice.

Est-il permis au justiciable, lésé dans l'exercice de son droit, d'intenter une action en responsabilité et d'obtenir ainsi des dommages-intérêts ? Le point de droit tranché, nous envisagerons successivement le refus légal puis le refus arbitraire de l'emploi de la force publique, la compétence du tribunal appelé à se prononcer sur ces questions. Enfin, nous indiquerons comment les circulaires du Garde des Sceaux des 22 et 28 février 1941 permettent le retour du respect de la chose jugée.

CHAPITRE PREMIER

LE POINT DE DROIT

« Considérant que le justiciable, nanti d'une sentence
» judiciaire dûment revêtue de la formule exécutoire, est
» en droit de compter sur la force publique pour assurer
» l'exécution du titre qui lui a été ainsi délivré; que si,
» comme il a été dit ci-dessus, le Gouvernement a le devoir
» d'apprécier les conditions de cette exécution et le droit de
» refuser le concours de la force armée tant qu'il estime qu'il
» y a danger pour l'ordre et la sécurité, le préjudice qui peut
» résulter de ce refus ne saurait, s'il excède une certaine
» durée, être regardé comme une charge incombant nor-
» malement à l'intéressé et qu'il appartient au juge de
» déterminer la limite à partir de laquelle il doit être sup-
» porté par la collectivité.

» Considérant que la privation de jouissance totale et
» sans limitation de durée résultant pour le requérant de
» la mesure prise à son égard, lui a imposé, dans l'intérêt
» général, un préjudice pour lequel il est fondé à demander
» une réparation pécuniaire. »

C'est en ces termes que le Conseil d'Etat, dans l'arrêt
Couitéas, le 30 novembre 1923, résolu le point de droit.

Se fondant sur l'argumentation de M. le Commissaire du
Gouvernement Rivet qui, dans l'affaire *Couitéas*, alléguait
que « la justification par un individu d'un sacrifice excep-
» tionnel rompant nettement à son préjudice l'équilibre

» des charges et des profits de la vie commune doit créer
» pour lui un droit à un dédommagement imputable aux
» frais généraux de la société. » M. le professeur Rolland
(cours de doctorat, 1939-40, p. 46) rappelle également
l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme, ainsi
conçu : « Pour l'entretien de la force publique et pour les
» dépenses d'administration, une contribution commune est
» indispensable; elle doit être répartie entre tous les ci-
» toyens, en raison de leurs facultés. »

M. Rolland traite, en effet, du principe d'égalité devant les services publics et estime qu'il implique l'égalité devant les charges correspondant à la marche de ces services. Ainsi, tous les justiciables dont les droits se trouveraient atteints par le fonctionnement, sinon de tous les services publics, du moins des services publics soumis à un régime juridique spécial, se verraient reconnaître un droit à indemnité. De l'idée d'égalité devant les charges découlerait obligation affirmée par la jurisprudence de l'indemnité aux victimes du fonctionnement des services publics, même si ce fonctionnement n'a eu en lui-même rien d'irrégulier et la théorie de la responsabilité sans faute.

M. Hauriou, dans sa note au Sirey sur l'affaire *Couiléas*, s'élève contre ce « très grave déplacement de perspective, » en ce qui concerne le principe d'égalité. »

» Du plan politique de l'égalité devant la loi, on le fait
» glisser sur le plan économique des charges et des profits
» de la vie commune. » Et M. Hauriou de signaler les impossibilités pratiques d'une doctrine et « d'une jurisprudence
» sur les indemnités administratives qui prendraient pour
» base la violation du prétendu principe de l'égalité écono-
» mique des citoyens devant les choses publiques. »

M. Hauriou, en présence de la thèse extensive consacrant la théorie du risque social donnant droit à indemnité, toutes les fois qu'il y aurait rupture d'équilibre entre les

charges publiques qui doivent peser également sur les citoyens, adopte l'interprétation restrictive et ne voit, dans l'arrêt que « la proclamation de deux principes dont l'un » servira à limiter l'autre. D'abord, sans doute, l'indemnité » pour préjudice anormal causé sans faute, mais ensuite » et comme seconde condition à ajouter à celle du caractère anormal du préjudice, le fait que, si celui-ci est causé » sans faute, c'est parce que, dans le cas envisagé, l'administration est couverte par l'excuse légale de la *légitime* » *défense de l'Etat*. »

« Il se constituera ainsi, — note M. Hauriou —, sous le » nom d'actes de légitime défense de l'Etat, une catégorie » d'actes qui échapperont à l'annulation pour excès de » pouvoir; ce sera une catégorie comparable à celle » des actes du Gouvernement avec cette différence cependant, qu'il n'y aura pas de fin de non-recevoir empêchant » l'examen de l'acte, mais reconnaissance qu'il n'y a pas » ouverture à excès de pouvoir parce qu'il y a excuse » légale. Et, de même qu'il n'y aura pas excès de pouvoir, » » il n'y aura pas faute entraînant la responsabilité pour » faute. »

Le 3 juin 1938, dans l'arrêt *Imprimerie et Cartonnerie de Saint-Charles*, le Conseil d'Etat confirmait sa jurisprudence antérieure et la thèse de M. Hauriou. Il n'est plus possible d'invoquer avec M. le Commissaire du Gouvernement Rivet pour refuser d'assurer l'exécution du jugement, « ...le » moyen de défense tiré des *nécessités vitales* du pays ».

La haute juridiction administrative souligne, tout au contraire, le caractère rigoureusement *exceptionnel* du refus d'exécution. « Le justiciable, nanti d'une sentence » judiciaire dûment revêtue de la formule exécutoire est » en droit de compter sur l'appui de la force publique, pour » assurer l'exécution du titre qui lui a été délivré; si l'autorité administrative a le devoir d'apprécier les conditions

» de cette exécution et le droit de refuser le concours de la
» force publique tant qu'elle estime qu'il y a danger pour
• » l'ordre et la sécurité, le préjudice qui peut résulter de ce
» refus ne saurait être regardé comme une charge incom-
» bant à l'intéressé que si la situation ne s'est pas prolon-
» gée au delà du délai dont l'administration doit normale-
» ment disposer, compte tenu des circonstances de la
» cause pour exercer son action. »

CHAPITRE II

LE REFUS DE DISPOSITION DE LA FORCE PUBLIQUE

§ 1. *Refus légal.*

Ainsi donc, tout refus de l'administration d'autoriser l'emploi de la force publique pour exécution d'une décision de justice, tout sursis exceptionnel à une expulsion, ne peuvent être décidés que s'il y a danger pour l'ordre public et entraînent l'allocation de dommages-intérêts au détenteur du titre paré à l'expiration du délai normal dont dispose l'administration pour être en mesure de procéder à toute exécution.

Il est donc indispensable, pour qu'il y ait lieu à indemnité du fait de carence de la force publique que le titre, possédé par le justiciable, ait force exécutoire : c'est cette force exécutoire qui permet, seule, la réquisition de la force armée pour assurer le respect d'un droit méconnu.

La contradiction que nous avons indiquée entre les termes de la formule exécutoire : « Le Chef de l'Etat » français mande et ordonne... à tous commandants et » officiers de la force publique, d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis... » et le refus d'exécution, émanant de l'administration disposant constitutionnellement de la force armée, s'efface et disparaît.

M. le commissaire du gouvernement Rivet, dans ses conclusions (*affaire Couiléas*), reconnaît que « le Président

» de la République, qui dispose de la force armée, a estimé
» qu'une raison majeure s'opposait à sa mise en action et,
» à titre exceptionnel, a suspendu l'effet de la formule
» exécutoire apposée en son nom sur la grosse du jugement ».

La « disposition » de la force armée conférée au Chef de l'Etat autorise le refus apporté à la réquisition. Il y a là, non pas un conflit de lois, ou de prérogatives légales, car elles ne sont pas de même nature, mais une question de préséance provenant de la nature souveraine de la loi constitutionnelle. Et, comment ne pas prétendre, avec M. le professeur Mestre « que la réquisition cesse précisément d'être légale lorsque les autorités constitutionnelles compétentes ont pensé que, pour les raisons les plus graves, elle ne doit pas être suivie d'effet ? » (*Dalloz recueil critique*, 1941, p. 28.)

Mais, pour que le refus soit légal, il faut que l'autorité administrative invoque un danger réel pour l'ordre et la sécurité publics.

Le Conseil d'Etat le précise en ces termes (*affaire Couitéas*) : « Considérant qu'un prenant, pour les motifs et dans les circonstances ci-dessus rappelées, la décision dont se plaint le sieur Couitéas, le dit gouvernement n'a fait qu'user des pouvoirs qui lui sont conférés en vue du maintien de l'ordre et de la sécurité publique dans un pays de protection. »

Si l'exécution d'une décision de justice peut entraîner des troubles graves, le refus d'autoriser le concours de la force publique, est par là même justifié. Tant qu'existe le danger pour l'ordre et la sécurité, il faut attendre. Mais il ne faut pas que le préjudice excède une certaine durée. Le Conseil d'Etat pose le principe dans l'arrêt *Couitéas*, mais ne le précise pas. Dans l'arrêt *Imprimerie et Carlonnerie de Saint-Charles*, il va plus loin et décide que le refus de prêter main forte, constitue une charge anormale dès qu'il s'est

prolongé « au delà du délai dont l'administration doit normalement disposer, compte tenu des circonstances de la cause, pour exercer son action. »

Considérons les faits qui ont motivé les deux arrêts célèbres :

Dans l'affaire *Couitéas*, « le gouvernement français s'est toujours refusé à autoriser le concours de la force militaire d'occupation reconnue indispensable pour réaliser cette opération de justice, à raison de troubles graves qui susciteraient l'expulsion de nombreux indigènes de territoires dont » — malgré la donation du bey et les titres de propriété du sieur Couitéas — « ils s'estimaient légitimes occupants, depuis un temps immémorial... Dès lors, le requérant est fondé à demander une réparation pécuniaire du préjudice subi. »

Dans l'affaire *Cartonnerie et Imprimerie de Saint-Charles*, une grève éclate en juillet 1936 avec occupation illicite de locaux faite par les grévistes. La société, après deux démarches vaines auprès du préfet, puis du ministre de l'Intérieur, saisit, en référé, le tribunal de Marseille qui ordonne l'évacuation des locaux le 28 juillet. Signification de son ordonnance est faite le 30. La société s'adresse à nouveau, vainement, au préfet et au ministre pour obtenir le respect d'une décision de justice munie de la formule exécutoire. A la suite d'une nouvelle demande en justice le 18 août, elle obtient une nouvelle ordonnance d'expulsion : l'évacuation n'est achevée qu'à la fin de septembre.

Le Conseil d'Etat, en application des principes qu'il a affirmés (voir ci-dessus) considère que, jusqu'au 28 juillet, il n'y a pas eu un désordre caractérisé troublant l'ordre public. Dans la deuxième période qui débute le 30 juillet, avec la signification de l'ordonnance du président du tribunal, la situation change. L'autorité administrative devait intervenir pour assurer l'exécution de la décision de

justice, munie de la formule exécutoire, mais « elle a le » devoir d'apprécier les conditions de cette exécution et » le droit de refuser le concours de la force publique, tant » qu'elle estime qu'il y a danger pour l'ordre et la sécurité. »

Ainsi, elle ne commet pas de faute. Cependant, la charge résultant de l'abstention du service public doit être supportée par le budget de l'État, non pas à la date de la signification de la décision de justice, mais le 15 août, après que l'autorité administrative a eu le temps de prendre les mesures nécessaires (rassemblement de troupes...) pour réaliser l'exécution si elle s'y était décidée.

§ 2. *Refus arbitraire.*

Comme le précisent nos deux arrêts, s'il n'y a pas « danger » pour l'ordre et la sécurité », l'autorité administrative ne peut refuser de prêter main forte à l'exécution des décisions de justice et la décision arbitraire du ministre de l'Intérieur, serait, en ce cas, susceptible d'annulation pour excès de pouvoir.

Le danger doit être « exceptionnel », précise le Conseil d'Etat. Il est rare, en effet, que la résistance à la force publique se manifeste par des troubles redoutables. Et il faut se garder de refuser le concours de la force publique, toutes les fois qu'une résistance violente est à craindre. Le mandement de la formule exécutoire indique bien que force doit rester à la loi. Le législateur a envisagé la possibilité du concours de la force publique et l'a recommandé, si besoin s'en fait sentir. Le trouble momentané nécessaire pour faire disparaître un désordre choquant, trouve dans cette fin sa propre légitimation. C'est là un des cas de la « violence légale ». La loi pénale sanctionne d'ailleurs le trouble provoqué par la résistance à la loi.

La tendance à l'insoumission est d'autant plus grande que le pouvoir exécutif est faible et pusillanime; si le respect de l'ordre est imposé sans défaillance par un emploi

énergique de la force, il n'y aura pas de désordre. Et le sentiment populaire l'a bien compris en affirmant que « la » crainte du gendarme est le commencement de la sagesse », tant pour les administrés qui doivent ressentir cette crainte que pour les gouvernants qui doivent la faire régner.

Nous examinions, dans les paragraphes précédents, le droit à indemnité accordé au justiciable, lorsque le refus de prêter main forte est légitime.

Mais ici, s'il n'y avait pas réellement « danger pour » l'ordre et la sécurité », si le refus était provoqué, non par la crainte de troubles graves, compromettant l'existence de l'ordre social, mais par le désir de protéger une certaine catégorie — on en dit, il y a quelques années, une certaine « classe » de justiciables, alors, les motifs d'intérêt public étant absents, il y aurait « faute du service public » et en ce cas, la responsabilité de l'Etat serait engagée. Il ne serait pas possible de la confondre avec la responsabilité sans faute, lorsque le refus de prêter main forte est légal, car la carence de l'autorité, vite comprise et exploitée par ceux qui en bénéficient, génératrice de troubles d'autant plus graves que la répression tarde, constitue, seule, le danger pour l'ordre et la sécurité : les troubles, grèves, occupations, ne sont qu'une manifestation symptomatique de la carence fautive du service public disposant de la force.

Le caractère de la faute peut s'aggraver s'il est patent que le refus soit arbitraire et si le fonctionnaire se révèle comme « un homme avec ses faiblesses, ses passions, ses imprudences ». Il peut y avoir alors superposition d'une faute personnelle à la faute du service public.

L'indemnité allouée au justiciable, ainsi lésé, est plus forte que dans l'hypothèse du refus légal et doit compenser l'intégralité du préjudice subi.

Il convient d'étudier la compétence du tribunal appelé à se prononcer sur la responsabilité de l'Etat.

CHAPITRE III

COMPÉTENCE DU CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'Etat ne peut être saisi de demandes en indemnité fondées sur la responsabilité de l'Etat, que si le refus d'exécuter provient d'autorités administratives (affaire *Couiléas*) ou d'autorités ayant un caractère mixte, tantôt administratif, tantôt judiciaire (arrêt *Imprimerie et Cartonnerie de Saint-Charles*).

« Si le refus émane d'un officier de police judiciaire, d'un » Procureur de la République, le Conseil d'Etat se déclare » incompetent. » Ainsi, s'exprime M. le commissaire du Gouvernement Rivet : « Le jugement prononcé, la période » exclusivement judiciaire a pris fin. Si par un des actes » consécutifs au jugement, il en est qui relèveront des » tribunaux civils, ce sera à raison de la qualité de leurs » auteurs qui, compris dans la hiérarchie judiciaire, justifie- » ront *ratione personae* l'intervention de ces tribunaux. » Dans l'acte de l'autorité administrative supérieure qui, » sollicitée de faire agir la force publique pour exécuter la » sentence du juge, prend une décision sur la réquisition » dont une autorité militaire a été l'objet, nous ne voyons, » au contraire, qu'une manifestation du pouvoir « d'admi- » nistrer », lequel consiste à assurer la vie générale du » pays, en faisant des moyens d'action dont l'autorité » dispose, l'emploi le plus conforme à une saine appréciation » des intérêts en présence et des exigences que chacun de » ces intérêts peut légitimement comporter. »

La haute juridiction administrative a confirmé sa juris-

prudence, le 11 mai 1934 (arrêt *Soyer*, D. H. 1934, p. 353) et le 18 décembre 1935 (arrêt *Carne*, G. P., 1936.1.150). Dans ces deux affaires, l'huissier n'avait pas requis la force publique de lui prêter main forte et s'en était, selon le texte des circulaires, ministérielles, remis au Parquet du soin d'apprécier s'il fallait user du droit de réquisition et, dans l'affirmative, d'y procéder.

Le Conseil d'Etat s'est reconnu incompétent pour connaître de la demande en indemnité du propriétaire, bien qu'il ait argué que le retard apporté par le commissaire de police — il s'était refusé, *en l'absence de réquisition*, à exécuter une ordonnance d'expulsion — lui ait causé un préjudice.

MM. Toulemon et Blin indiquent qu'afin d'éviter à leurs clients « des difficultés de procédure et en vue de s'épargner » d'éventuelles actions en responsabilité, les huissiers « doivent user du droit de réquisition que la loi leur con- » fère » (*op. cit.*, p. 108).

S'ils avaient agi ainsi, leurs clients se fussent trouvés dans les conditions classiques, — le refus légal ou arbitraire de l'autorité administrative de laisser exécuter une réquisition légalement délivrée. Ce refus donnerait lieu à indemnité.

Dans l'affaire *Couitéas*, le Parquet avait usé de son droit de réquisition. Dans l'affaire *Cartonnerie et Imprimerie de Saint-Charles*, l'huissier avait fait sommation au préfet d'avoir à mettre la force publique à sa disposition.

Quoi qu'il en soit, le Conseil d'Etat a décidé que jusqu'à la réquisition légale, l'autorité administrative n'est pas saisie, le retard à l'exécution ne saurait lui être imputé. Le justiciable ne peut donc qu'intenter l'action découlant du mandat — en ce qui concerne l'huissier — ou prendre à partie le ministère public.

Mais nous avons précisé que l'obéissance aux circulaires ministérielles pouvait dégager ces deux agents de toute responsabilité.

CHAPITRE IV

LE RETOUR A L'ORDRE

Nous venons de voir que, lorsque conformément aux prescriptions des circulaires ministérielles, la réquisition de la force publique n'était pas faite dans les formes prescrites par la loi, le justiciable se heurtait à une quasi-impossibilité d'obtenir par un recours devant le Conseil d'Etat, des dommages-intérêts pour le préjudice subi.

Certains auteurs — MM. Toulemon et Blin — estiment qu'un recours est alors possible contre l'ordre du Garde des Sceaux, à la fois :

a) Pour faute personnelle, puisqu'il viole le principe de l'autorité de la chose jugée et aussi

b) Pour usurpation du pouvoir, puisqu'il empiète sur le domaine de l'autorité judiciaire.

a) L'ordonnance de M. le premier président de la Cour de Limoges, rendue à propos de l'*affaire Plainemaison*, indique que les instructions du ministre de la Justice, transmises au Procureur de la République, « ont prescrit de » surseoir *provisoirement* à l'expulsion ».

M. Appleton, que les auteurs citent pour appuyer leur thèse, écrit dans sa note commentant l'arrêt de la Cour de Colmar que « le ministre ne sera responsable envers les » particuliers lésés que si les instructions données consti- » tuent à sa charge *une faute personnelle*, c'est-à-dire, » notamment, si elles sont d'une illégalité flagrante, ou

» consacrent, par une imprudence coupable, des excès évidents. Même dans ces conditions, on a contesté qu'une action civile en indemnité puisse appartenir au particulier lésé (Laferrière, *Traité de la Juridiction administrative*, 2^e édit., t. I, p. 658). Nous estimons, au contraire, que le ministre se trouve ici dans la même situation que les autres fonctionnaires publics et qu'il est, par suite, responsable de ses fautes personnelles et non de simples faits de service. » (V. conf. Hauriou, *Précis de droit administratif*, 12^e édit., p. 523-524; J. Appleton, *Traité élémentaire du contentieux administratif*, n^o 132.)

Or, M. Appleton, dans la même note, se fondant sur un argument d'opportunité, admet que « ces instructions ne pouvaient être considérées comme entachées d'illégalité flagrante; car on conçoit qu'aux époques de trouble économique et social, les pouvoirs publics puissent légitimement conseiller ou même, dans une certaine mesure, imposer certains ménagements temporaires envers les débiteurs malheureux et de bonne foi; pourvu qu'ils n'aillent pas jusqu'à supprimer arbitrairement et d'une façon générale les exécutions forcées. »

Le ministre de la Justice, à cette époque, développant plus avant cette thèse d'opportunité, n'en venait-il pas à déclarer : « Permettez donc au Garde des Sceaux de dire aux Parquets : examinez tel ou tel cas d'espèce; la violation d'un principe de droit vaut mieux que des troubles sociaux ou des émeutes. »

b) Mais cette violation d'un principe, disent les auteurs, aboutit à une usurpation de pouvoir; un tel acte est donc inexistant. M. le professeur Mestre (note S. 1933.3.65) estime que cette doctrine de l'inexistence « bien qu'admise par les maîtres les plus réputés du droit public », le trouve inerédible; pour lui « l'usurpation du pouvoir qui est le cas-limite de l'excès de pouvoir » constitue donc un cas de recours devant le Conseil d'Etat.

Quoi qu'il en soit M.M. Toulemon et Blin (*op. cit.*, p. 135 et suiv.) font justice de l'argument extrême du Garde des Sceaux, qui confondait fâcheusement les attributions du ministère public et celles de l'autorité administrative : le ministère public doit « tenir la main » et par conséquent, requérir la force publique.

L'autorité juge et décide, en motivant son refus par des considérations d'opportunité, qu'elle ne peut autoriser la mise en mouvement de la force publique.

Un recours contre l'ordre du Garde des Sceaux étant hasardeux et assez décevant, car les créances en litige sont souvent de faible importance en comparaison des frais de procédure à exposer, les justiciables, notent MM. Toulemon et Blin, préféreront, à juste titre, recourir directement « soit contre l'huissier, soit contre le ministère public » (voir *supra*), mais le problème restait entier : « Comment » réussir à assimiler les deux situations ? » questionne M. Baudin. (« La relativité de la force exécutoire des décisions de justice », *Revue critique de législation et de jurisprudence*, n° janvier-mars 1937, p. 83.) « Il faut arriver à » placer le justiciable dans la même position, soit que le » refus d'exécution forcée, émane d'un magistrat de l'ordre » judiciaire, soit qu'il émane d'un magistrat de l'ordre » administratif.

« Le premier procédé consisterait à sanctionner, par un » seul et même texte, le refus d'exécution forcée, qu'il » émane de l'exécutif ou du ministère public, qui agit alors » bien plus comme agent de l'exécutif que comme magistrat de l'Ordre judiciaire. Et l'acte de refus étant de » même nature, l'action contre l'Etat devrait être portée » devant la juridiction administrative.

« Le second procédé consisterait à ne pas conférer au » ministère public un pouvoir de décision en la matière, » mais à lui laisser un simple rôle de transmission à l'auto-

» rité exécutive. Saisi d'une demande d'exécution forcée,
» le Procureur de la République devrait, par application de
» la formule exécutoire, requérir de l'autorité exécutive la
» mise à la disposition du justiciable de la force publique
» pour l'exécution du jugement.

» Ce serait le représentant de l'exécutif, le préfet ou le
ministre, qui aurait le pouvoir d'accorder ou de refuser la
» force publique. Ainsi l'unité serait rétablie et l'équivoque
» cesserait. »

Le second procédé consiste à prouver le retour à l'orthodoxie juridique. En effet, les circulaires ministérielles, et en particulier celle du 6 juin 1936, avaient confondu les attributions du ministère public dont le rôle essentiel est de tenir la main à l'exécution des lois et jugements avec celles de l'autorité administrative, qui peut refuser de prêter main forte pour des motifs exceptionnels et très graves.

La question pouvait se poser de savoir si cette confusion résultait d'un oubli général des attributions du ministère public (jugement précité de la Cour de Colmar) ou si elle s'imposait à une époque particulièrement troublée.

La réponse vient d'être donnée, et, deux circulaires du Garde des Sceaux des 22 et 28 février 1941 (modifiées par circulaire du 28 mars 1941), ont repoussé les erreurs anciennes en rétablissant, en matière d'exécution forcée des jugements, l'autorité de la chose jugée.

Nous examinerons successivement le rôle du ministère public (circ. du 22 février), les mesures transitoires et l'action de l'autorité administrative (circul. du 28 févr.-22 mars 1941).

§ 1. *Rôle du ministère public.*

La circulaire rappelle les errements anciens qui, depuis dix ans, confondant le rôle du ministère public et celui

de l'autorité administrative, prescrivait aux Procureurs de la République de prendre « les mesures de temporisation » jugées opportunes » en matière d'expulsion.

Elle souligne la contradiction de ces textes avec les dispositions légales rappelées par la loi du 16 juillet 1940 sur la formule exécutoire, la loi du 20 avril 1810 sur le rôle du ministère public et la jurisprudence constante du Conseil d'Etat (*Aff. Couitéas et Cartonnerie et Imprimerie de Saint-Charles*). « L'autorité administrative est, en tout cas, » seule qualifiée pour apprécier, sous le contrôle du juge » administratif, l'opportunité d'apporter des dérogations » au droit pour les parties d'obtenir l'exécution du jugement devenu définitif. « L'autorité judiciaire ne saurait se substituer à elle sur ce point. »

La circulaire du 28 février-28 mars 1941 précise ces dispositions en ces termes : « Pour l'avenir, il conviendrait que » la Compagnie des Huissiers fût informée que les mandataires des parties, chargés de l'exécution, ne sont plus » dans la nécessité de solliciter l'autorisation du Parquet. » Le Garde des Sceaux proclame donc le *principe du dessaisissement du Parquet en matière d'exécution des jugements*. Mais ce principe est restreint dans la pratique par la possibilité d'intervention « lorsqu'une situation juridique » confuse justifiera son examen », et le ministre donne deux exemples : « tel le cas d'un droit nouveau conféré par la loi » à l'une des parties ou celui d'une apparente contrariété de » décision ». Cependant, même en cette hypothèse d'intervention exceptionnelle, le ministère public ne saurait décider « de la question soulevée : il ne pourrait que renvoyer la partie à se pourvoir devant la juridiction compétente » (circ. 22 février 1941).

Tout au plus pourrait-il donner toutes précisions à l'opposant dont les droits sont menacés par la réalisation de la procédure d'exécution forcée pour lui permettre de se faire rendre justice.

Enfin, le ministère public donnera « tous éclaircissements utiles » à l'autorité administrative, soit lorsqu'il sera consulté, soit spontanément, en particulier, « sur les possibilités offertes au débiteur d'obtenir, par un référé sur » procès-verbal d'exécution, un ultime délai... » (Circ. 28 février-28 mars 1941).

Le Procureur de la République ne peut donc plus faire obstacle à l'exécution des actes parés sous peine de commettre une « *faute lourde professionnelle* » tel qu'elle est prévue à l'article 505 du Code de procédure civile, alinéa 1^{er} (*Aff. Plainemaison*, conf. *supra* ministère public).

§ 2. *Les mesures transitoires.*

Le ministre, ayant fixé « les principes qui doivent être » observés par le ministère public relativement à l'exécution des décisions de justice », prévoit dans sa circulaire du 28 février-28 mars 1941, une période de transition, pour éviter les difficultés que soulèverait l'application immédiate d'un retour aux règles juridiques normales. Il convient, tout au contraire, d'agir prudemment. C'est pourquoi « il » est toutefois recommandé aux Parquets de vérifier l'état » de droit des procédures et d'éviter que l'administration » ne soit saisie, simultanément, d'un trop grand nombre » d'affaires en cours ».

De deux choses l'une : ou le débiteur n'a pas présenté un référé sur procès-verbal d'exécution « pour obtenir un » ultime délai dans les conditions prévues par l'article 1244 » du Code civil », ou il l'a déjà fait.

Supposons qu'il s'agisse d'un locataire :

Dans le premier cas, le Procureur de la République peut remettre à l'huissier les dossiers qui lui ont été soumis. Le débiteur, que cet officier ministériel aura sommé de quitter les lieux, pourra saisir le juge des référés pour obtenir un

dernier délai de grâce. *L'autorité administrative n'a pas lieu d'intervenir*, dans le deuxième cas, le Procureur de la République ne rendra le dossier à l'huissier qu'après un laps de temps normal pour que le locataire ait pu trouver un autre logement. L'autorité administrative n'interviendra alors que si le débiteur, malgré les injonctions qui lui auront été faites, persiste à occuper les deux indûment.

§ 3. *Action de l'autorité administrative.*

S'il lui est possible de surseoir provisoirement ou définitivement à l'exécution des actes parés, elle ne peut le faire « que dans des circonstances exceptionnelles, si l'ordre public est susceptible d'être troublé et à charge d'indemniser l'individu lésé du préjudice ainsi subi dans l'intérêt de la collectivité entière. » (Circ. 22 février 1941). En ce qui concerne les relations de locataire à propriétaire, il ne semble pas que l'exception prévue et définie par l'arrêt *Carltonnerie et Imprimerie de Saint-Charles*, puisse être opposée. D'ailleurs « les mesures d'ordre et d'hébergement que certaines situations pourraient comporter, ressortissent exclusivement à l'autorité administrative requise pour un concours éventuel de la force publique » (Circ. 28 février-28 mars 1941).

Ainsi, les huissiers ne sont plus « dans la nécessité de solliciter les ordres du Parquet » pour procéder à des mesures d'exécution. Ils ne pourront donc exciper d'ordres reçus ou de dispositions ministérielles pour justifier de leur inaction (conférer arrêt de Colmar). Dans le but d'éviter toute action en responsabilité et en dommages-intérêts pour inexécution, ces officiers ministériels devront (cf. arrêts *Soyer et Carne*) éviter tout retard de procédure et ne pas hésiter à faire sommation au préfet d'avoir à mettre la force publique à leur disposition.

Cette réquisition les dégagera de toute responsabilité, et fixera, en outre, le point de départ du délai (cf. *Carltonerie et Imprimerie de Saint-Charles*) à l'expiration duquel le bénéficiaire de l'acte paré pourra réclamer à l'Etat des dommages-intérêts. Les intérêts du client seront d'autant mieux sauvegardés que l'attention de l'autorité administrative aura solennellement été appelée sur l'affaire.

De même, la responsabilité du Procureur de la République disparaît. On se rappelle, en effet, que la Cour de Colmar, dans son jugement du 2 mars 1938 décidait que la faute éventuelle qu'aurait pu commettre ce magistrat — en obéissant aux circulaires ministérielles — était considérée comme exclusive de toute faute possible de l'huissier. En effet, le Procureur pouvait se refuser à concourir à l'exécution de la décision de justice. Il est actuellement dessaisi, et le Garde des Sceaux précise que, « seule, l'autorité » administrative sera requise pour un concours éventuel de « la force publique ». C'est donc à elle seule que l'huissier doit demander d'appuyer la réquisition qu'il a décernée. S'il s'adressait au Parquet, en cas de résistance de la part du débiteur, le Procureur de la République ne pourrait, en effet, que confirmer automatiquement la réquisition à l'exception toutefois de difficultés d'ordre juridique, qui pourraient autoriser de surseoir à l'exécution. L'autorité administrative, seul juge en la matière, se prononcerait après avoir été éclairée par le Procureur de la République chargé de « tenir la main ». La circulaire du 22 février le dit clairement : « L'autorité administrative est, en tous cas, » *seule qualifiée* pour apprécier, sous le contrôle du juge » administratif, l'opportunité d'y voir apporter des dérogations. »

CONCLUSION.

De même que la plupart de nos institutions juridiques, la théorie de la formule exécutoire, fruit d'une lente évolution, se rattache au passé par des liens nombreux. Elle illustre la loi historique d'après laquelle les faits vont du particulier au général et les importantes modifications qu'elle a subies jalonnent les étapes de son extension.

Peu à peu, en effet, l'idée que les jugements doivent être exécutés par l'autorité publique lorsqu'ils sont légalement rendus s'intègre à la notion que l'on s'en fait, puis, les particuliers sont admis à requérir la force publique pour faire reconnaître les droits à eux conférés par une sentence, enfin, l'action des tribunaux limitée à leur ressort, rayonne et déborde des territoires soumis à leur juridiction propre, puisque leurs décisions peuvent être exécutées en toute province, en tout lieu colonial rattaché à l'Etat français.

Il semblerait alors que la théorie de la formule exécutoire ait atteint son apogée, que tant que subsisteront les Etats avec leur souveraineté, jalousement affirmée, les vicissitudes de la formule traduiront des changements de forme, le fond restant identique puisque le mandement est toujours rendu au nom de pouvoir exécutif. L'étude de la formule ne serait plus, alors, que la satisfaction d'une curiosité anecdotique, la formule exécutoire partageant le sort de l'intitulé des lois qui a changé, souvent par suite de nombreuses constitutions adoptées en France depuis 1789.

Mais c'est alors que la Restauration pose le principe de la

relativité dans le temps des mandements de la formule exécutoire : seul le gouvernement en vigueur a le droit d'ordonner l'exécution forcée. C'est l'opinion à laquelle se rangent les législations de 1870 et de 1940, après une controverse séculaire, sans que leur décision puisse préjuger définitivement de l'avenir.

Enfin, la formule mentionne trois catégories d'agents qui doivent concourir à l'exécution des jugements : les huissiers, les procureurs de la République, les commandants et officiers de la force publique.

Et voici que se pose, depuis le début de ce siècle, la question de savoir si les huissiers sont les mandataires de leurs clients ou s'ils sont des « fonctionnaires chargés d'un service public ». Cette dernière classification est préférée par la doctrine, *mais semble impliquer l'obéissance aux circulaires ministérielles*, obligation contestée par de nombreux auteurs.

Puis, à la suite d'événements d'importance mondiale comme la crise économique, de troubles intérieurs en 1936, le Garde des Sceaux adopte timidement, puis, de façon de plus en plus générale, la doctrine de la relativité de la force exécutoire des décisions de justice. Et l'on voit le spectacle étonnant que « pour expliquer l'arrêt du cours normal de la » justice, les fonctionnaires responsables se réfugient derrière les circulaires de celui-là même qui a charge d'assurer « le bon fonctionnement de l'appareil judiciaire » (Toulemion et Blin, *op. cit.*, p. 39).

Enfin, le Conseil d'Etat, en 1923 et en 1938 consacre la théorie de la légitime défense de l'Etat. Si l'exécution de la décision de justice peut entraîner des troubles graves, s'il y a danger pour l'ordre et la sécurité, l'autorité administrative, sous le contrôle du juge administratif, peut différer ou refuser le concours de la force publique, malgré le mandement du Chef de l'Etat contenu dans la formule exécutoire.

C'est alors que le judiciaire a droit à des dommages-intérêts.

Ainsi, le sujet si particulier de notre étude prend tout son relief par l'importance des questions qu'il permet d'aborder et des théories qu'il conduit à étudier.

Il a même retrouvé une récente actualité avec les circulaires du Garde des Sceaux de février et mars 1941. Sauf les cas exceptionnels, définis et précisés par le Conseil d'Etat, l'autorité des décisions de justice, et le respect de la chose jugée sont à nouveau solennellement affirmés. Le ministre, secrétaire d'Etat à la justice écarte les erreurs anciennes et précise que le ministère public doit se borner à tenir la main à l'exécution des jugements, ce qui est son rôle légal et historique.

Il ressort de notre examen :

— Que l'huissier qui n'accomplit pas avec diligence les devoirs de sa charge et ne requiert pas en particulier l'action de la force publique toutes les fois qu'il rencontre une résistance de la part d'un débiteur récalcitrant peut être tenu pour responsable du préjudice causé par son retard dans l'exécution du jugement;

— Que le ministère public est dessaisi, en principe, et qu'il n'y a pratiquement plus lieu d'intenter contre lui la procédure de prise à partie;

— Que le retard ou le refus de disposition de la force publique par l'autorité administrative, préalablement requise, pose le principe du recours en indemnité du justiciable pour réparation du préjudice subi.

Sans nous dissimuler la grave portée politique et sociale d'une réforme qui laisse, en dernier ressort, l'administration seul juge d'apprécier l'opportunité d'un refus d'exécution et de restaurer, sous la pression d'événements intérieurs,

les anciens errements, nous avons tenté, aussi objectivement que possible, de ne considérer que le côté technique du problème envisagé dans cette étude, tant dans son évolution historique que dans sa solution actuelle où le contrôle du juge administratif, en l'espèce le Conseil d'Etat, permet d'assurer aux justiciables les garanties nécessaires contre toute décision arbitraire.

ANNEXE I

LES TITRES EXECUTOIRES

Dans la première partie de cette étude, nous constatons (voir *supra* partie I, conclusion) qu'aujourd'hui tout acte, revêtu de la formule émanant du Chef de l'Etat, peut être exécuté dans tout le territoire métropolitain et colonial, sans qu'aucune opposition puisse être admise désormais.

L'article 545 du Code de procédure civile, le décret du 2 septembre 1871, et la loi du 16 juillet 1940 réglementent les titres exécutoires qui sont, au sens formalistes, la copie ou expédition du jugement — ou de l'acte notarié — délivrée par le greffier ou le notaire avec la formule exécutoire.

Quels sont donc les titres qui peuvent être revêtus de cette formule et être ainsi susceptibles d'exécution forcée ?

Nous relevons successivement :

I. — Première catégorie d'actes exécutoires.

1^o *Les jugements proprement dits.*

Une première catégorie de titres parés comprend les jugements rendus par les tribunaux français lorsqu'ils contiennent une condamnation, mais il faut que la créance résultant du jugement soit certaine et actuelle (art. 551 du Code de procédure : « Il ne sera procédé à aucune saisie mobilière ou immobilière qu'en vertu d'un titre exécutoire, et *pour choses liquides et certaines* »).

Les jugements peuvent être rendus par :

- a) *Les juges de paix.*
- b) *Les conseils de prud'hommes* (ils possèdent un greffier — art. 5 de la loi du 7 février 1880 — astreint à toutes les obligations des greffiers, en particulier à la délivrance des expéditions de jugements revêtues de la formule exécutoire).
- c) *Les tribunaux de commerce* (art. 433 du Code de procédure,

« seront observées dans la rédaction et l'expédition des jugements » — des tribunaux de commerce — « les formules prescrites par les articles 141 et 146 pour les tribunaux de première instance »).

d) Les *tribunaux de première instance* (art. 146 du Code de procédure).

e) Les *cours d'appel* (arrêts) (art. 470 du Code de procédure du décret des 2 et 8 septembre 1871).

f) Une dernière catégorie de jugements : les *jugements d'adjudication*.

2° Les ordonnances.

Ce sont les décisions rendues par un seul juge sur des points et affaires qui sont soumis à son appréciation. Ce juge peut être le président du tribunal ou tout autre juge commis à l'examen de faits spéciaux et chargé de suivre certaines procédures.

Les auteurs citent tout d'abord :

a) Les *ordonnances sur requête* (Glasson, Tissier, Morel, 3^e éd., t. IV, p. 18). La question est controversée : Bertin (ordonnances sur requête et sur référé, 2^e éd., t. I, introduction p. 8 et 1^{re} partie, p. 32) soutient que « lorsque le président statue sur requête, » il procède à un acte d'administration volontaire... Cet acte » appartient au domaine de la juridiction gracieuse... dans de » telles conditions, le président peut permettre, autoriser, il ne » peut jamais ordonner quoi que ce soit ». Il cite, à l'appui de sa thèse, un arrêt de la Cour de cassation du 26 novembre 1867 et s'autorise d'un argument de l'exégèse de l'article 558 du Code de procédure civile. Cette thèse nous paraît convaincante.

b) Les *ordonnances sur référé*.

c) Les *ordonnances exécutoires de dépens* (titres destinés à assurer soit le recouvrement des honoraires et frais dus aux officiers ministériels par leurs clients, soit le recouvrement des frais avancés par la partie qui obtient gain de cause dans une instance : ces frais doivent être remboursés par le perdant) et les *ordonnances de taxes prévues* par la loi du 24 décembre 1897.

d) Les *ordonnances de collocation*, dans les procédures d'ordre ou de distribution par contribution (en ce cas, c'est le bordereau de collocation extrait de l'ordonnance de clôture qui est revêtu de la formule exécutoire).

3° Les sentences arbitrales.

Par l'arbitrage deux parties : particuliers ou groupe de particuliers (patrons et ouvriers, par exemple) s'en remettent à une tierce personne (choisie librement ou dans une liste d'arbitres et

surarbitres dressée par les pouvoirs publics) pour trancher leur litige et établir les termes d'un compromis, d'une transaction. La sentence de l'arbitre — juge privé — doit se borner à l'objet de la contestation qui est soumise à son examen. Elle reste un simple avis, donné selon les règles légales et la lettre du droit s'il est arbitre selon l'équité et le bénéfice commun des deux parties s'il est amiable compositeur; elle prend seulement force exécutoire après que le président du tribunal civil l'a sanctionnée par une ordonnance d'exequatur.

L'article 1020 du Code de procédure civile dispose, en effet, que « le jugement arbitral sera rendu exécutoire par une ordonnance du président du tribunal de première instance dans le ressort duquel il a été rendu; à cet effet, la minute du jugement sera déposée dans les trois jours par l'un des arbitres au greffe du tribunal.

» S'il avait été compromis sur l'appel d'un jugement, la décision arbitrale sera déposée au greffe de la Cour d'appel et l'ordonnance rendue par le président de ce tribunal...

Le président du tribunal peut refuser son exequatur « si le jugement arbitral lui semble contenir quelques dispositions contraires à la loi, à l'intérêt public ou à celui des personnes mises spécialement sous la protection de la loi » (Riom, 21.2.55, D. P. 59.5.29).

Enfin, l'article 1923, traitant des règles d'appel, indique que « l'appel des jugements arbitraux sera porté, savoir : devant les tribunaux de première instance pour les matières qui, s'il n'y eût point eu d'arbitrage, eussent été, soit en premier, soit en dernier ressort de la compétence des juges de paix : et devant les cours d'appel pour les matières qui eussent été, soit en premier, soit en dernier ressort, de la compétence des tribunaux de première instance. »

Bien que, selon les dispositions de l'article 1022, « les jugements arbitraux ne puissent, en aucun cas, être opposés à des tiers », il s'ensuit qu'ils sont des titres exécutoires lorsque l'exequatur du tribunal leur est conféré pour les parties en cause. Seul le ministre, par un règlement, peut étendre à toute une profession, lorsque la demande lui en est faite, les décisions d'une sentence arbitrale rendue entre un groupe de patrons et d'employés ou ouvriers, ont décidé les lois de 1936.

II. — Deuxième catégorie d'actes exécutoires.

4^o *Les actes notariés.*

Ces actes ont conservé le privilège d'emporter exécution parée comme les jugements : cette exception est due au fait que le notaire fut longtemps reconnu comme un véritable juge¹, et la loi du 25 ventôse an XI, article 19, la consacre en ces termes : « Tous actes notariés feront foi en justice et seront exécutoires » dans toute l'étendue de la République. »

L'engagement pris devant notaire présente, en effet, un tel caractère de certitude, que le titre fait légalement foi, à charge pour le débiteur qui en contesterait les termes, de faire opposition à l'exécution et de s'adresser à la justice.

Les actes en brevet, ne restant pas entre les mains du notaire ou d'un officier ministériel, on ne peut en délivrer d'expéditions munies de la formule exécutoire. Ils doivent donc être écartés, de même que les actes notariés imparfaits, qui ne peuvent être exécutoires parce que non authentiques (Code civil, art. 2213; Code procédure civile, art. 551).

On assimile aux actes notariés les *actes sous seing privé, reconnus* par le débiteur devant notaire, ou déposés par lui — ou son créancier — chez le notaire. Cet officier public dresse alors un acte de reconnaissance ou un acte de dépôt; il peut en délivrer des expéditions en la forme exécutoire.

Le *procès-verbal de conciliation* est aussi, pour ce qui est de l'exécution, assimilé à un acte notarié.

Cependant, malgré l'article 19 de la loi du 25 ventôse an XI, les actes notariés sont parfois soumis à des formalités de légalisation lorsqu'ils doivent être exécutés. Ces formalités ne doivent pas être confondues avec l'obligation des pareatis de l'ancien régime. Elles permettent de confirmer l'authenticité de la signature d'un notaire et n'ont lieu que lorsque les actes des notaires doivent être exécutés hors du ressort de la Cour d'appel (s'ils résident dans la ville où siège cette Cour), ou hors de leur département (s'ils ne résident pas près du siège de cette Cour).

L'article 28 de la même loi précise que cette légalisation peut émaner soit du président du tribunal de première instance de la résidence du notaire, soit du juge de paix de son canton.

¹ Voir *supra*, 1^{re} partie : « Ancien Droit ».

III. — Troisième catégorie d'actes exécutoires.

5° *Les actes passés en la forme administrative.*

Ce sont les contraintes, les états de recouvrement ou de perception, et les rôles nominatifs. Ces actes sont exécutoires en eux-mêmes et ne sont pas terminés par l'adjonction de la formule : en effet, la loi en a établi la rédaction et a, ce faisant, implicitement, consacré le principe de l'inutilité de la formule en cette matière. Ainsi, la loi du 13 avril 1898, en son article 54, décrète « les états et arrêtés par les ministres, formant titres de perception des rentes de l'Etat... *ont force exécutoire* jusqu'à opposition de la partie intéressée devant la juridiction compétente », mais l'article 14 du titre II du décret des 23-26 octobre 1792 précise bien que les actes contractuels de l'administration (ventes, baux, marchés...) sont assimilés aux actes notariés et emportent par voie de conséquence exécution forcée.

6° *Les décisions des juges administratifs.*

Le Conseil d'Etat, dans un avis du 5 février 1826, sur les Conseils de préfecture, mais dont l'application a été étendue à tous les jugements de l'ordre administratif pose, en principe, que la formule exécutoire ne peut être apposée sur les décisions administratives.

Les deux juridictions, administrative d'une part, civile d'autre part, constate l'avis précité « formant deux ordres de juridiction, » entièrement distinctes, dans leur contexture et leur objet, il y » aurait inconvénient à assimiler les formules employées dans les » jugements qui émanent de l'un et de l'autre. »

Ce principe a ses partisans et ses adversaires. Il ne nous appartient pas d'en apprécier les fondements historiques. L'état actuel de la question est, en fait, le suivant :

a) La loi du 22 juillet 1889, dans son article 49, paragraphe 2, déclare que, par eux-mêmes, les arrêtés des Conseils de préfecture sont exécutoires — cependant, en matière de comptabilité publique, le célèbre décret du 31 mai 1862, article 634, exige la formule exécutoire.

b) La formule suivante (prévue par l'article 24 de la loi du 24 mai 1872, arrêtée par l'article 25 du règlement du 2 août 1879 et modifiée par l'article 64 de la loi du 18 décembre 1940) est apposée aux arrêts du Conseil :

« Au nom du peuple français,
 « Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux (ou la section
 du contentieux du Conseil d'Etat).

.....
 « Le Maréchal de France, Chef de l'Etat français, mande et
 » ordonne au ministre de..... en ce qui le concerne et à tous
 » huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit com-
 » mun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la
 » présente décision. »

Sont réputées *parties privées* toutes celles qui ne sont pas une administration publique et dont les propriétés ont le caractère d'un patrimoine privé.

A leur égard, les arrêts du Conseil d'Etat entraînent toutes les mesures employées par le droit commun pour assurer l'exécution de toutes décisions judiciaires : c'est-à-dire :

Saisie-exécution sur les biens meubles ;

Saisie-arrest sur les créances ;

Saisie immobilière sur les biens immeubles ;

Contrainte par corps (quelques cas exceptionnels sont prévus par la loi du 22 juillet 1867).

Ces arrêts entraînent également hypothèque, en vertu de la règle résultant des avis du Conseil du 16 thermidor an XII, 29 octobre 1811, 24 mars 1812.

Toute difficulté au sujet de l'exécution d'un arrêt de la haute juridiction administrative doit être portée devant les tribunaux judiciaires. Cependant, si l'opposition faite à la mesure d'exécution résulte d'une difficulté sur le sens et la portée de l'arrêt, c'est au Conseil d'en fixer l'interprétation. Cette question préjudicielle réglée, le tribunal judiciaire jugera au fond si la mesure d'exécution contestée relève du droit commun.

En ce qui concerne l'exécution à l'égard de l'Etat, il appartient au ministre compétent désigné par le Conseil de déférer au mandement apposé au bas de l'arrêt. Mais aucune voie de contrainte judiciaire ou administrative ne peut l'y obliger. En effet, les biens de l'Etat sont insaisissables et personne ne peut, par ailleurs, se substituer à l'autorité du ministre pour mandater d'office, dans la limite des crédits dont il dispose, le paiement des sommes auxquelles l'Etat est condamné.

En se soumettant librement aux décisions du Conseil, le ministre n'accomplit donc qu'un acte de déférence. S'il refusait l'ordonnement ou ajournait une demande de crédits destinée à faire face aux dépenses comportées par la condamnation, il n'y aurait plus d'autres recours possible que celui mettant en jeu la responsabilité ministérielle.

c) Enfin, la formule exécutoire est nécessaire sur les expéditions des arrêts de la Cour de cassation.

IV. — Quatrième catégorie d'actes exécutoires.

7^o *Les jugements et actes étrangers.*

Personne, le Chef de l'Etat excepté qui, quelquefois, délègue ce pouvoir (par exemple à des officiers ministériels, les huissiers) n'a la faculté de mettre en mouvement la force publique de notre pays par une réquisition.

L'article 546 du Code de procédure civile dispose, en conséquence, que « les jugements rendus par les tribunaux étrangers et » les actes reçus par les officiers étrangers, ne seront susceptibles » d'exécution en France que de la manière, et dans les cas prévus » par les articles 2123-2128 du Code civil. »

Ces articles disposent que :

a) Les *jugements* devront être « déclarés exécutoires par un » tribunal français, sans préjudice des dispositions contraires » qui peuvent être dans les lois politiques ou les traités » (article 2123).

Le système de la jurisprudence française est que les tribunaux n'accordent d'exequatur qu'après une révision complète de l'affaire pour s'assurer de la légitimité de la décision.

b) Les *sentences arbitrales* « doivent être revêtues de l'ordonnance judiciaire d'exécution » (art. 2123).

Le système généralement admis par la jurisprudence est que la volonté des parties fait foi entre elles et l'exequatur est accordé dès que l'examen révèle que ces sentences ne contiennent rien de contraire à l'ordre social.

c) Les *actes exécutoires étrangers* ne peuvent être exécutoires en France « s'il n'y a des dispositions contraires à ce principe dans les lois politiques ou dans les traités » (art. 2128).

Il n'est pas possible, en conséquence, de les soumettre à la formalité de l'exequatur. Une instance en justice devra donc être engagée et quand le tribunal aura statué comme il l'eut fait pour un acte sous seing privé, ce n'est pas l'acte étranger, mais le jugement du tribunal qui sera mis à exécution.

ANNEXE II

I. — Est-il exact de dire que l'huissier est le mandataire de son client ?

a) *Thèse du mandat.*

Le tribunal de Montpellier, le 26 février 1921 (voir *supra*, II^e partie, chapitre I^{er} : « L'huissier », § 3 « Responsabilité ») décide « qu'en admettant donc que Me... (l'huissier poursuivi) eût » reçu l'ordre de ne pas instrumenter contre A., il était libre de » ne tenir aucun compte de cet ordre — (qui émanait du Procureur de la République) — puisqu'il ne pouvait ignorer, qu'agissant dans la limite de ses attributions, il n'encourait aucune » sanction disciplinaire, pour ces motifs, dit et juge que Me... était » et est tenu de remplir le mandat à lui confié et par lui accepté : » dit et juge qu'en ne le remplissant pas il a commis une faute » qui engage sa responsabilité; dit et juge que faute par lui de » le remplir dans un délai de quinze jours, à dater de la signification du présent, il sera fait droit sur les dommages-intérêts par lui encourus. »

Le tribunal de Colmar, le 2 mars 1938, s'exprime en ces termes : « Attendu que le tribunal a considéré en substance que » Me A..., en n'exécutant pas le mandat qu'il avait cependant » accepté... qu'aucune faute professionnelle n'avait, de ce fait, » été commise par lui... s'est heurté à une impossibilité morale et » professionnelle d'exécuter... dont il a informé son mandat... n'a » commis ni une faute, professionnelle ni une faute susceptible » d'engager soit sa responsabilité contractuelle, soit sa responsabilité délictuelle... »

Dans ces deux espèces, soit au cours de la procédure, soit dans les arrêts, les parties, de même que les juges, ont considéré que l'huissier est un mandataire chargé de remplir un mandat de droit privé, tel qu'il est défini par les articles 1984 et suivants du Code civil. Le *Répertoire pratique* (« Huissier », n° 14, 80 et s.) cite nombre d'arrêts appuyant cette thèse.

b) *Thèse opposée : l'huissier est un agent public.*

M. Jèze (*Principes généraux du droit administratif*, t. I, p. 277) écrit : « La loi fait aux agents d'exécution un devoir fonctionnel » de réaliser — (l'exécution des décisions de justice) —, au besoin

» par la force, sur la demande des parties intéressées..... La
 » demande des parties est la condition pour que leur activité
 » s'exerce : cette condition remplie, elle *doit* exercer. »

Cet auteur précise sa pensée (*op. cit.*, t. II, p. 261) et déclare que l'huissier à qui une expédition d'un jugement est remise, doit exécuter les décisions de la justice; ce faisant, il est, en qualité d'officier ministériel, un agent public.

Glasson et Tissier professent la même opinion (*Traité de procédure*, 1925, t. I, p. 360).

« Les huissiers sont des officiers publics... ils ne peuvent refuser
 » leur ministère... ils ne sont pas non plus, quand ils signifient
 » des actes de leur ministère ou procèdent à des mesures d'exécution forcée, de simples mandataires de leurs clients : ils sont des
 » officiers publics. »

MM. Toulemon et Blin (*op. cit.*, pp. 72 et sq.) précisent la mission de l'huissier et son rôle, défendent la même thèse. De plus, ne peut-on pas remarquer que leurs honoraires sont fixés par la loi, quel que soit leur client, alors que dans un mandat salarié, le montant de la rémunération « juste et convenable », « en proportion avec le service rendu » (Limoges, 24 juin 1874, sous Req., 29 juill. 1875, D. P. 76.1.161) est variable très souvent, en considération du mandant.

c) Conséquences.

M. Appleton (note D. P. 1940.2.15) tire les conséquences de cette thèse que nous adoptons :

« Il suit de là que la responsabilité de l'huissier, chargé d'exécuter une décision judiciaire, n'est pas régie par les textes du Code civil relatifs à la responsabilité du mandataire privé, mais par les principes du droit public régissant la responsabilité des fonctionnaires. Ainsi, par exemple, il ne serait pas vrai de dire que la responsabilité de l'huissier doit être appréciée plus sévèrement que celle d'un autre agent public dont les services sont gratuits sous le prétexte que l'huissier reçoit un salaire : ici ne s'applique pas l'article 1992 du Code civil. L'huissier sera responsable du dommage causé dans l'accomplissement ou par l'inaccomplissement de sa mission d'exécuter des décisions judiciaires toutes les fois que le dommage proviendra de sa faute personnelle et non lorsqu'il sera le résultat d'un simple fait de service (Jèze, *op. cit.*, I, pp. 275, 291-297). Cette faute personnelle devra, selon les cas, être d'une plus ou moins grande gravité pour que la responsabilité de l'huissier soit engagée : cette gravité nécessaire pour qu'il y ait faute per-

» sonnelle sera appréciée suivant la nature du service public envi-
» sagé. » (Hauriou, *Précis de droit administratif*, 12^e édit., p. 525;
Appleton, *Traité élémentaire du contentieux administratif*, n^o 126,
Rep. prat. V^o. « Responsabilité civile », n^o 346, et suiv.)

Mais si l'huissier est « un fonctionnaire chargé d'un service
public », *n'est-il pas obligé d'obéir aux circulaires ministérielles,*
et la thèse de la Cour de Colmar ne reçoit-elle pas, de ce fait, une
confirmation indirecte?

ANNEXE III

La proposition Lémery.

La loi du 7 février 1933, n'ayant pas eu les résultats souhaités,
M. le Sénateur Lémery proposait de modifier ainsi l'article 234 du
Code pénal (*J. O.*, débats parlementaires, 3-21-36).

« Tout fonctionnaire de l'ordre judiciaire ou administratif qui
a l'obligation de requérir à la force publique pour assurer l'exé-
cution des décisions de justice, et qui néglige ou refuse de remplir
cette obligation, sera puni de la destitution ou d'un emprisonne-
ment pouvant aller de 1 à 2 ans, ou de l'une de ces deux peines
seulement. Le fonctionnaire qui se sera rendu coupable du délit
prévu à l'article précédent pourra être cité devant la chambre
criminelle de la Cour de cassation, qui sera son juge en premier
et dernier ressort. »

« Les commandants et officiers de la force publique sont tenus
de prêter main forte lorsqu'ils sont légalement requis. »

Il ne nous paraît pas que la modification proposée par M. le
sénateur Lémery eût apporté quelque changement à la conduite
des Procureurs de la République. Tenus à l'obéissance aux ordres
du Garde des Sceaux, leur responsabilité, quand ils déféraient
aux ordres de leur supérieur hiérarchique, eût été à couvert. Tout
au plus, cette proposition de loi décèle-t-elle l'inquiétude qui
régnait alors dans les esprits, inquiétude dont M. le bâtonnier
Payen et MM. Toulemon et Blin, pour ne citer qu'eux, se sont
faits les interprètes éloquents.

ANNEXE IV

A. Les principales anciennes circulaires et la doctrine ministérielle de la relativité de la force exécutoire des décisions de justice.**1. Circulaire du 8 janvier 1932.**

Bureau des
lois de guerre.

Le Garde des Sceaux, ministre
de la Justice à Monsieur le
Procureur général près la Cour
d'appel de

Circulaire.

La situation exceptionnelle provoquée par la crise de chômage qui sévit actuellement sur le territoire est susceptible d'avoir, au point de vue locatif, des répercussions sur lesquelles je crois devoir appeler votre attention.

Certains locataires, momentanément privés des ressources de leur travail, peuvent se trouver dans l'impossibilité de tenir leurs engagements et faire l'objet, de ce fait, de poursuites judiciaires qui les obligeraient à abandonner les lieux qu'ils occupent, au risque de se trouver sans abri.

Je n'ai pas besoin de m'étendre sur les conséquences qu'entraîneraient pour les intéressés et pour leur famille des mesures d'expulsion dont la simple éventualité heurte, dans les circonstances présentes, les sentiments naturels d'humanité.

Il importe donc de prendre les dispositions nécessaires pour qu'elles soient aussi peu nombreuses que possible. Il conviendra, notamment, que vos substituts interviennent, le cas échéant, auprès des propriétaires poursuivants pour les inciter à user des plus grands ménagements à l'égard de ceux de leurs locataires que le chômage et la misère mettent momentanément dans l'impossibilité de payer régulièrement leur loyer.

Aucune expulsion de locataire en chômage ne devra, d'autre part, être autorisée sans qu'ait été assuré dans des conditions convenables l'hébergement des intéressés et de leur famille.

En cas de difficulté, vous aurez soin de m'en référer.

Vous voudrez bien donner à vos substituts des instructions en conséquence, et tenir la main à ce que mes prescriptions soient strictement observées. Je sais que je puis compter, à cet égard, sur votre autorité et sur votre vigilance.

Léon BÉRARD.

2. Circulaire du 12 janvier 1932.

Le 16 janvier 1932.

Le Procureur général près la Cour
d'appel à M. le Procureur de la
République.

Je vous adresse, ci-dessous, copie d'une circulaire de M. le Garde des Sceaux, aux prescriptions de laquelle vous voudrez bien vous conformer, mais seulement en ce qu'elle concerne l'intervention des Parquets.

Il appartiendra à M. le Premier Président de donner aux magistrats du siège, par l'intermédiaire de leur Président, toutes directives qu'il jugera opportunes en ce qui concerne l'application de l'article 1244 du Code civil.

Vous n'aurez, quant à vous, à vous inspirer des instructions de M. le Garde des Sceaux qu'à l'occasion des conclusions que vous serez amené à prendre.

Vous ne manquerez pas, d'autre part, de déférer aux instructions de la Chancellerie, en ce qui concerne son désir d'être consultée *avant tout acte d'exécution sur les mesures en vigueur qui pourraient être entreprises à l'égard des cultivateurs, et, à cet effet, vous prescrirez aux huissiers de votre arrondissement de n'entreprendre aucune de ces mesures sans vous en avoir référé et attendu vos instructions qui seront précédées des miennes.*

Le Procureur général.

Ministère de la Justice

Paris, le 12 janvier 1932.

Bureau des
lois de guerre.

Le Gardes des Sceaux, ministre
de la Justice à M. le Premier
Président, à M. le Procureur
général près la Cour d'appel de

Les difficultés économiques mondiales, dont les efforts se font sentir dans tous les domaines, sont susceptibles de mettre certains débiteurs dans l'impossibilité momentanée d'exécuter intégralement leurs obligations.

Dans un intérêt d'ordre général, il convient d'éviter que leur situation malheureuse, résultant de circonstances indépendantes

de leur volonté et de leurs actes, n'entraîne pour eux des conséquences irréparables.

Il importe notamment qu'il leur soit fait une application aussi large et aussi bienveillante que possible des dispositions de l'article 1244 du Code civil.

Je vous prie d'appeler sur ce point l'attention des magistrats. Il appartiendra sans doute aux juges de décider, en toute indépendance, à l'occasion des cas d'espèce qui leur seront soumis, si les délais doivent être accordés, mais je suis assuré que, toutes les fois qu'ils se trouveront en présence de débiteurs cruellement éprouvés, ils fourniront à ceux-ci le moyen de se libérer par acomptes de dettes dont le montant total ne pourrait être immédiatement payé.

L'initiative des Parquets trouvera également matière à s'exercer dans bien des cas. Leur action conciliante et temporisatrice ne manquera pas d'avoir la plus heureuse influence sur la solution des difficultés qui pourront se présenter.

À cet égard, vous voudrez bien signaler tout spécialement à vos substituts la situation des agriculteurs pour certains desquels la crise actuelle revêt un caractère particulier de gravité. Empêchés, par suite de circonstances, de payer leur fermage à la date convenue, ils sont exposés à être mis en demeure de se libérer ou d'évacuer les lieux qu'ils occupent. J'ai été amené à faire à ce sujet à la tribune de la Chambre des Députés, le 16 décembre dernier, des déclarations dont vous voudrez bien vous inspirer.

Je désire, au surplus, être consulté, avant tout acte d'exécution, sur les mesures de rigueur qui pourraient être éventuellement entreprises à l'égard des cultivateurs et j'aime à croire que vos substituts auront à cœur, par leur vigilance et leurs judicieuses interventions, d'en réduire le nombre.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire.

Léon BÉRARD.

Pour ampliation,
le Conseiller d'Etat
Directeur des Affaires civiles et du Sceau
FRÉMICOURT.

3. *Circulaire du 21 juillet 1932.*

Ministère
de la Justice.

Bureau des
lois de guerre.

Baux à ferme.

Le Garde des Sceaux, ministre de
la Justice, à M. le Procureur
général près la Cour d'appel
de

Mon attention a été à nouveau appelée sur le cas de certains fermiers agricoles dont la situation serait gravement compromise par la mévente des produits de leurs exploitations. Beaucoup d'entre eux éprouveraient des difficultés très sérieuses pour payer leur fermage et des propriétaires entreprendraient à leur encontre des actes d'exécution.

En présence de faits de cette nature, ma Chancellerie vous a précédemment invité, par une circulaire en date du 12 janvier dernier, à user envers cette catégorie de débiteurs d'une large bienveillance. Le petit nombre des affaires dont elle a été saisie me permet de croire que l'initiative des Parquets s'est heureusement exercée en ce domaine et que leur intervention auprès des officiers ministériels et bailleurs a permis l'octroi amiable de délais ou la conclusion de transactions.

Je vous prie néanmoins de rappeler ces instructions à vos substituts et de leur signaler l'intérêt qu'elles revêtent en cette période de l'année. Il importe en effet de ne pas compromettre par des poursuites précipitées et inopportunes des situations susceptibles d'une prochaine amélioration.

Vous voudrez bien tenir la main à ce que ces prescriptions soient exactement suivies et vous aurez soin de m'en référer avant tout acte d'exécution.

Je me plais à penser d'ailleurs que l'esprit de conciliation et de mesure des magistrats et des officiers ministériels continuera à s'employer utilement à réaliser un apaisement dont bénéficieront également propriétaires et fermiers exploitants.

Signé : René RENOULT

4. *Dépêche du 4 avril 1933.*

Le 4 avril 1933.

Le Procureur général
à M. le Procureur de la République,

Je reçois de M. le Garde des Sceaux la dépêche suivante, aux prescriptions de laquelle je vous prie de vous conformer.

Il m'est signalé que certains officiers ministériels, s'inspirant des instructions générales de la Chancellerie, se refusent à prêter leur concours pour procéder à des *saisies-exécution tendant au recouvrement d'impôts directs* dont sont redevables des agriculteurs.

Je crois devoir vous signaler, afin de dissiper toute équivoque à cet égard, que les mesures de temporisation et de bienveillance envisagées à l'égard des cultivateurs le sont en considération des dispositions de la loi qui vient d'être adoptée par le Parlement sur la révision des baux à terme et la réduction du montant des loyers. *Elles ne visent donc, en principe, que le cas de ceux d'entre eux qui se trouvent poursuivis pour retard dans le paiement de leurs fermages.* Sauf situation tout à fait exceptionnelle, *il convient, en toute autre circonstance et spécialement en matière fiscale,* de laisser la procédure normale suivre normalement son cours. Je vous prie de vouloir bien prendre les dispositions nécessaires pour qu'à l'avenir aucune confusion ne puisse se produire de ce chef.

Le Procureur général.

5. *Circulaire du 20 novembre 1933.*

Ministère de la Justice.

Bureau des
lois de guerre.

Loyers
Circulaire

Le Garde des Sceaux, ministre de
la Justice, à M. le Procureur
général près la Cour d'appel
de

Par suite des circonstances économiques actuelles, nombre de cultivateurs se heurtent à de grosses difficultés pour réunir les fonds nécessaires à l'exécution des engagements qu'ils ont contractés envers leurs propriétaires ou tout autre créancier. Ils s'en suivent, à leur encontre, des procédures de saisie ou d'expulsion qui risquent d'entraîner pour eux des conséquences fatales.

Certes, je ne saurais méconnaître le droit pour les créanciers de prendre les dispositions propres à assurer la sauvegarde de leurs intérêts. Mais il m'apparaît qu'à cet égard, l'application de mesures conservatoires constitue, en principe, une garantie suffisante, *sans qu'il soit besoin de recourir*, à moins de circonstances tout à fait spéciales, *à des mesures d'exécution*.

Je considère, en conséquence, que toutes les fois qu'il en trouve l'occasion, le Parquet a le devoir d'intervenir auprès de la partie poursuivante pour tenter de l'amener à une juste appréciation des faits et l'inciter, dans son intérêt même, à faire preuve de modération et de bienveillance à l'égard des cultivateurs poursuivis, qu'il est souhaitable de voir bénéficier d'une large application de délais et facilités de paiement que permet d'accorder l'article 1244 du Code civil.

Je ne puis, au surplus, que m'en référer à ce sujet aux déclarations que j'ai été amené à faire à la tribune de la Chambre des Députés le 16 novembre dernier (*J. O.*, D. P., p. 4169) et je vous prie de vouloir bien inviter vos substituts à s'en inspirer dans le règlement des cas d'espèces qui leur seront soumis.

Signé : A. DALIMIER

Pour ampliation

Le Conseiller d'Etat

Directeur des Affaires civiles et du Sceau.

6. Circulaire du 22 novembre 1934.

Ministère
de la Justice

Direction civile
2^e Bureau

Loyers
Circulaire

Le Garde des Sceaux, ministre de
la Justice à M. le Procureur
général près la Cour d'appel de

Je constate que les questions se rapportant aux expulsions de locataires font l'objet, de la part des Parquets généraux, de communications de plus en plus nombreuses. Sans doute les circonstances peuvent-elles, dans certains cas, vous obliger à m'en référer, mais cette pratique ne saurait se généraliser.

A différentes reprises, votre attention a été appelée sur les particularités que présentent les affaires de cette nature. C'est

ainsi, notamment, que la situation des locataires atteints par le chômage, ainsi que celle des cultivateurs gênés par la mévente des produits de leur exploitation vous ont été spécialement signalées. *Il vous a été recommandé d'agir, à leur égard, avec bienveillance, de favoriser l'application, à leur profit, des délais et facilités de paiement prévus par la loi, d'aider au règlement transactionnel de leurs différends* et de veiller à ce qu'il soit pourvu, en toute hypothèse, aux mesures d'assistance nécessitées par leur situation.

Ces recommandations n'ont, à l'heure actuelle, rien perdu de leur opportunité et je désire que vous continuiez de tenir la main à ce qu'elles soient strictement conservées. En vous y conformant, vous devez être amené à résoudre, par l'intermédiaire de vos substituts, la plupart des conflits qui peuvent vous être soumis. Il vous appartient, au surplus, de prescrire, en cas de difficultés particulières, les mesures qui vous paraissent les mieux appropriées aux circonstances.

Je compte, à cet égard, sur votre esprit d'initiative, sur votre sagesse et votre clairvoyance, pour concilier le respect des principes de justice et d'humanité, sans qu'il soit besoin de recourir, à moins de cas tout à fait exceptionnels, à l'intervention de la Chancellerie.

G. PERNOT.

7. Circulaire du 3 janvier 1935.

Ministère
de la Justice

Direction civile
2^e Bureau

Le Garde des Sceaux, ministre de
la Justice à M. le Procureur
général près la Cour d'appel

Loyers

A l'occasion de la discussion de projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1935, la Chambre des Députés, dans sa séance du 21 décembre dernier, s'est préoccupée de la situation des locataires atteints par le chômage et notamment des expulsions dont certains d'entre eux se trouveraient menacés pour le 15 janvier prochain.

J'appelle votre attention sur les déclarations qui ont été faites à ce sujet par M. le Président du Conseil (*J. O.* du 22 décembre 1934, *Débats Parlementaires*, p. 3375) et je vous prie de vouloir bien inviter vos substituts à s'en inspirer dans le règlement des cas d'espèce dont ils pourraient être éventuellement saisis.

Il vous appartiendra de leur prescrire, suivant les circonstances, toutes autres mesures qui vous paraîtront opportunes pour parer aux difficultés susceptibles de se produire, et je ne puis, au surplus, que m'en référer, à cet égard, aux recommandations qui vous ont été précédemment faites en la matière.

Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice,
Par autorisation, le Conseiller d'Etat,
Directeur des services.

8. Circulaire du 10 juillet 1935.

Ministère.
de la Justice
Direction civile
2^e Bureau

Le Garde des Sceaux, ministre
de la Justice à M. le Procureur
général près la Cour d'appel de

Loyers

L'approche du terme du 15 juillet prochain me fait un devoir d'appeler une fois de plus votre attention sur la situation pénible des locataires qui, en raison de la crise économique, se trouvent sans travail et, de ce fait, se voient menacés d'expulsion parce qu'ils sont dans l'impossibilité de faire face au paiement de leurs loyers.

Ce sujet de préoccupation n'est pas nouveau. A différentes reprises déjà mes prédécesseurs s'en sont inquiétés et en vous reportant aux instructions générales qu'ils vous ont adressées, vous vous pénétrerez de l'esprit bienveillant dont a toujours été animée la Chancellerie à l'égard notamment des locataires atteints par le chômage.

Les raisons de cette sollicitude n'ont malheureusement rien perdu de leur valeur et je ne saurais trop insister pour que les Parquets apportent à l'examen des cas d'espèce de cette nature qui leur sont soumis la plus large bienveillance et la plus grande modération.

Ces recommandations s'appliquent non seulement aux mesures d'expulsion qui pourraient être envisagées, mais d'une façon générale, à toutes poursuites exercées contre des débiteurs malheureux, victimes de circonstances indépendantes de leur volonté.

L'action de vos substituts trouvera particulièrement matière à s'exercer en la circonstance, soit en favorisant l'application de mesures de temporisation, soit en aidant, par leur autorité et leur

influence, à un rapprochement des parties, basé sur une juste et saine appréciation de la situation.

Vous voudrez bien, à cet égard, leur rappeler l'importance du rôle qu'ils ont à remplir, dans l'intérêt de la paix sociale et du bien public.

Je ne doute pas qu'ils apportent à l'accomplissement de cette tâche toutes les ressources de leur initiative et de leur expérience et je compte, au surplus, sur votre vigilance et votre fermeté pour assurer la stricte observation des dispositions prescrites.

Vous aurez soin de m'accuser réception de la présente circulaire.

Signé : LÉON BÉRARD.

9. Circulaire du 24 décembre 1935.

Direction civile

2^e Bureau

Loyers

Le Garde des Sceaux, ministre de
la Justice à M. le Procureur
général près la Cour d'appel de

Les circonstances présentes me font un devoir d'appeler une nouvelle fois votre attention sur la situation des locataires de bonne foi qui, privés momentanément des ressources de leur travail par suite du chômage, se trouvent dans l'impossibilité de faire face à leurs obligations et font l'objet de poursuites judiciaires tendant à les priver de leur logement.

Les rigueurs de la mauvaise saison, plus dure à supporter par ceux qu'atteint la misère, exigent que toutes dispositions soient prises pour restreindre dans toute la mesure possible le nombre des expulsions. Chaque demande de sursis devra donc faire de votre part l'objet d'un examen, bienveillant empreint des sentiments naturels d'humanité.

Me référant aux directives de mes prédécesseurs et à celles que je vous ai moi-même adressées, j'insiste plus particulièrement sur la nécessité de ne laisser procéder aux mesures d'expulsion que sous réserve d'hébergement, dans des conditions satisfaisantes d'hygiène et de salubrité, surtout lorsqu'il s'agit de locataires ayant la charge d'une famille.

Je vous prie de vouloir bien donner des instructions conformes à vos substituts, et je vous laisse au surplus le soin de prescrire, dans chaque cas d'espèce qui vous sera soumis, telles mesures que vous jugerez opportunes, dans le sens des indications qui précè-

dent, et sans qu'il soit besoin d'en référer à ma Chancellerie, à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire.

Signé : LÉON BÉRARD.

10. *Circulaire du 12 février 1936.*

Ministère
de la Justice

Direction civile
2^e Bureau

Loyers.

Le Garde des Sceaux, ministre de
la Justice à M. le Procureur
général près la Cour d'appel de

Circulaire.

A différentes reprises, mes prédécesseurs ont appelé toute votre attention sur la situation des locataires de bonne foi privés des ressources de leur travail par suite du chômage, des cultivateurs gênés par la mévente des produits de leur exploitation et des commerçants atteints par la crise économique, qui se trouvent momentanément dans l'impossibilité de faire face au paiement de leurs loyers et font l'objet de poursuites judiciaires de la part de leurs propriétaires.

Une récente circulaire du 24 décembre 1935 vous invitait, en raison de la température hivernale, à prendre toutes dispositions opportunes, en vue de restreindre, dans toute la mesure possible, le nombre des expulsions, notamment de celles des locataires chômeurs.

Les circonstances présentes et les rigueurs de la saison s'aggravant me font un impérieux devoir de vous renouveler ces prescriptions.

J'ajoute que dans un souci élémentaire de justice et d'humanité, il importe d'éviter que des locataires atteints par la misère, puissent être obligés, avec leur famille, d'abandonner les lieux qu'ils occupent et se trouvent sans abri au cours de l'hiver.

C'est ainsi que le Gouvernement, profondément ému par la gravité de cette situation exceptionnelle qui, même atténuée par l'action vigilante et bienfaisante des magistrats, reste dangereuse, se propose de soumettre incessamment à l'examen du Parlement des mesures tendant à protéger efficacement le locataire chômeur, tout en respectant les autres intérêts légitimes en cause.

J'ai tenu à vous signaler cet état de choses, *afin que les locataires de bonne foi, dont le cas serait digne d'intérêt, ne se trouvent pas privés, en principe, du bénéfice des mesures sur lesquelles les Chambres seront éventuellement appelées à se prononcer.*

Je compte sur votre prudence et votre activité pour seconder les desseins du Gouvernement inspirés par la sauvegarde des intérêts généraux du pays et de la paix sociale.

Yvon DELBOS.

Pour ampliation :

Le Conseiller d'Etat

Directeur des Affaires civiles et du Sceau :

11. Circulaire du 6 juin 1936.

Ministère
de la Justice

Direction civile
2^e Bureau

Circulaire.

Le Garde des Sceaux, ministre de
la Justice, à M. le Premier Pré-
sident de la Cour d'Appel de
à M. le Procureur Général près,
la Cour d'appel.

Le redressement de la situation économique qui est à la base du programme du Gouvernement ne saurait être entrepris qu'à la condition que la paix et la sécurité sociales soient assurées d'une façon complète et dans les meilleures conditions de justice et d'humanité.

Par suite de la crise sans précédent qui paralyse l'activité commerciale et industrielle du pays, sans épargner non plus notre production agricole, nombre de débiteurs de bonne foi rencontrent des difficultés insurmontables pour faire face aux engagements qu'ils ont contractés envers leur propriétaire ou tout autre créancier. Il en résulte à leur encontre des procédures de saisie, d'exécution ou d'expulsion qui risquent d'avoir pour eux des conséquences fatales sans que leurs créanciers puissent, en raison de l'état économique actuel, en retirer un profit réel et susceptible de justifier le trouble social qu'entraînent des mesures aussi rigoureuses.

Certes, il ne saurait être question de dénier aux créanciers le droit de prendre *en cas de nécessité* les dispositions propres à assurer la sauvegarde de leurs intérêts. *Mais l'application des mesures conservatoires doit constituer en principe une garantie suffisante sans qu'il y ait lieu de recourir à des actes d'exécution.*

Il m'apparaît, en conséquence, que le Parquet a le devoir impérieux d'exercer son action vigilante et bienfaisante en faveur de tous les débiteurs malheureux et de bonne foi, locataires atteints par le chômage et menacés d'être expulsés, cultivateurs gênés par la mévente des produits de leur exploitation, commerçants dont les entreprises ont périclité par suite des circonstances économiques ou pour tout autre motif indépendant de leur volonté et qui se trouvent exposés à perdre leurs moyens d'existence.

Les magistrats du Parquet devront donc, par une liaison étroite et constante avec les officiers ministériels de leur ressort, *se tenir au courant de toute procédure d'exécution et intervenir à l'occasion de chaque cas d'espèce*, soit en vue d'aboutir, par un rapprochement entre les parties, à un règlement amiable de la situation, soit, dans le cas où un accord s'avérerait impossible, *afin de prescrire dans l'esprit le plus libéral toutes les mesures de temporisation jugées opportunes*.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que, dans tous les cas où il s'agira de débiteurs ayant des charges de famille ou une situation personnelle particulièrement digne d'intérêt, l'action tutélaire des parquets devra s'exercer d'une manière d'autant plus pressante et efficace.

Vous voudrez bien donner à vos substituts des instructions en ce sens et veiller avec le plus grand soin à la stricte observation de ces prescriptions.

Vous ne manquerez pas, au surplus, de m'en référer en cas de difficultés exceptionnelles.

Marc RUCART.

Pour ampliation :

Le Conseiller d'Etat,

Directeur des Affaires civiles et du Sceau :

Pierre BRACKE.

12. Circulaire du 25 août 1936.

Ministère
de la Justice

Direction civile
2^e Bureau

Loyers

Circulaire.

Le Garde des Sceaux, ministre de
la Justice à M. le Procureur Gé-
néral près la Cour d'appel de

Le Parlement vient d'adopter diverses dispositions qui témoignent de sa bienveillance à l'égard des victimes de la crise économique.

On ne peut méconnaître que, parmi les personnes les plus gravement touchées par les circonstances actuelles, les chômeurs se trouvent au nombre de celles qui sont le plus particulièrement dignes d'intérêt.

A maintes reprises, la Chancellerie a déjà attiré votre attention sur la situation de cette catégorie de débiteurs et les Parquets, dans l'exécution des instructions qui leur ont été adressées en cette matière, n'ont cessé de faire preuve de l'esprit le plus libéral dans des conditions auxquelles je me plais à rendre un hommage justement mérité.

Il existe cependant encore bien des cas où des chômeurs chargés de famille se trouvent exposés à des poursuites et à des mesures d'exécution qui risquent d'accroître leur misère en diminuant leurs moyens d'existence ou en les privant de leur foyer.

J'estime, pour répondre aux préoccupations qui ont inspiré le législateur dans le vote des lois récemment promulguées, en vue de venir en aide à certains débiteurs malheureux, qu'il convient, pour les Parquets, de redoubler de vigilance et d'activité dans leurs interventions, afin d'assurer aux chômeurs leur maintien dans les lieux qu'ils occupent avec leur famille en attendant que le Parlement ait voté les textes réglant, d'une manière définitive, les rapports entre les locataires chômeurs et leurs propriétaires.

Il serait, en effet, profondément regrettable que, par des mesures d'expulsion exécutées hâtivement, les chômeurs puissent se trouver privés du bénéfice des dispositions qui sont susceptibles d'intervenir dans un avenir prochain à leur égard.

Marc RUCART.

13. Circulaire du 3 décembre 1936.

Ministère
de la Justice

1^{er} Bureau

Dettes 3

Circulaire

Le Garde des Sceaux, ministre de
la Justice à M. le Premier
Président de la Cour d'appel,
à M. le Procureur Général près
la Cour d'appel.

Il m'a été signalé que la loi du 20 août 1936, tendant à accorder des délais aux producteurs agricoles et modifiant l'article 1244 du Code civil ne serait pas interprétée par les tribunaux dans le sens libéral conforme au vœu du législateur.

Je ne puis, à cet égard, que vous rappeler les termes de ma cir-

culaire du 25 août 1936 précisant la portée des modifications apportées par la loi susvisée qui a donné au juge un pouvoir plus large d'accorder aux débiteurs malheureux et de bonne foi des délais que justifient les circonstances, et dont la durée ainsi que le point de départ sont fixés par les nouvelles dispositions légales.

Vous voudrez bien, en conséquence, signaler à nouveau aux magistrats de votre ressort l'intérêt essentiel qui s'attache en cette matière à tenir compte avant tout de la situation économique en général et, notamment, de celle de la catégorie sociale ou professionnelle à laquelle appartiennent les débiteurs intéressés.

Marc RUCART.

Pour ampliation :
Le Conseiller d'Etat,
Directeur des Affaires civiles et du Sceau :
Pierre BRACKE.

14. *Circulaire du 11 décembre 1936.*

Ministère
de la Justice
Direction civile
2^e Bureau

Loyers

Circulaire

Le Garde des Sceaux, ministre de
la Justice, à M. le Premier
Président de la Cour d'appel,
à M. le Procureur Général près
la Cour d'appel

Par suite de l'expiration de leur bail et du défaut d'entente avec leurs bailleurs sur les conditions du renouvellement du contrat, un certain nombre de fermiers s'inquiètent de l'obligation où ils vont se trouver d'abandonner les terres qu'ils ont cultivées et améliorées par leur travail, en même temps qu'ils seront contraints de réaliser leur outillage agricole dans des conditions tout à fait défavorables.

Les motifs de ces désaccords me paraissent devoir être, dans beaucoup de cas, plus apparents que réels et résulter le plus souvent d'une insuffisante compréhension par les parties de leurs propres intérêts auxquels se trouve lié l'intérêt général de l'agriculture.

Cette situation digne d'une sérieuse attention m'amène à vous rappeler le rôle conciliateur que les magistrats sont appelés

à remplir, dans les litiges qui leur sont soumis et qui a été nettement indiqué dans les textes qui ont récemment modifié les règles de la procédure.

Je ne doute pas que les magistrats de votre ressort, s'inspirant à la fois des intérêts bien compris des justiciables ainsi que des nécessités de l'agriculture et de la paix sociale, s'efforcent de tenter, avant de rendre leurs décisions, un rapprochement entre les parties, en vue d'aboutir à une entente facilitant une reconduction éventuelle du contrat.

D'autre part, je ne saurais trop recommander aux membres du Parquet, dont l'action doit en matière d'expulsion s'exercer d'une façon constante, de pratiquer, dans le même sens, une ultime intervention entre les intéressés, lorsqu'un accord n'aura pu se produire devant le juge et de n'autoriser les mesures d'exécution si préjudiciables en cette matière à tous les intérêts en cause que lorsque tout espoir d'entente aura disparu.

Ces interventions ainsi pratiquées avec toute la prudence désirable, mais aussi avec toute l'autorité qui s'attache aux fonctions judiciaires, me paraissent devoir procurer les plus heureux résultats et répondre aux préoccupations du Parlement, qui aura bientôt à examiner diverses propositions tendant à régler pour l'avenir les rapports entre bailleurs et fermiers.

| Marc RUCART.

Pour ampliation :

Le Conseiller d'Etat,

Directeur des Affaires civiles et du Sceau :

Pierre BRACKE.

15. *Circulaire du 5 juillet 1937.*

Comme suite à la circulaire de mon prédécesseur en date du 15 juin 1937, je vous informe que la Chambre des Députés vient d'adopter le texte du projet de loi déposé par le gouvernement, tendant à permettre l'octroi de nouveaux délais aux débiteurs agricoles.

Je vous prie, en conséquence, conformément aux vœux du Parlement, de faciliter, par les moyens en votre pouvoir, l'application en faveur des débiteurs visés par ce projet de loi, de toutes les mesures d'intervention officielle et d'arbitrage compatibles avec la législation en vigueur, afin que ceux-ci ne se trouvent pas privés, par une exécution hâtive, du bénéfice de la loi actuellement en discussion.

Je désirerais que vous me rendiez compte des cas dans lesquels, où malgré l'intervention des magistrats du Parquet, l'exécution aurait été poursuivie contre les débiteurs, en me faisant connaître les circonstances particulières de ces affaires.

Signé : V. AURIOL.

16. *Circulaire du 8 octobre 1937.*

Ministère
de la Justice

2^e Bureau
Loyers

Le Garde des Sceaux, ministre de
la Justice à M. le Procureur gé-
néral près la Cour d'appel de

Circulaire

M. le ministre des Finances et M. le ministre de la Santé Publique appellent tout particulièrement mon intérêt sur les graves inconvénients que comportent, tant pour les finances de l'Etat, que pour le fonctionnement normal des organismes d'Habitations à bon marché, de trop longs attermolements dans l'exécution d'expulsions de locataires d'immeubles soumis aux lois Ribot et Loucheur, ces poursuites n'étant exercées, en principe, par les sociétés d'habitations à bon marché qu'à l'encontre de locataires ou débiteurs de mauvaise foi.

Mes Collègues insistent donc pour que des mesures de bienveillance ne soient réservées, ainsi que le spécifient d'ailleurs les circulaires de la Chancellerie, qu'en faveur de locataires de bonne foi, victimes de la crise économique.

Tenant compte des observations ci-dessus, vous voudrez bien donner des instructions à vos substituts afin que les affaires d'expulsion intéressant les organismes d'habitations à bon marché soient examinées avec la plus grande attention, après que tous renseignements utiles auront été recueillis sur le compte des locataires débiteurs. Il m'apparaît qu'il y aurait intérêt à ce que les Parquets, lorsque des doutes pourraient s'élever sur la véritable situation des intéressés, entrassent en rapport avec les services du contrôle des habitations à bon marché à l'effet d'obtenir des renseignements précis permettant de prendre une décision en pleine connaissance des circonstances de l'affaire.

Vincent AURIOL.

Pour ampliation :

Le Conseiller d'Etat,
Directeur des Affaires civiles et du Sceau :
Pierre BRACKE.

17. *Circulaire du 6 octobre 1938.*

Ministère
de la Justice

2^e Bureau
Loyers

Le Garde des Sceaux, ministre de
la Justice à M. le Procureur
Général près la Cour d'appel de

Circulaire

Me référant à ma circulaire du 27 septembre, visant la situation des réservistes appelés à rejoindre leurs corps, je crois devoir souligner celle de certains locataires de locaux à usage d'habitation ou à usage professionnel.

Bien que la période de présence sous les drapeaux ait été aussi limitée que possible, il n'est pas exclu qu'un certain nombre de locataires, dont l'unique ressource est le produit de leur travail quotidien, ne soient pas en mesure, malgré les allocations dont ils ont pu bénéficier, de mettre de côté les sommes nécessaires pour s'acquitter complètement, au terme d'octobre, de leurs obligations envers leur bailleur.

Le motif de mobilisation que ces débiteurs peuvent invoquer me paraît devoir être retenu dans la mesure où, d'après les circonstances propres à chacun d'eux, il apparaît comme justifié. Aussi conviendrait-il, à mon avis, que les Magistrats du Parquet se missent en rapport avec les Présidents des Chambres de discipline d'huissiers pour leur recommander instamment d'intervenir auprès de leurs confrères chargés d'instrumenter, le cas échéant, contre ces locataires. J'ai confiance dans l'esprit modérateur et conciliant dont ces officiers ministériels ont déjà fait preuve à maintes reprises, pour que chaque fois qu'il est possible, sans frais de procédure exagérés, interviennent entre les parties des accords aux termes desquels, par exemple, le reliquat impayé pourrait être réparti sur les échéances à venir.

Ainsi que j'en exprimais l'espoir dans ma circulaire sus-visée, il est heureusement à prévoir que les juges des référés saisis éventuellement de demandes de délais de la part de locataires mobilisés dignes d'intérêt, n'hésiteront pas à contribuer, pour leur part, à cette œuvre d'apaisement. Dans la plupart des cas, il est même permis d'espérer que des délais raisonnables seront octroyés, pour éviter toutes difficultés, d'accord avec les bailleurs, dont l'intérêt doit dans les circonstances actuelles se concilier avec le sentiment de solidarité sociale.

Paul REYNAUD.

Pour ampliation :

Le Conseiller d'Etat,
Directeur des Affaires civiles et du Sceau,
Pierre BRACKE.

18. *Circulaire du 23 décembre 1938.*

Ministère
de la Justice
Direction civile
Loyers

Le Garde des Sceaux, ministre de
la Justice à M. le Procureur
Général, près la Cour d'appel de

Circulaire

Les rigueurs de la saison d'hiver sont de nature à aggraver péniblement la situation des locataires ou occupants sous le coup d'une expulsion.

Je suis certain que les magistrats du Parquet, chargés de l'exécution des jugements, n'ont pas manqué déjà d'envisager tous les ménagements possibles dans la réalisation des mesures qu'ils se trouvent obligés de prescrire. On ne saurait évidemment abandonner à l'inclémence de la température des locataires privés de leurs logements, surtout lorsqu'il s'agit de personnes âgées, infirmes ou malades, ou de chefs de famille ayant à leur charge de jeunes enfants. Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien, à moins que vous ne l'ayez déjà fait, *appeler spécialement sur ces cas dignes de sollicitude, toute l'attention de vos substituts et recommander à ces derniers, de n'ordonner des expulsions de locataires, qu'à condition que l'hébergement des intéressés soit assuré d'une façon satisfaisante et que toutes les mesures indispensables d'assistance aient été prises préalablement en leur faveur.* Dans les circonstances présentes, l'intérêt qui s'attache au respect des décisions de justice doit nécessairement se concilier avec le souci impérieux de l'humanité.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire.

Paul MARCHANDEAU.

Pour ampliation :
Le Conseiller d'Etat,
Directeur des Affaires civiles et du Sceau,

Pierre BRACKE.

19. *Circulaire du 27 décembre 1938.*

Ministère
de la Justice
Direction civile

Le Garde des Sceaux, ministre de
la Justice à M. le Procureur
Général près la Cour d'appel de

Loyers

Circulaire

Mon attention a été retenue dans de nombreuses affaires par la durée anormale des enquêtes effectuées par les Parquets sur la situation des locataires ou occupants sous le coup d'une expulsion.

Etant donné que, durant l'enquête, il est sursis à toute mesure à l'égard des intéressés, des retards parfois fort longs sont apportés à l'exécution des décisions de justice, alors que dans bien des cas il s'agit de locataires ou occupants qui ne sont ni malheureux, ni de bonne foi, ni dans une situation particulièrement digne d'intérêt et ne peuvent par conséquent prétendre à la bienveillance des pouvoirs publics.

De pareils atermoiements, quand ils sont sans motifs valables, ont fâcheusement impressionné l'opinion. Il importe d'y mettre fin, afin de réserver aux seuls locataires qui en sont vraiment dignes les interventions officieuses des Parquets. J'estime que les magistrats du Ministère public doivent être à même dans un bref délai, à partir du jour où ils sont saisis par les huissiers, de décider si les expulsions doivent ou non être immédiatement poursuivies et de prendre toutes dispositions en conséquence. De même, il doit être répondu très rapidement aux demandes de renseignements émanant de ma Chancellerie, à l'occasion d'expulsions, de manière à ne pas conférer à ceux qui en sont l'objet une position privilégiée.

Vous voudrez bien inviter vos substituts à conduire avec toute la célérité désirable leurs enquêtes sur le compte des locataires menacés d'expulsions et à veiller à ce que les précisions qu'ils demandent aux autorités judiciaires et administratives leur soient transmises le plus tôt possible. Il est en effet indispensable que les sentences des tribunaux en cette matière, comme dans les autres, conservent toute l'autorité et toute la force qui leur sont dues et que des retards non justifiés par les circonstances particulières de l'affaire n'entravent pas l'exécution.

Vous voudrez bien m'accuser réception des présentes instructions et tenir la main à leur stricte observation.

Paul MARCHANDEAU.

Pour ampliation :
Le Conseiller d'Etat,
Directeur des Affaires civiles et du Sceau,
Pierre BRACKE.

20. *Circulaire du 5 juin 1940.*

Ministère
de la Justice
Direction civile,

Le Garde des Sceaux, ministre de
la Justice à M. le Procureur
Général près la Cour d'appel

Loyers

Circulaire

Le décret du 1^{er} juin 1940 dont l'article 6 a abrogé le décret du 1^{er} juillet 1939 relatif au moratoire dont bénéficient les mobilisés pour le paiement de leurs loyers, a repris les dispositions principales de ce décret qu'il a insérées dans le nouvel article 11 du décret du 26 septembre 1939.

Me référant à ma circulaire du 15 avril 1940 relative notamment aux règles à observer en vue d'éviter toutes difficultés en matière de poursuites dirigées contre des mobilisés *ou des membres de leur famille*, je crois devoir vous signaler tout particulièrement le deuxième alinéa dudit article 11, dont l'objet est d'assurer une sécurité complète aux locataires rappelés sous les armes. Cet alinéa est en effet ainsi conçu :

« A moins que leurs ressources n'aient pas été diminuées du fait de leur incorporation, les locataires rappelés par ordre de l'autorité militaire pendant une durée minimum de quinze jours et dont le loyer est réduit en vertu de l'alinéa 3 de l'article 9 bénéficient de plein droit, pour le paiement des loyers échus et non acquittés et pour le paiement des loyers venant à échéance pendant la durée de leur présence dans les formations visées à l'alinéa 1^{er} de l'article 3, d'un moratoire qui prendra fin à l'expiration d'un délai de six mois à dater du jour où ils auront cessé d'appartenir aux dites formations. *Tout acte de procédure tendant à imposer le paiement du loyer avant la date d'expiration du moratoire sera réputé nul et les frais resteront à la charge du bailleur*¹. »

1. Souligné dans le texte.

Vous voudrez bien appeler l'attention des officiers ministériels de votre ressort sur ces dispositions et spécialement sur la sanction destinée à prohiber toute contrainte ou pression indirecte contre un mobilisé à l'effet de le priver dans une mesure quelconque du bénéfice du moratoire institué en sa faveur. Vous ne manquerez pas de leur signaler la responsabilité professionnelle et même la responsabilité pécuniaire qu'ils ne manqueraient pas d'encourir, dans le cas où ils engageraient, en contravention de ce texte, des frais frustratoires pour leurs clients.

Albert SEROL.

Pour ampliation :
Le Conseiller d'Etat,
Directeur des Affaires civiles et du Sceau,

Pierre BRACKE.

B. Les nouvelles circulaires et l'abandon des anciens errements.

1. Vichy, le 22 février 1941.

Ministère
de la Justice

Direction civile

Loyers

Circulaire

Le Garde des Sceaux, ministre
secrétaire d'Etat à la Justice à
M. le Procureur Général près la
Cour d'appel de .

De précédentes instructions de ma Chancellerie ont soumis, dans tous les cas, l'exécution d'une décision de justice ordonnant la saisie ou expulsion de locataire, au visa préalable du Parquet. Faute de l'avoir obtenu, l'huissier requis ne peut, en cas d'incident, faire appel au concours des commandants et officiers de la force publique pour lui prêter main forte.

Il en résulte qu'en cette matière l'exécution de la chose jugée se trouve pratiquement suspendue jusqu'à ce que le Parquet ait pris le temps de se renseigner sur la situation respective des parties.

Cette façon de procéder peut difficilement trouver sa justification dans les textes en vigueur. Sous le rapport des principes,

elle confond le rôle des deux autorités, judiciaire et administrative, appelées à intervenir.

Le décret du 2 septembre 1871, modifié par la loi du 16 juillet 1940, relatif à la formule exécutoire des arrêts et jugements, ordonne notamment aux Procureurs généraux et aux Procureurs de la République près les tribunaux de première instance de « tenir la main » à leur exécution.

La jurisprudence du Conseil d'Etat (Cartonnerie et Imprimerie de Saint-Charles, 3 juin 1938) reconnaît, elle aussi, comme un principe fondamental, le droit, pour les parties, d'obtenir l'exécution des jugements devenus définitifs : il ne peut y être fait échec que, dans des circonstances exceptionnelles, si l'ordre public est susceptible d'être troublé et à charge d'indemniser l'individu lésé du préjudice ainsi subi dans l'intérêt de la collectivité entière. L'autorité administrative est, en tous cas, seule qualifiée pour apprécier, sous le contrôle du juge administratif, l'opportunité d'y voir apporter des dérogations. L'autorité judiciaire ne saurait se substituer à elle sur ce point.

Le Ministère Public est en effet expressément chargé par l'article 46 de la loi du 20 avril 1810 de « surveiller tant la régularité de l'exécution des jugements et arrêts que des lois elles-mêmes » ; il ne peut donc être investi du pouvoir de faire obstacle à cette exécution. Il ne sera légitimement saisi que lorsqu'une situation juridique confuse justifiera son examen : tel le cas d'un droit nouveau conféré par la loi à l'une des parties ou celui d'une apparente contrariété de décisions. Même alors, le ministère public n'aurait pas à se faire juge de la question soulevée : il ne pourrait que renvoyer la partie à se pourvoir devant la juridiction compétente.

Un rappel des attributions du Parquet en cette matière ne doit pas servir seulement l'intérêt d'une bonne administration de la justice ; un retour à l'autorité des jugements et arrêts n'importe pas moins au rétablissement de la stabilité dans les rapports juridiques.

Vous voudrez bien donner toutes instructions utiles à vos substituts dans le sens des principes ci-dessus et m'accuser réception de la présente circulaire.

Joseph BARTHELEMY.

Pour ampliation :

Le Directeur des Affaires civiles et du Sceau,

Signé : CAMBOULIVES.

2. Vichy, le 28 février 1941.

Ministère
de la Justice
Direction civile

Le Garde des Sceaux, ministre
secrétaire d'Etat à la Justice,
à M. le Procureur Général près
la Cour d'appel de

Loyers

Circulaire

Ma circulaire du 22 février 1941 a fixé les principes qui doivent être observés par le Ministère public, relativement à l'exécution des décisions de justice.

Certaines difficultés pratiques pouvant se présenter pour la remise en vigueur des règles normales en cette matière, je crois devoir vous recommander les mesures suivantes :

Aucun des dossiers déjà soumis aux Parquets ne sera restitué à l'huissier chargé des poursuites sans qu'ait été attentivement vérifié l'état de la procédure. Cet examen aura nécessairement pour effet d'éviter que l'Administration ne soit saisie simultanément du plus grand nombre des affaires en cours.

Pour l'avenir, il conviendrait que la Compagnie des Huissiers fût informée que les mandataires des parties, chargés de l'exécution, ne sont plus, hormis les cas réservés par ma précédente circulaire, dans la nécessité de solliciter invariablement l'autorisation du Parquet. Ils sauront, en même temps, que les mesures d'ordre et d'hébergement que certaines situations pourraient comporter ressortissent exclusivement à l'autorité administrative, requise pour un concours éventuel de la force publique.

Lorsque, sous l'aspect juridique, celle-ci jugera à propos de la consulter sur la valeur du titre exécutoire, le Ministère Public ne manquera pas de lui apporter tous éclaircissements utiles, notamment sur les possibilités offertes au débiteur d'obtenir, dans un référé sur exécution un ultime délai dans les conditions prévues par l'article 1244 du Code civil.

Vos substituts ne perdront pas de vue, dans la mise en œuvre de ces dispositions, qu'une action coordonnée des deux autorités demeure plus que jamais nécessaire au maintien de la paix publique.

Pour le Garde des Sceaux,
Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice,
Le Directeur des Affaires civiles et du Sceau :

CAMBOULIVES.

3. Vichy, le 28 mars 1941.

Ministère
de la Justice

Direction civile

Loyers

Circulaire

Le Garde des Sceaux, ministre
secrétaire d'Etat à la Justice
à M. le Procureur Général près
la Cour d'appel de

La présente circulaire se substitue à celle, datée du 28 février qui a donné lieu à des divergences d'interprétation et qu'il faut lire comme suit :

Ma circulaire du 22 février 1941 a fixé les principes qui doivent être observés par le Ministère public relativement à l'exécution des décisions de justice.

Certaines difficultés pratiques pouvant se présenter, pendant une *période de transition*, pour la remise en vigueur des règles normales en cette matière, je crois devoir vous inviter à prendre les mesures suivantes :

Les dossiers déjà soumis aux Parquets doivent être restitués à l'huissier chargé des poursuites. Il est toutefois recommandé aux Parquets de vérifier *l'état de droit* des procédures et d'éviter que l'Administration ne soit saisie simultanément d'un trop grand nombre d'affaires en cours.

Pour l'avenir, il conviendrait que la Compagnie des Huissiers fut informée que les mandataires des parties, chargés de l'exécution, ne sont plus dans la nécessité de solliciter l'autorisation du Parquet; les mesures d'ordre et d'hébergement que certaines situations pourraient comporter ressortissent exclusivement à l'autorité administrative, requise pour un concours éventuel de la force publique.

Il reste bien entendu que, conformément à ma précédente circulaire, cette autorité administrative pourra toujours consulter le Parquet sur les difficultés d'ordre juridique, par exemple sur la valeur d'un titre exécutoire. De même, le Ministère public ne manquera pas, le cas échéant, de lui apporter tous éclaircissements utiles sur les possibilités offertes au débiteur d'obtenir, par un référé sur procès-verbal d'exécution, un ultime délai dans les conditions prévues par l'article 1244 du Code civil.

En m'accusant réception de la présente circulaire, vous voudrez bien m'assurer que toutes dispositions ont été prises pour la mise en application des nouvelles instructions de ma Chancellerie.

Pour le Garde des Sceaux,
Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice,
Le Directeur des Affaires civiles et du Sceau

CAMBOULIVES.

Vu :
Le Doyen,
G. RIPERT

Vu :
Le Président,
ACHILLE MESTRE

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. GIDEL

BIBLIOGRAPHIE

- ALIBERT. — *Contrôle juridictionnel de l'Administration au moyen du recours pour excès de pouvoir*.
- AMIAUD. — *Traité formulaire du notariat* (5^e édition).
- APPLETON. — *Traité élémentaire du Contentieux administratif*, édit. 1927.
- BAUDIN. — *Essai sur la relativité de la force exécutoire des décisions de justice*, thèse, Dijon, 1931.
- BELLEYME. — *Ordonnances sur requêtes et sur référés* (3^e édition).
- BELLOT DES MINIÈRES. — *Commentaires sur l'arbitrage volontaire et forcé* (La Réole, 1838).
- BÉQUET et DUPRÉ. — *Répertoire de Droit administratif*, en 28 vol., 1882 à 1911.
- BERTHÉLEMY. — *Traité du Droit administratif* (12^e édition).
- BERTIN. — *Des ordonnances sur requêtes et sur référés* (2^e édition).
- BEUDANT. — *Cours de Droit civil français* (2^e édition).
— *Les transformations du Droit civil français depuis cinquante ans* (1939).
- BIOCHE. — *Dictionnaire de procédure civile et commerciale* (5^e édition).
- BOITARD, COMMET, DAAGE et GLASSON. — *Leçons de procédure civile* (4^e édition).
- BONNARD. — *Précis de Droit administratif* (édition 1940).
- BOREL DE LARIVIÈRE. — *De la sanction disciplinaire des officiers ministériels, particulièrement dans ses rapports avec les magistrats du Parquet* (thèse, Paris, 1914).
- BOUTEILLER. — *Somme rurale* (Edit. Charondas Le Caron, 1611).
- CALMETTE. — *Le monde féodal*.
- CARRÉ DE MALBERG. — *Contribution à la théorie générale de l'Etat* (Edition 1920).
- CARRÉ et CHAUVEAU. — *Leçons de procédure civile et commerciale* (5^e édition, 1880).
- CÉSAR. — *Commentaires de la Guerre des Gaules*.
- CHEVILLOTE. — *Formule exécutoire* (thèse, Paris, 1901).
- CHEVROLLIER. — *Suspension de l'exécution des jugements* (thèse, Rennes, 1904).
- COUMOUL. — *Pouvoir judiciaire*.
- CUCHE. — *Précis de procédure civile et commerciale* (Edition 1937).
— *Précis de voies d'exécution et de procédure de distribution* (Edition 1937).

DALLOZ. — *Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence.*

— *Recueil périodique et critique.*

DUC. — *La prise à partie* (thèse, Bordeaux, 1935).

DUEZ. — *La responsabilité de la puissance publique* (Edition 1938).

DUGUIT. — *Traité de Droit constitutionnel* (3^e édition).

— *L'Etat, les Gouvernants et les Agents.*

FIGEROU. — *La formule exécutoire* (thèse, Bordeaux, 1907).

FUZIER-HERMAN. — *Répertoire de Droit français.*

GARRAUD et LABORDE-LACOSTE. — *Précis élémentaire de Droit pénal* (Edition 1937).

GARSONNET et CÉZAR-BRU. — *Traité de procédure civile* (3^e édition).

GATINAIS. — *L'huissier, auxiliaire de la justice* (thèse, Paris, 1937).

Gazette du Palais.

GÉNY. — *Méthode d'interprétation et source en droit privé positif* (2^e édition).

GIRARD. — *Manuel élémentaire de Droit romain.*

GIRAUD. — *Des nexi ou de la condition des débiteurs chez les Romains* (Paris, 1847).

GLASSON, TISSIER et MOREL. — *Traité de procédure civile* (3^e édition).

GUÉNOIS. — *La Grande Conférence des Ordonnances et Edits royaux jusqu'en 1659.*

HAURIOU. — *Précis de Droit administratif.*

HENRION DE PANSEY. — *De l'autorité judiciaire en France* (3^e édition, 1827).

ISAMBERT. — *Recueil général des anciennes lois françaises, 1821-1833* (29 volumes).

JÈZE. — *Les principes généraux du Droit administratif* (3^e édition).

LAFFERRIÈRE. — *Traité de juridiction administrative et des recours contentieux* (2^e édition).

LAURIÈRE. — *Glossaire du Droit français.*

LEHAN. — *Recueil des arrêts du Conseil d'Etat.*

LOYSEAU. — *Traité du droit des offices.*

LE POITTEVIN (G.). — *Dictionnaire des parquets, 1928 et 1933.*

MAZEAUD (H. et L.). — *Traité de la responsabilité civile, 2^e et 3^e éditions.*

MERLIN. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence* (5^e édition).

MICHOT. — *Origine du notariat* (Paris, 1878).

MICHOUD (L.). — *La théorie de la personnalité morale, 3^e édition, 1932. — Mise au courant de la législation, de la doctrine et de la jurisprudence, par Louis TROTABAS.*

MINIER (J.). — *Histoire du Droit français* (Edition 1854).

MOREL. — *Traité élémentaire de procédure civile.*

PARDESSUS. — *Loi salique.*

PAYEN. — *Rapport : Bulletin Association Nationale des Avocats, 1937 (juillet-août-septembre).*

- PLANIOI et RIPERT. — *Traité de Droit civil*, en 14 vol., 1925 à 1934 : t. VI (Obligations).
- POTHIER. — *Œuvres*, 1786.
— *Œuvres complètes* (BERVILLE), 1821-1824.
- RIPERT. — *Le régime démocratique et le droit civil moderne*, 1935.
— *La règle morale dans les obligations civiles* (3^e édition, 1925).
- ROLLAND. — *Précis de Droit administratif*, 1937.
- ROUSSEAU. — *De l'expulsion du locataire par voie de référé* (thèse, Paris, 1937).
- ROUSSEAU et LAISNEY. — *Dictionnaire de la procédure civile* (2^e édition, 1886).
- SIREY. — *Recueil général des lois et arrêts en matière civile, criminelle, administrative*.
- SOTO. — *Contribution à la théorie des nullités des actes administratifs unilatéraux* (thèse, Paris, 1941).
- SOURDILLAT. — *Le contrôle juridictionnel des voies d'exécution* (thèse, Paris, 1937).
- TAMBOUR. — *Des voies d'exécution sur les biens des débiteurs en droit romain et dans l'ancien droit français*.
- TEISSIER. — *La responsabilité de la puissance publique* (1906).
- THOUVIGNON. — *De la suspension des poursuites d'exécution par voie de référé* (thèse, Paris, 1937).
- TOULEMON et BLIN. — *Le respect de la chose jugée et la crise*, 1939.
- TROPLONG. — *Le droit civil expliqué, des privilèges et hypothèques* (Paris, 1833).
- VERNADEAU. — *Responsabilité des fonctionnaires de l'ordre judiciaire* (thèse, Paris, 1907).
- VIDAL (G.). — *Cours de droit criminel de science pénitentiaire* (8^e édition) (refondu et mis au courant à partir de la 5^e, par Georges MAGNOL), 1935.
- VIOLLET. — *Histoire du Droit civil français*, 1905.
- WALINE. — *Manuel élémentaire de Droit administratif*, 1936.
- WALTER. — *Du droit de se faire justice soi-même en commettant un délit* (thèse, Dijon, 1939).
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
PREMIERE PARTIE	
Introduction	7
Chapitre premier. — Ancien droit	8
§ 1. Formation de la notion de l'acte exécutoire	8
§ 2. Extension du domaine d'application de l'acte exécutoire	11
§ 3. Les jugements consulaires, les actes des notaires et les jugements étrangers	14
§ 4. L'état de choses existant en 1789	18
Chapitre II. — Droit intermédiaire	20
Chapitre III. — Droit moderne	25
Conclusion	35
DEUXIEME PARTIE	
Introduction	37
Chapitre premier. — L'huissier	39
§ 1. Mission et pouvoirs généraux de l'huissier	39
I. Assistance de témoins	40
II. L'huissier sur les lieux	40
III. La protection des huissiers	41
§ 2. Pouvoirs spéciaux de l'huissier	43
IV. Droit de réquisition	43
V. La jurisprudence et le droit de réquisition	45
§ 3. Responsabilité de l'huissier	47
Chapitre II. — Le procureur de la République	53
Introduction	53
§ 1. La prise à partie et le refus de tenir la main	56
a) Dénî de justice	57
b) Faute lourde professionnelle	58
§ 2. Le refus de « tenir la main »	59
A. Refus catégorique	59
B. Sursis motivé à l'exécution	60
§ 3. L'ordre du Garde des Sceaux	61
Chapitre III. — La force publique	64

TROISIEME PARTIE

RESPONSABILITE DE L'ETAT

Introduction	67
Chapitre premier. — Le point de droit	68
Chapitre II. — Le refus de disposition de la force publique	72
§ 1. Refus légal	72
§ 2. Refus arbitraire	75
Chapitre III. — Compétence du Conseil d'Etat	77
Chapitre IV. — Le retour à l'ordre	79
§ 1. Rôle du ministère public	82
§ 2. Les mesures transitoires	84
§ 3. Action de l'autorité administrative	85
Conclusion	87
Annexe I. — Les titres exécutoires	91
Annexe II.	98
Annexe III. — La proposition Lémery	100
Annexe IV	101
Bibliographie	127

